1927 1929

la révolution chinoise

victor serge

introduction de pierre naville



SAVELLI

collection culture critique/6

DU MEME AUTEUR

ROMANS, NOUVELLES

* *Les Hommes dans la prison,* Paris, 1928.
* *Naissance de notre force,* Paris, 1931.
* *Ville conquise,* Paris, 1932.

La Tourmente, manuscrit inédit, confisqué par la censure soviétique en 1936.

* *L'Affaire Toulaev,* Paris, 1948.
* *S'il est minuit dans le siècle,* Paris, 1939.

Les Derniers Temps, 2 vol., Montréal, L'Arbre, 1946.

Les Années sans pardon, Paris, F. Maspero, 1971.

Le Tropique et le Nord (nouvelles), Paris, F. Maspero, 1972.

Les romans marqués du signe * sont repris en un volume sous le titre *Les Révolutionnaires,* Paris, Le Seuil, 1966.

POÈMES

Pour un brasier dans un désert (Résistance), Paris, F. Maspero, 1972.

HISTOIRE, ESSAIS POLITIQUES

Contre la faim, Paris, éd. de l'Anarchie, 1971.

Les Anarchistes et l'expérience de la Révolution russe, Paris, 1921.

Dans les coulisses d'une Sûreté générale, Paris, 1926. (Une édition confidentielle a été tirée en 196? à l'usage de la police française...)

L'An I de la Révolution russe, Paris, 1928.

Littérature et Révolution, Paris, 1932.

Destin d'une révolution, Paris, 1937.

Seize fusillés, Paris, 1936.

De Lénine à Staline, Paris, 1937.

L'Assassinat politique en U.R.S.S. (en collaboration avec A. Rosmer, Paris, 1933).

Portrait de Staline, Paris, 1939.

Mémoires d'un révolutionnaire, Paris, Le Seuil, 1960.

Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression (Dans les coulisses d'une Sûreté générale), nouvelle édition, Paris, F. Maspero, 1970.

L'An I de la Révolution russe, édition augmentée d'inédits, suivie de *La Ville en danger,* Paris, F. Maspero, 1971.

Vie et mort de Trotsky, Paris, F. Maspero, à paraître en 1973.

Littérature et Révolution et autres essais, nouvelle édition, Paris, F. Maspero, à paraître en 1973.

victor serge

1927-1929

la révolution chinoise

introduction de pierre naville

SAVELLI

Editions Savelli
95, rue de La Jonquière – 75017 Paris

Couverture dessinée par Giorgio Fenu

Dépôt légal 1er trimestre 1977. Imprimé en Italie
ISBN : 2–85930–011–2

INTRODUCTION

Les articles de Victor-Serge réunis dans ce volume ont tous paru dans les revues *Clarté* et *La lutte de classes* entre mars 1927 et mars 1928, c'est-à-dire au cours de la période cruciale de la seconde révolution chinoise (la première est celle qui avait été dirigée par Sun Yat-Sen en 1911). *Clarté* était à cette époque une revue communiste et marxiste, indépendante du Parti Communiste mais contrôlée par lui ; les deux éditeurs, Marcel Fourrier et moi, appartenions au parti.

Au cours de l'année 1926, le gouvernement de Canton et le chef militaire de la révolution, Tchang Kai Shek, avaient entamé le mouvement qui devait les porter vers le nord, à la conquête de Shanghaï, de Wouhan, de Nankin et de Pékin. Le parti communiste chinois, faible et jeune, aidé et contrôlé par le Komintern, pratiquait la politique du « bloc des quatre classes ». Il était adhérent au Kuomintang, considéré comme une coalition démocratique et nationale, et se préoccupait d'animer les syndicats dans les grands centres ouvriers. De plus, les autorités diplomatiques et militaires de l'URSS entretenaient des missions auprès des armées et administrations du Kuomintang. Cette politique était encouragée, et même préconisée, par toute la direction du PC russe et de l'Internationale. Dans *Clarté*, nous lui avions d'abord fait écho. Les Français (y compris les communistes) ne s'intéressaient guère à la Chine, dont ils ignoraient à peu près tout, à l'exception de quelques

savants et historiens spécialisés. Mais dès le printemps 1927, on apprit que l'opposition de gauche russe unifiée (Trotsky et Zinoviev) avait entrepris une critique du cours donné par les communistes à la révolution chinoise. La subordination pratique du mouvement ouvrier et paysan révolutionnaire à la bourgeoisie nationale et aux forces militaires apparut comme un frein et une menace. Nous nous mîmes, en France, à regarder les choses de plus près.

En février 1927, *Clarté* avait publié une longue interview de Tchang Kai Shek dans laquelle on peut lire l'affirmation suivante : « Les bases politiques du nouveau gouvernement seront celles définies dans les trois principes du peuple du docteur Sun Yat-Sen. La forme de ce nouveau gouvernement, dans ses grandes lignes, sera la même que celle du gouvernement actuel de la Russie. » L'ambiguité de cette position est reflétée par le commentaire de la revue : Les principes du Kuomintang, y lit-on, « ne sont pas le socialisme, mais ils donnent une base réelle, non capitaliste, à un gouvernement populaire (consacrant l'union des paysans, des ouvriers et des classes moyennes) pour édifier le socialisme. » Pour le mouvement socialiste européen, d'ailleurs, la révolution chinoise signifiait avant tout l'abolition des « traités inégaux » qui avaient justifié les conquêtes impérialistes de concessions territoriales et de privilèges commerciaux et juridiques. En un mot, l'indépendance nationale apparaissait comme une condition fondamentale d'une révolution socialiste. Mais bien entendu elle fournissait aussi à la bourgeoisie et au militarisme chinois l'occasion de s'affermir contre la paysannerie et les ouvriers exploités d'une nouvelle manière. Quant aux impérialistes européens, couverts par leurs intellectuels, ils agitaient les dangers nouveaux du « péril jaune », la poussée asiatique du bolchévisme, et c'est à les dénoncer qu'est consacré le premier article de Victor-Serge (février 1927) reproduit ici.

En avril, *Clarté* tombe encore dans le piège en écrivant : « L'unité dans le Kuomintang repose essentielle-

ment sur un programme parfaitement défini et que pas plus Tchang Kai Shek que les autres leaders dits « modérés » ne songent à transgresser. Certes, il existe une aile droite dans le Kuomintang (...) composée d'éléments manifestement bourgeois, prêts à se détourner de la voie révolutionnaire, désireux de tirer la révolution en arrière, partisans toujours de la lutte pour l'émancipation nationale et contre les militaristes du nord, mais aussi quelque peu effrayés par le réveil formidable des masses paysannes opprimées... » Pourtant, les documents du débat ouvert à Moscou sur la « question chinoise » commencent à parvenir à Paris. En même temps, le 13 avril, Tchang Kai Shek devenu maître de Shanghaï sans difficulté grâce à l'insurrection ouvrière des 20-21 mars, se retourne contre le prolétariat : à Shanghaï, à Canton, à Nankin, des milliers de communistes sont désarmés, arrêtés, fusillés, massacrés.

Les lecteurs français ont en mémoire le tableau romancé de ce coup de force qu'a tracé Malraux, plus tard, dans *La Condition Humaine.* Le numéro de mai de *Clarté* prend acte de cette volte-face qui « rompt l'unité de front tactique et politique du Kuomintang » et publie les premiers articles de Victor-Serge qui établit les véritables caractéristiques de « la lutte des classes dans la révolution chinoise ». Dès ce moment, une vaste polémique va s'engager dans le mouvement communiste international sur le destin de la révolution chinoise. Mais très rapidement c'est la position de Staline et Boukharine qui l'emporte, et qui emporte du même coup l'approbation des dirigeants communistes chinois Tchen Dou-Siou, Li Li-San, Van Min, et même Mao Tsé-Toung. La direction du P.C. français (Doriot, Semard et Thorez à l'époque) suit évidemment le Kremlin sans la moindre hésitation. Seul, A. Treint, déjà exclu du secrétariat, se rallie aux positions de Zinoviev.

Clarté reconnaît alors sans ambages qu'elle a commis, « faute de renseignements précis, un certain nombre d'erreurs dans l'appréciation exacte de la situation », et la série d'articles que Victor-Serge nous envoie jusqu'au

début de 1928 éclaire remarquablement les fautes du Komintern. Ces études, rédigées sur le vif, suivant le déroulement des événements, ont le mérite de faire état d'une information détaillée qu'on trouve rarement dans les textes théoriques de Trotsky, de Zinoviev ou de Radek. Elles restituent de façon vivante les circonstances particulières à la Chine, notamment la portée de la révolution agraire. Le rôle des cliques militaires et les compromis dangereux conclus avec les fractions bourgeoises et administratives d'État, les duperies de l'idéologie nationaliste. A les relire aujourd'hui on voit qu'elles illustrent de bien des façons les problèmes posés par la révolution socialiste dans les anciennes colonies et semi-colonies impérialistes que l'on appelle maintenant le tiers-monde. Dans l'ensemble, Victor-Serge reprend les arguments développés par l'opposition de gauche dans une série de documents encore assez mal connus à l'époque, mais il les nourrit de nombreux détails concrets qui les justifient encore mieux que la logique marxiste la plus stricte.

Cette étape du long processus de la révolution chinoise jette aussi beaucoup de lumière sur ce qui s'est produit ensuite en Chine : la tentative de créer une « Chine soviétique » dans les campagnes centrales à partir de 1935, puis la longue retraite jusqu'au refuge de Yenan, la nouvelle alliance (cette fois dans l'indépendance du P.C. par rapport au Kuomintang) contre l'envahisseur japonais, la participation à la seconde guerre mondiale, puis l'offensive victorieuse, cette fois au nord et au sud, qui portera le parti communiste chinois et ses armées au pouvoir dans toute la Chine à la fin de 1949. C'est alors que se posèrent à Mao Tsé-Toung une série de problèmes de première grandeur qui sont encore loin d'être résolus, et autour desquels tournent toutes les questions qui font et feront pour longtemps la matière des réflexions et de l'action dans le mouvement révolutionnaire. Aujourd'hui, une information importante, quoique limitée, permet d'étudier l'évolution de la politique chinoise en termes nouveaux. Néanmoins, la référence au passé conserve tout son intérêt, dans la mesure

où l'on voit ressurgir, même si c'est sous une nouvelle forme, des problèmes tels que le rôle du parti communiste et de l'armée, la politique agraire, les antagonismes sociaux du socialisme, l'idéologie nationale, la stratégie internationale, etc.

Les articles de Victor-Serge constituent la meilleure initiation aux développements ultérieurs de la révolution chinoise. La richesse de leur information et la rectitude des perspectives (exprimées avec modération), leur donnent une valeur exceptionnelle aujourd'hui. Les références à des auteurs soviétiques, ou même chinois montrent que bien des militants communistes comprenaient dans quelle impasse étaient engagées la direction du P.C. chinois et de l'Internationale Communiste. Elles conservent tout leur intérêt, aujourd'hui même, pour de vastes régions du globe (Indonésie, Inde, Amérique Latine, Afrique musulmane et Arabie, en particulier). Mais en Chine même, des problèmes complètement nouveaux s'ajoutent aux anciens, surtout depuis les années 1960, dont on ne pouvait soupçonner l'ampleur dans les années 1925-1930. Il s'agit d'abord des rapports entre la politique agraire et la politique industrielle, à l'échelle nationale, puis de la rupture entre l'URSS et la Chine à l'échelle internationale. Ces problèmes doivent être abordés à partir d'une analyse toute nouvelle. Par bonheur, nous disposons aujourd'hui d'informations sur le monde chinois et sur son évolution, bien plus nombreuses et meilleures que celles qui pouvaient être réunies en 1927.

Sur la période dont il s'agit ici, je rappelle que l'on trouve les documents théoriques de l'opposition de gauche, et ceux de la majorité, dans *La question chinoise dans l'Internationale Communiste* (2e édition, EDI, 1976, 535 p.). L'ouvrage d'ensemble le meilleur est celui de H. Isaacs, *The tragedy of the chinese revolution* (traduction française chez Gallimard). Sur les relations militaires, J.M. Bouisson a publié un ouvrage qui offre un tableau des plus intéressants dans *Seigneurs de guerre et officiers rouges, 1924-1927* (chez Mame, 1974, 372 p.).

Cet ouvrage est fondé sur des mémoires et documents publiés en URSS depuis 1960 par d'anciens conseillers militaires soviétiques en Chine (Primakov, Tcherepanov, Kazanine, Koncitz, Vichniakova Akimova) surtout pour exalter l'aide russe aux Chinois au moment où se produit la rupture. Par ailleurs, les Américains ont publié des documents russes et chinois saisis à l'ambassade soviétique de Pékin en 1927 (*Documents on Communism, Nationalism and Soviet advisers in China, 1918-1927*, New-York, 1956). Tous ces ouvrages apportent des informations de grande importance sur la collaboration politico-militaire étudiée dans les articles de Victor-Serge.

Victor-Serge nous adressait ses textes directement rédigés en français, comme tout ce qu'il écrivait. Son activité professionnelle à Léningrad (où il habitait) était la traduction d'ouvrages russes en français. Son ambition était d'être un écrivain et journaliste français. Aussi était-il exigeant sur la propriété des mots, la syntaxe et ce que l'on appelle le « style ». C'est ce qui donne à ses rédactions un caractère vivant qu'on ne trouve pas souvent dans les textes politiques des révolutionnaires, et qui tranche avec le dogmatisme des formules toutes faites. Lorsque je le rencontrai pour la première fois à Moscou en novembre 1927, il me demanda aussitôt si « son français était encore correct ». Je l'assurai que les correspondances publiées dans *Clarté* en offraient la preuve, et je me félicite aujourd'hui de voir ces correspondances remises sous les yeux d'un public jeune qui peut y prendre exemple.

Pierre NAVILLE

LE BOLCHEVISME ET L'ASIE

février 1927

Si l'importance d'une question se mesure à la somme de bêtise et d'acier blindé qu'elle déplace dans le monde, il n'est pas à l'heure actuelle de problème plus grave que celui du réveil de l'Asie. Ce réveil de vieux peuples opprimés et exploités que l'on s'était habitué à considérer comme des objets à peu près passifs de conquête, de spoliation, de partage et d'« administration éclairée », s'atteste par le triomphe de la révolution nationale en Turquie, par ses luttes victorieuses en Chine, par sa préparation large et profonde aux Indes, par l'indépendance recouvrée de la Perse et de l'Afghanistan. Or l'exploitation des colonies, sources de matières premières et vastes marchés, est devenue au XIXe siècle l'assise de la grande prospérité de l'Europe capitaliste. L'assise ébranlée qu'adviendra-t-il de l'édifice déjà lézardé par ailleurs ? La relative paix sociale du continent d'avant-guerre était en grande partie due à l'exploitation des colonies. La sueur monnayée de centaines de millions d'esclaves noirs, jaunes, olivâtres et bruns, accumulait de telles richesses dans les métropoles qu'il était facile d'en prélever un modeste tantième au profit de la classe ouvrière, plus exactement d'une aristocratie ouvrière. La stabilité du monde capitaliste reposait, en définitive sur cette participation d'une partie tout au moins de la classe ouvrière à l'exploitation coloniale. Le rappel de cette vérité élémentaire fait comprendre quelle immense menace révolutionnaire le réveil de l'Asie suspend sur l'Europe capitaliste et quelle pro-

fonde connexion est celle des mouvements nationaux de l'Orient et du mouvement révolutionnaire prolétarien d'Occident.

...La somme de bêtise et d'acier blindé déplacée dans le monde suffirait à nous y faire réfléchir. Pendant que voyagent les croiseurs et que travaillent les chancelleries, les intellectuels fidèles à leur mission, accomplissent des besognes parallèles. Toute préparation d'artillerie est aujourd'hui précédée d'une préparation intellectuelle. Synchronisme magnifique ! La presse, les revues, la littérature, la critique, l'histoire, la philosophie, reprenant le refrain de Guillaume II (péril jaune), dénoncent depuis des années le péril asiatique. Nous pourrions citer ici, nous bornant à user d'une documentation récente, le *Times*, le *Temps*, la *Deutsche Allgemeine Zeitung* ; M. René Grousset, historien sérieux, et M. Paul Morand, nouvelliste libertin, M. Henri Massis, catholique réactionnaire, et Romain Rolland, « révolutionnaire » (dans le seul domaine de l'esprit, bien entendu...), bref, des noms, des titres, des textes à profusion. Des bourdes aussi, hélas ! à profusion.

Les faiblesses de l'intelligence contemporaine – qui est bourgeoise – commencent à nous apparaître parfois avec un relief saisissant. Cette intelligence est caractérisée, comme la société dont elle est l'émanation la plus subtile, par ses insolubles contradictions. Il serait puéril et malsain d'en contester les admirables conquêtes ; il ne serait pas moins dangereux pour les révolutionnaires prolétariens de n'en point discerner les faiblesses parfois lamentables et parfois bouffonnes. L'intelligence contemporaine a des limites curieusement marquées. Lumineuse, audacieuse, intrépide, novatrice tant qu'elle avance sur un *terrain social ferme*, elle se trouble, hésite, balbutie, renonce, revient hâtivement sur ses pas, au moindre ébranlement de son *terrain social*. En d'autres termes : tant que l'investigation scientifique ne met pas en péril l'ordre établi, tant que le progrès des sciences (intellectuel et technique) accroît la puissance du régime capitaliste, l'intelligence moderne va de l'avant. On pourrait aussi dire : tant

que la bourgeoisie est révolutionnaire, ses intellectuels le sont aussi. Mais sitôt que le progrès scientifique devient révolutionnaire *vis-à-vis* d'une bourgeoisie devenue réactionnaire, sitôt que la recherche scientifique aboutit à des conclusions susceptibles de nuire à l'ordre établi, l'intelligence tourne court sur ce point précis et l'on assiste à de singulières voltes-faces qui ramènent en moins d'une génération la pensée d'un grand pays du matérialisme à l'idéalisme ou au mysticisme, drapés comme il sied en des voiles nouveaux. Dans un certain nombre d'États de la grande démocratie américaine l'enseignement du Darwinisme est formellement interdit au nom de la Bible. Il faut être aveugle pour ne pas voir les causes sociales de cette législation, contre-partie en somme de celle qui fait du sabotage un crime, assimile les militants ouvriers aux espions et punit de travaux forcés le « syndicalisme criminel ».

Marx montra autrefois comment le développement capitaliste enraya brusquement les progrès de l'économie politique. « L'économie politique ne peut rester une science que si la lutte des classes demeure latente ou ne se manifeste qu'en des phénomènes isolés. » Sitôt que la lutte des classes se fut développée « la recherche désintéressée fit place à la polémique stipendiée et le travail impartial céda le pas à la mauvaise conscience et à l'apologétique »[1]. Il en fut ainsi de l'économie politique dès avant 1850. Que dire aujourd'hui de l'histoire ? Celle de la Grande Guerre, par exemple, n'est de toute évidence, dans tous les pays capitalistes, qu'apologétique et falsification. Quant à la « philosophie » et à la « morale », elles furent toujours les dociles servantes des classes dirigeantes.

Le désarroi des intellectuels devant le réveil de l'Asie s'explique par des causes analogues. Désarroi ? Ce mot est-il bien juste ? Les hommes et les groupes sont désorientés ; l'intellectuel probe – le type n'en est pas rare, la bonne foi étant l'une des conditions du succès du travail d'élaboration des idées qui est la mission sociale des intellectuels – cherche, péniblement, à tâtons, sa voie.

Sans doute. *Nous assistons néanmoins, dans l'ensemble, à l'élaboration déjà très avancée d'une idéologie réactionnaire destinée à mobiliser les consciences en vue des guerres de classe et des guerres coloniales de l'avenir.*

★

Le fait est qu'un certain nombre d'idées sur le bolchévisme, la Russie, l'Asie, sont déjà entrées dans le domaine public à tel point que nombre même d'intellectuels sympathisant sincèrement avec le parti du prolétariat, les acceptent sans discussion. Ainsi :

« La Russie est Asie. »
« La bolchévisme est asiatique. »

De ces prémisses communes et commodes, les réactionnaires déduisent la *défense de l'Occident* (M. Henri Massis) contre la « barbarie » orientale, ou contre la « déliquescence » de l'Orient, ou encore contre les formes de civilisation et de culture « profondément étrangère » à l'européanisme (ce fut pendant la guerre un des *leit-motiv* de la presse allemande contre la Russie). Tous ces termes dissimulent tant de notions brumeuses, de mauvaise foi et d'esprit de classe qu'il n'est pas permis de les citer sans recourir aux guillemets pour indiquer les réserves nécessaires.

Des « révolutionnaires » déduisent de ces prémisses communes et commodes que la « lumière vient de l'Orient », que le bolchévisme, ramenant la Russie à ses « origines asiatiques » trouve en Orient les éléments d'une culture nouvelle... Ces idées, moins bien précisées que celles des réactionnaires, ne sont pas moins répandues. Elles ont des adeptes en Russie même. Qu'on veuille bien se souvenir du beau poème d'Alexandre Blok :

« Oui, nous sommes des scythes,
« Oui, des Asiates aux yeux bridés... aux yeux avides. »

Le poète, alors proche des socialistes-révolutionnaires de gauche qui publièrent une revue intitulée les *Scythes*, avait inscrit en épigraphe deux vers du mystique Vladimir Soloviev : « Panmongolisme ! Ce mot, bien que bizarre, m'est doux à l'oreille. »»

J'entendais récemment, un jeune poète prolétarien lire, dans un cercle intime, un poème qui se terminait par ces mots : « O vieille Europe, nous te lapiderons ! » On vient de publier une traduction française de l'*Année nue*, de Boris Pilniak. L'œuvre entière de cet écrivain russe[2] développe sans cesse, parfois de façon puissante, comme dans la forte nouvelle intitulée la *Ville de Saint-Pétersbourg*, ce thème : la Russie est Asie, Asie. Tous ses chemins convergent vers le Pamin, cœur de la vieille Asie...

Ces théories reposent sur l'abus des notions géographiques et l'observation superficielle des mœurs. De tous les pays d'Europe, la Russie est sans doute celui qui a subi le plus, au cours de son histoire, l'emprise de l'Asie. Le joug mongol y dura jusqu'à la fin du XVᵉ siècle. Ce n'était pas, du reste, le joug des hordes barbares, mais celui d'un Empire militaire solidement organisé, puissant, d'une culture assez développée. Par son ethnographie et en certains endroits par ses mœurs, la Russie d'Europe est réellement proche de l'Asie. Le Turkestan, la Sibérie, l'Extrême-Orient soviétique appartiennent à divers égards à l'Asie, à une Asie très européanisée dans ses grands centres. Encore faudrait-il démêler, en parlant des mœurs, des coutumes, des façons de vivre, la part des influences ethniques, historiques, et celle des influences économiques. L'*asiatisme* de la campagne russe n'est, croyons-nous, le plus souvent, guère asiatique au fond : c'est l'état d'un paysan pourvu d'un outillage très arriéré. La charrue *en bois* s'est conservée dans certains coins perdus de la Russie du Nord[3]. Mais le paysan qui en use n'est ni un scythe, ni un mongol. C'est un Européen très arriéré. Il se transforme en pas plus de six mois, dès qu'une coopérative lui procure une charrue en acier ou, mieux, un tracteur automobile. Ce paysan a des frères très proches dans tous les pays agricoles arriérés : dans les hameaux perdus de

l'Europe et de l'Amérique du Sud par exemple. La race fournit de trop faciles explications aux problèmes sociaux. Défions-nous du romantisme ethnographique.

★

Au temps où l'Empire russe avec son autocratie féodale et religieuse, sa hiérarchie sociale byzantine, son Saint-Synode obscurantiste, son *Okhrana* toute-puissante, sa persécution des juifs, ses famines chroniques et le luxe éblouissant de ses capitales était l'Allié fidèle de la démocratie française, les intellectuels d'Occident ne songeaient pas à l'*asiatisme* authentique de cette « grande puissance européenne ». L'Empire russe entrait en réalité dans le système des puissances impérialistes, à un titre particulier il est vrai, semi-colonial. Il devait son essor économique aux capitaux importés de l'étranger. Une bonne partie de la plus-value prélevée sur le travail de l'ouvrier russe s'amassait dans les coffres-forts de Paris, de Londres et de Berlin. La puissance militaire de l'Empire fut bâtie avec de l'argent français.

La révolution russe fut l'écroulement sous la poussée du prolétariat, de la partie la moins résistante, la plus neuve, la plus fatiguée par la guerre, du système impérialiste de l'Entente.

L'Europe capitaliste, astreinte depuis des années à une prodigieuse tension des forces, céda à son point faible, qui était – telle est la logique naturelle – le point fort du prolétariat international. Le prolétariat russe affrontait avec une grande expérience révolutionnaire une bourgeoisie jeune, assez inexpérimentée, peu nombreuse, privée de l'appui d'une démocratie de classes moyennes ; et il avait lui-même l'appui du mouvement paysan.

La bourgeoisie anglaise fut pour quelque chose dans la chute de Nicolas II : les scythes n'y furent pour rien.

La révolution russe fut l'achèvement d'une nouvelle Europe.

L'esprit européen est caractérisé par la pensée scientifique, inséparable de l'activité pratique, de la technique

industrielle, bref du développement de la production mécanique. Ici une précision. Cet esprit n'est *européen* que par ses origines historiques ; dans ses applications, son développement, ses fins, il tend à l'universalité. La civilisation européenne a cette double base : la machine dans l'économie, la méthode expérimentale dans les sciences. Elle a produit le machinisme, les grandes agglomérations industrielles, le prolétariat.

La pensée scientifique, maniée par des hommes possédant à fond la culture européenne, a donné au prolétariat la nette conscience de sa mission, de ses intérêts supérieurs. Les fondateurs et les adeptes du socialisme scientifique, de Marx aux continuateurs de Lénine, mettent au service du prolétariat l'arme intellectuelle la plus acérée que l'Europe ait produite : le matérialisme dialectique.

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler à ce propos la généalogie du bolchévisme. Marx réalise, au dix-neuvième siècle, la synthèse des pensées allemande, française et anglaise « en une unité supérieure »[4] ; la dialectique de Hegel, l'expérience politique de la France, seul pays dans lequel la révolution bourgeoise eût remporté une victoire prompte et complète, tels furent les éléments de cette synthèse.

Dès 1900, cette quintessence de la pensée européenne ne garde toute sa pureté – mieux vaut dire *toute sa vigueur* – que dans la doctrine d'une poignée de Russes (Plékhanov et Lénine). Le développement de l'impérialisme, la corruption économique et politique d'une grande partie du prolétariat des pays d'Occident par les habiles méthodes de la démocratie, obscurcissent la conscience de classe des ouvriers. L'opportunisme adapte la doctrine de Marx aux besoins de la société bourgeoise. Une poignée de Russes et d'Allemands, Lénine et Rosa Luxembourg, lui résistent. Leur mérite n'est pas individuel ; le génie de Lénine, pour grand qu'il fut, ne put vivre et agir qu'en fonction d'une situation sociale donnée. La Russie était *le point faible* du capitalisme international, le point fort du prolétariat international. Le mouvement ouvrier russe fut servi par de magnifiques équipes d'intellectuels ralliés,

corps et âme, au prolétariat, parce que les classes moyennes du pays étaient révolutionnaires à l'égard de l'ancien régime et parce que la bourgeoisie russe n'avait pas la possibilité de corrompre et d'employer à son service, comme dans les démocraties d'Occident, l'ensemble des intellectuels.

La révolution bolchévique se déroule tout entière sous le signe d'une pensée scientifique étonamment juste et sûre d'elle-même. Lénine quittant la Suisse pour la Russie peu de jours après la culbute de Nicolas II, en trace d'une main ferme le programme, définit ses possibilités les plus hautes et jusqu'à ses limites[5], huit mois, et, à certains égards, de longues années à l'avance. Ses prévisions se basent uniquement sur l'*analyse* des faits, des facteurs sociaux et de leur dynamisme. De mars à l'insurrection d'octobre, la politique du parti bolchévik, procédant d'une constante analyse marxiste des situations, résiste tour à tour à ses propres traditions, à l'influence de quelques idées acquises, aux entraînements des masses, aux poussées du sentiment ; c'est une politique de raison et de ferme volonté. Le grand parti en marche vers la dictature fait penser à un vaisseau : tout vaisseau est guidé, à travers l'Océan, par un cerveau humain armé de la connaissance des lois naturelles. Mais le dynamisme social est autrement complexe que celui des éléments et des machines. L'insurrection d'octobre nous offre le modèle d'une révolution accomplie par des masses innombrables, sous la direction éclairée, attentive, minutieusement organisée d'un grand parti prolétarien. *Elle s'accomplit*, Trotsky l'a souligné avec raison *à date fixe*, sans déperdition des forces, sans actes irréfléchis. Elle est, en un mot, caractérisée par le maximum d'organisation dans l'action. *La politique bolchévique attestant la maturité du prolétariat, obéit, on le voit, à des disciplines d'action et de pensée, rigoureusement européennes.*

★

En quoi l'Union des Républiques Socialistes Sovié-

tiques diffère-t-elle essentiellement de tous les autres États ? Quel est son caractère d'État *socialiste* ? C'est que *l'U.R.S.S. est le seul pays du monde dont la vie économique tout entière soit régie, contrôlée, dirigée, conformément à un dessein scientifique.* Certes, les vrais dirigeants de la société capitaliste, financiers et chefs d'industrie, introduisent dans la vie économique un élément de calcul rationnel qu'il serait fâcheux de sous-estimer. Le cartel de l'acier, par exemple, aspire à régulariser la production métallurgique et à dominer le marché. Il est fort possible qu'il y arrive. L'ensemble de chaque pays capitaliste échappe cependant à toute direction rationnelle, ce qui nous autorise à parler de l'anarchie capitaliste. « Quand, écrivait Trotsky, il n'y a pas longtemps, à propos des chiffres de la Commission du Plan, les statisticiens de l'Institut de Harvard s'efforcent de déterminer la direction et l'allure du développement des diverses branches de l'économie américaine, ils procèdent, dans une certaine mesure, comme des astronomes ; ils s'efforcent, en d'autres termes, de saisir le dynamisme de processus tout à fait indépendants de leur volonté, à cette différence près que les statisticiens sont loin de disposer de méthodes aussi précises que celles des astronomes. La situation de nos statisticiens est, dès le principe, tout autre. Ils opèrent au sein des institutions dirigeantes de la vie économique. Un ensemble de perspectives n'est pas chez nous le produit d'une prévision passive, c'est aussi un levier d'action économique. Chaque chiffre n'y est pas qu'une photographie, c'est aussi une directive. » Et encore : « Le tableau des chiffres de contrôle de la Commission du Plan unit dialectiquement la prévision théorique à l'action pratique, c'est-à-dire la connaissance des conditions et des tendances objectives aux tâches subjectives de l'État ouvrier et paysan, maître de l'économie. Telle est la différence de principe entre les tableaux d'ensemble de la Commission du Plan et les recensements, les calculs, les prévisions statistiques de tout État capitaliste. Telle est l'immense supériorité de nos méthodes socialistes sur les méthodes capitalistes. »[6]

L'U.R.S.S. est le seul pays du monde où la rationalisation de la production et des échanges soit poursuivie avec ténacité. Partout ailleurs les lois économiques ne sont, en général, qu'*étudiées et subies.* La connaissance des lois économiques devient ici une faculté d'action pratique ; l'économiste soviétique prévoit les crises et s'efforce de les éviter, comme le navigateur tient compte, pour mener son vaisseau à bon port, des sautes de vent probables et des courants sous-marins. Cette formidable application à l'organisation de la vie sociale des méthodes d'action scientifique qu'osèrent à peine rêver les esprits les plus audacieux du vingtième siècle, n'est rendue possible que par la dictature du prolétariat. Elle fait faire à l'humanité un pas décisif vers sa victoire complète sur la nature. L'homme a remporté, depuis la révolution bourgeoise, d'éclatantes victoires sur les éléments ; il a maîtrisé le feu, l'électricité, les chutes d'eau, élargi dans l'infiniment grand et l'infiniment petit le domaine du connaissable, vaincu — au sens relatif sans doute mais à un degré merveilleux — le temps et la distance. Mais la science économique n'aboutit pas encore dans les pays capitalistes, à une technique. La vie sociale s'est trouvée, paradoxe curieux, le dernier domaine de l'ignorance et de l'imprévision ; les lois aveugles du marché de la concurrence, des guerres d'État et de classes, y règnent... La civilisation européenne a pratiquement vaincu la peste et la lèpre : elle ne sait pas guérir un pays du chômage. On prévoit la marche des comètes, les variations climatériques, les séïsmes : on ne sait pas prévoir la guerre...

— Parbleu ! direz-vous, on la prépare !

C'est précisément, où je voulais en venir. La sociologie, l'économique, la politique, l'histoire, ne semblent pas susceptibles en Europe capitaliste d'un développement vraiment scientifique, car leur progrès ne pourrait qu'être contraire aux intérêts des classes dirigeantes.

La pensée scientifique de l'Europe *bourgeoise* est dans l'impasse. Par bonheur l'Europe prolétarienne n'est point intéressée à cette stagnation au contraire ! Elle reprend les traditions conquérantes, progressistes, de la bourgeoi-

sir révolutionnaire d'autrefois. Elle se sait appelée à couronner l'œuvre du dix-neuvième siècle, créateur de la production moderne à base de haute technique, par l'organisation rationnelle de cette production ce qui veut dire équitable et intelligente des collectivités humaines.

Le communisme international – matérialisme dialectique et doctrine d'action du prolétariat – dégage aujourd'hui les possibilités les plus hautes de la civilisation européenne compromise et menacée par le régime capitaliste.

★

Il exerce sur les peuples de l'Asie une grande et légitime influence. Que leur apportera l'Europe capitaliste ? La Bible, l'alcool, l'opium – imposé par les Anglais aux Chinois à coups de canon, – le despotisme des vice-rois et des résidents généraux, l'exploitation, la spoliation, les gaz asphyxiants, l'exemple de sanglantes rivalités. L'Europe communiste leur apporte la science de Marx et de Lénine, saluée à son lit de mort par un Sun-Yat-Sen ; leur ouvre les Universités chinoises de Moscou auxquelles se consacre un Radek ; envoie en Mongolie, en Perse, en Afghanistan des aviateurs soviétiques ; leur restitue les concessions que leur arracha l'autocratie russe ; se proclame solidaire – à la face des canons britanniques – de leur mouvement émancipateur.

Les Anglais ont, depuis 1919, le massacre d'Amritsar[7] à leur actif. L'année passée, les Français bombardèrent Damas, vieille capitale de la culture musulmane dont les mosquées valent bien la cathédrale de Reims ; les Anglais bombardèrent Wang-Sien. Combien de morts ? – Telle est la face hideuse de la barbarie capitaliste tournée vers l'Orient. – En contraste avec elle, le Communisme international, les Russes à l'avant-garde, apporte dès aujourd'hui aux peuples de l'Asie une profonde libération spirituelle, qui précède et prépare leur libération totale. – Une autre Europe est née, frères d'Asie ! Le cauchemar des bombardements va finir. Les prolétaires d'Occident

vous tendent la main, vous offrent leurs armes les meilleures : leur science, leur expérience, leur conscience de classe, leur solidarité d'opprimés et de révolutionnaires.

L'influence du bolchévisme sur l'Asie est très grande. Celle de la vieille Asie des opprimés sur le bolchévisme est quasi-nulle. Quiconque connaît tant soit peu la vie de l'U.R.S.S. le sait. Les croyances et les idées de la vieille Asie trouvent, par contre, depuis quelques années, dans les milieux cultivés de la bourgeoisie européenne, un accueil très favorable. Les études bouddhiques sont en faveur en Allemagne, en Angleterre, en Amérique. Il y a dans presque toutes les capitales du monde des cercles théosophiques. L'Ecole de la Sagesse du Comte Kayserling a des disciples dans toute l'Europe continentale : pas parmi les prolétaires... Les esprits décadents ou désespérés de l'Europe capitaliste se tournent volontiers vers le mystère des grandes décadences de l'Asie. Bolchéviks, communistes du monde, nous sommes les plus vivants des Européens.

Cet article est paru dans Clarté, *nouvelle série, n° 7 du 15 mars 1927.*

NOTES

1. K. Marx, *Préface au Capital.*

2. Boris Pilniak, dont j'ai plusieurs fois, longuement entrenu les lecteurs de *Clarté,* se situe très à droite de la littérature prolétarienne. La critique communiste le qualifie même d'« écrivain représentatif de la nouvelle bourgeoisie ».

3. A l'autre bout de l'U.R.S.S., les montagnards Khevsours du Caucase portent encore la cotte de maille et sur l'épaule la croix des croisés, leurs aïeux. Ces retardataires européens du XIVe siècle font vraiment figure d'Asiatiques.

4. Voir K. Kautsky, l'introduction au *Capital* de K. Marx.

5. Je concluais, après avoir analysé les *Lettres de Loin* de Lénine (dans une série d'articles donnés à la *Correspondance Internationale* en avril 1925) sur les deux méthodes (celle des politiques bourgeois et celle des marxistes révolutionnaires) : « Le programme d'une transformation sociale esquissé à grands traits dans ces *Lettres de Loin* s'est réalisé, trait pour trait du moins dans les premières années de la révolution (Nous réservons la question de l'évolution de l'État soviétiste entouré pour un temps indéfini d'États bourgeois). Rappellerai-je, pour rendre plus saisissant encore le contraste entre le grand marxiste révolutionnaire et les chefs de la bourgeoisie, et aussi les hommes d'État socialistes de la bourgeoisie exercés à gouverner (gouverner c'est prévoir...), comment se sont vérifiées les prévisions et les affirmations des uns et des autres ? Un an plus tard, Lloyd George annonçait dans sa campagne électorale le châtiment des coupables de la guerre. « La potence pour le Kaiser ! La potence pour... Hindenbourg ! » On voit ce qu'il en est. – Wilson, accueilli en prophète de la démocratie nouvelle, traversait l'Océan pour bâtir la Société des Nations et bannir à jamais la guerre... On voit ce qu'il en est ! – Clémenceau, « tigre » sénile et racorni, dictait le traité de Versailles en répétant : « L'Allemagne paiera ! » On voit ce qu'il en est... –

Ebert saluait l'aurore de la République allemande qui, par les voies de la démocratie, irait vers le socialisme. On voit ce qu'il en est ! – Renner et Otto Bauer en Autriche, créaient une commission de socialisation... On voit ce qu'il en est ! »

6. L. Trotsky, *Vers le socialisme ou vers le capitalisme ?* (Analyse de l'économie soviétique et des tendances de son développement), fin 1925. J'ai donné dans la *Vie Ouvrière* une analyse détaillée de cet ouvrage consacré à démontrer la supériorité des méthodes économiques du socialisme et leur victoire dans l'U.R.S.S.

7. La troupe anglaise mitraillait en 1919 à Amritzar (Indes) une manifestation pacifique : près de 400 morts.

LA LUTTE DES CLASSES DANS LA RÉVOLUTION CHINOISE

I

fin avril 1927

Voici des années que la révolution chinoise grandit sur notre horizon. Les récents événements de Shanghaï posent brutalement, devant la classe ouvrière internationale, les problèmes de la lutte des classes au sein de cette grande révolution, trop souvent considérée jusqu'à présent comme essentiellement nationale, bourgeoise. Que s'est-il passé là-bas ? Ceci : le 21-22 mars, une insurrection ouvrière, à la tête de laquelle se trouvaient les Syndicats et quelques poignées de valeureux militants communistes, s'emparait, après une sévère bataille de rues livrées aux troupes de la réaction nordiste, de la vraie capitale industrielle et commerciale de la Chine, Shanghaï. Le prolétariat accomplit cet exploit sous les gueules des canons anglais, français, américains, japonais, italiens (j'en passe). Moins d'un mois après, les 13-14 avril, le généralissime commandant les armées nationalistes-révolutionnaires du « Kuomintang » faisait traitreusement désarmer et mitrailler ce prolétariat, vaincu, jugulé, en une nuit, par ses alliés officiels. Et ce mauvais coup prévu et annoncé depuis de longues semaines par la presse bourgeoise de tous les pays, était pour les militants ouvriers communistes de tous les pays, une douloureuse, une effroyable surprise... Déplorons d'abord la désolante faiblesse de notre information sur la révolution chinoise. Que savons-nous de ses luttes intérieures, des crises sociales qui provoquent de ces dénouements ? En somme : rien. L'intérêt du communisme international exigerait une informa-

tion autrement attentive, complète et vivante, rendue possible par l'exigence en Chine des agences soviétiques. Mais dans l'U.R.S.S. même, cette information, beaucoup meilleure que dans tous les pays capitalistes, demeure, il faut bien le constater, très au-dessous de ce qu'elle pourrait et devrait être. Espérons qu'il sera promptement remédié à ce mal désormais incontestable.

Je ne puis songer à poser dans ces notes, forcément hâtives, l'immense problème de la révolution chinoise. Le prochain Exécutif élargi de l'I.C. l'étudiera sans nul doute. Il me semble utile d'en exposer, à la veille de ces assises de notre parti international, quelques données, quelques aspects sur lesquels l'attention des militants n'a guère porté jusqu'à présent. C'est là toute mon ambition.

Les « forces motrices » d'une révolution

On s'accorde à reconnaître à la révolution chinoise le caractère d'une révolution bourgeoise, nationale, anti-impérialiste. L'asservissement économique de la Chine aux puissances étrangères est devenu un obstacle au développement de la bourgeoisie nationale. Les grandes industries, les transports, les établissements financiers, les douanes du pays sont entre les mains des étrangers ; la bourgeoisie nationale se sent frustrée d'autant et ne peut, dans ces conditions constituer l'État solide dont elle a besoin. La jeune industrie chinoise ne peut s'assurer aucune protection douanière contre la concurrence étrangère. Les compétitions armées des généraux à la solde des puissances contribuent aussi à empêcher la création de l'État moderne, centralisé, policé, bien administré, nécessaire au bon développement des affaires... De là, les objectifs de la révolution nationale, tels que les entend la bourgeoisie chinoise : abrogation des vieux traités d'asservissement, indépendance et unité nationale, création d'un gouvernement central, ferme, ordonné, éclairé, que l'on concevrait volontiers sur le modèle américain (avec,

toutefois, pour mieux tenir le prolétariat en respect, un président galonné à poigne...).

Mais la bourgeoisie chinoise est trop faible, trop peu nombreuse, trop impopulaire pour diriger la révolution qu'elle compte spolier d'une partie de ses fruits pour organiser le pays au lendemain de victoires payées du sang des classes laborieuses, et s'entendre avec les bourgeoisies impérialistes. Quelles sont les forces motrices réelles de la révolution ?

D'abord, le prolétariat (3 à 4 millions d'hommes), outrageusement exploité par les capitalistes étrangers et indigènes, le prolétariat organisé, intelligent, mûri dans les luttes des dernières années, le prolétariat dont le sang a coulé à flots, et qui a remporté aussi de mémorables victoires — à Canton, à Hankéou, à Hong-Kong, à Shanghaï, à Tientsin...

Puis, alliées naturelles du prolétariat, des masses paysannes — des centaines de millions d'hommes qui sont parmi les plus misérables des habitants de la planète — vivant de la culture intensive et pourtant primitive d'infimes parcelles de terre, exploitées par le grand propriétaire, le locataire au premier degré (le sol est souvent sous-loué), l'usurier, le chef militaire, le bureaucrate, le commerçant. Le système des douanes intérieures, résultat de la main-mise de l'étranger sur les douanes extérieures, est pour le paysan chinois, une terrible cause de misère ; les généraux lui imposent la conscription, l'entretien des troupes, des prélèvements arbitraires d'impôts. La misère des masses paysannes est telle que, d'après des enquêteurs étrangers, leur revenu coutumier est très sensiblement inférieur au coût minimum de l'existence... De sorte que leur existence même pose un constant problème attestant un record d'endurance animale. Des couches entières de la population rurale sont littéralement réduites à l'animalité. Que faut-il aux paysans chinois pour qu'ils puissent redevenir des hommes ? La fin du régime des féodaux — généraux, propriétaires fonciers — et des usuriers entretenus par les rivalités impérialistes ; l'unité du pays, une bonne organisation administrative, une fiscalité équi-

table. On voit que ces revendications minimum coïncident avec celles de la révolution nationale bourgeoise – et la dépassent, puisque ne se bornant pas à l'abolition des vestiges de la féodalité, elles portent atteinte à la propriété des usuriers capitalistes.

L'industrialisation du pays, bien que très ralentie depuis dix ans, accule de plus en plus les artisans, très nombreux, à la misère ; elle les prolétarise. La misère des campagnes et les guerres intérieures incessantes sont des fléaux pour le petit commerce. Les intellectuels – étudiants, lettrés, gens de professions libérales –, assez nombreux élèvent à la conscience les plaintes et les aspirations des classes moyennes. Ils fournissent au mouvement révolutionnaire ses chefs et ses cadres.

Un exposé aussi sommaire concernant des classes sociales aussi variées, divisées et subdivisées en milieux très différents dans un pays vaste comme un continent, d'une structure économique extrêmement composite, ne peut être que déplorablement schématique. Tel quel, il autorise néanmoins quelques déductions.

Les intérêts essentiels de ces diverses classes les dressent en ce moment contre l'impérialisme. Ils n'en demeurent pas moins antagoniques par ailleurs et doivent même entrer en conflit sur la façon de finir la révolution nationale et d'en organiser le lendemain. Quel bénéfice en retireront les ouvriers ? Jusqu'où y pousseront-ils leurs conquêtes ? Jusqu'où ira la révolution agraire que le prolétariat seul peut guider et soutenir ? Ces questions sont vitales pour toutes les classes en présence.

La bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie (commerçante, intellectuelle), représentent dans ces conditions une redoutable capacité de trahison et de réaction, en même temps qu'un facteur de modération dans l'élan révolutionnaire et de compromis avec l'étranger. (La bourgeoisie chinoise s'accommoderait sans doute volontiers d'une pénétration économique des capitaux étrangers « invisible », délicate, respectueuse de ses « intérêts nationaux », analogue en un mot à celle des capitaux français, anglais, allemands et belges en Russie de

1890 à 1914). Mais ni les prolétaires, ni les artisans, ni les paysans pauvres – et ils sont la masse – ne peuvent se contenter d'une révolution modérée, qui s'arrêterait, saisie d'un pieux respect, devant la grande propriété industrielle, les coffres-forts et les cadastres... Et ce profond conflit d'intérêts nous confirme que les seules classes révolutionnaires capables d'assurer la victoire de la révolution nationale sur les survivances féodales de l'intérieur et l'impérialisme étranger sont précisément les classes laborieuses qui ne peuvent pas, non plus, achever la révolution bourgeoise, démocratique, sans la dépasser et s'orienter vers le socialisme avec d'autant plus de force que les trahisons, les tentatives de réaction, les complots de la bourgeoisie avec l'étranger, la guerre même, peuvent nécessiter des ripostes difficiles à prévoir...

En un mot, la bourgeoisie ne peut pas accepter l'hégémonie du prolétariat dans la révolution nationale ; or, cette hégémonie est la condition de la victoire de cette révolution et, du coup, de son acheminement vers le socialisme. Ou la révolution nationale, étranglée par la bourgeoisie nationale, avortera et tout sera à recommencer dans quelques années, ou elle vaincra, guidée par le prolétariat soutenu des classes moyennes des villes et des masses paysannes pauvres ; mais elle ne pourra plus, en ce cas, se borner à la réalisation du programme démocratique de la bourgeoisie radicale, même tel que le formula Sun-Yat-Sen, elle ira plus loin, elle ira vers le socialisme à l'exemple de la révolution russe et avec l'appui du prolétariat international. Il n'y a plus, du reste, à notre époque, des limites nettement tracées entre une révolution bourgeoise et une révolution socialiste : il n'y a que des questions de force et de conscience de classe.

Les débuts de la révolution paysanne

L'histoire intérieure de la révolution chinoise est – naturellement – dominée par la lutte des classes. Dès 1922, Sun-Yat-Sen, alors soumis à l'influence américaine, ne

peut se maintenir au pouvoir à Canton que grâce aux ouvriers qui imposent aux commerçants l'acceptation des billets émis par la banque gouvernementale. Mais les grèves mettent aux prises prolétaires et leaders du « Kuomintang ». Sun-Yat-Sen entreprend de règlementer le mouvement ouvrier, exige que les Congrès soient soumis à l'autorisation du gouvernement, etc. Le fossé se creuse entre le « Kuomintang » et la classe ouvrière cantonaise. Celle-ci ne comprend pas l'alliance de Sun-Yat-Sen avec Tchang-Tso-Lin contre Ou-Peï-Fou, alors maître de la Chine centrale. Le chef de la police Haï-Ho-Ping, couvert par Sun-Yat-Sen, réprime à Canton le mouvement ouvrier qui ne réagit pas quand l'armée du démagogue réactionnaire Tchen-Gou-Ming chasse Sun-Yat-Sen du pouvoir (15 et 16 juin 1922).

De cette pénible expérience date l'évolution de Sun-Yat-Sen, à gauche. Sa pensée, jusqu'alors attachée aux idées wilsoniennes, s'oriente désormais vers Lénine. Le vieux révolutionnaire infatigable va initier une nouvelle et féconde politique de rapprochement du « Kuomintang » avec les masses laborieuses et avec la République des Soviets, d'alliance avec les communistes, d'appui aux masses paysannes contre les féodaux et les propriétaires fonciers. L'année suivante (1923), Sun rencontre à Shanghaï l'ambassadeur des Soviets en Chine, Ioffé. Il redevient peu après le chef du gouvernement de Canton. Ses dernières pensées à son lit de mort – il mourut à Pékin en mars 1925 – salueront la révolution russe.

La capitale du Sud reste cependant l'arène d'incessantes luttes sociales aggravées par les conflits armés qui mettent aux prises, dans les provinces voisines, les paysans et les propriétaires fonciers. Fin 1923, la lutte se polarise entre l'organisation contre-révolutionnaire du gros négoce et du patronat, les Tigres de Papier et la classe ouvrière, le petit peuple des artisans. En janvier 1924, les Tigres égorgent le leader des travailleurs du riz ; ils s'opposent bientôt après – par les armes – à la mise en circulation des billets émis par Sun-Yat-Sen ; ils tirent, le 1er mai, sur des manifestations. En mai-juin, leur Congrès mobilise à Can-

ton 15.000 hommes. Le commerce et la finance britannique de Hong-Kong, les étrangers de Shamin – le quartier des Concessions de Canton – leur accordent une protection officielle. Ils se préparent à la prise du pouvoir. Sun-Yat-Sen, louvoyant toujours, leur offre au nom du « Kuomintang » une bannière de soie (fin juin). Cela ne l'empêche pas de faire saisir leurs armes ; les commerçants en obtiennent par une grève la restitution. Les Tigres s'en servent aussitôt. Ils tirent sur des manifestations populaires, tentent un coup de force et sont battus, le 14-17 octobre, grâce à l'appui prêté au gouvernement du « Kuomintang » par le prolétariat et le bon peuple. Le général Tchen-Dziou-Min « entre en campagne afin de délivrer Canton du bolchévisme ». Une période de troubles, de conspirations militaires, de trahisons confuses s'ouvre. En mai (1925), la situation est si critique que le gouvernement doit se réfugier à l'école militaire de Wampou. Le mouvement ouvrier déploie sa force dans les grèves de Shamin et de Canton, signalées, le 23 juin, par la fusillade de Shamin où les Britanniques couchent sur le pavé, au seuil des concessions étrangères, 57 morts et plus de 200 blessés... Le gouvernement du « Kuomintang » est pris entre le mouvement ouvrier et paysan et la contre-révolution. Il doit choisir. Ouan Tin-Oueï et Liao Tchoun-Kaï (ce dernier sera assassiné le 20 août 1925) font une politique populaire, de gauche. Aidés de conseillers russes, ils réorganisent l'armée, y forment des sections d'enseignement politique et de propagande ; l'école de guerre de Wampou est conçue sur le modèle des écoles de guerre de l'armée rouge ; la Chine, pays des armées de mercenaires, sans foi ni loi, voit naître une armée dont la force sera dans sa conviction, dans sa conscience, dans sa discipline morale, dans son intelligence.

Plus encore que le mouvement ouvrier et que les agressions de la contre-révolution, c'est le commencement de la révolution agraire qui met le « Kuomintang » en demeure d'opter entre la réaction et la révolution. Quelques données permettront de juger de la misère du paysan chinois. L'enquêteur américain Taylor fixe à un revenu mi-

nimum de 187 dollars mexicains par an le niveau d'existence au-dessous duquel commence pour le paysan chinois la misère. Or, 41 % des familles de paysans étudiées ont un revenu inférieur à... 40 dollars l'an. « L'existence des gens de cette classe exige une telle tension des forces que la lutte pour la pitance quotidienne tue les germes de tout développement intellectuel, spirituel et même physique », écrit un autre étranger, M. Dittmer. Ces enquêteurs ont étudié la Chine septentrionale ; mais telle est la situation dans l'immense pays. Les masses paysannes y sont acculées à la dégénérescence, à l'animalité – ou à la révolte. Tout ce qu'il y a d'énergique en elles se révolte – le « banditisme » prospère.

85 % des terres appartiennent dans le Kouan-Toung (la province de Canton) à des propriétaires fonciers, qui ont constitué de fortes milices de mercenaires afin de pressurer les paysans. Notre camarade, M. Alsky a raconté dans un chapitre remarquable de son petit livre *Canton vainc*[1] le début de la révolution paysanne dans cette contrée, en 1924-25. Il existe, dans les campagnes de la Chine, depuis des temps immémoriaux, quantité de sociétés secrètes. Une de ces sociétés, formée à Hay-Fing (Kouang-Toung), adoptait pour devise : « Que celui qui ne travaille pas ne mange pas » Une autre « Prenez aux riches, donnez aux pauvres. » Une troisième : « Faire le bien au nom du Tout-Puissant. » Un parti des pauvres existait, toujours à Hay-Fing – cette ville est au centre du mouvement paysan –, parti qui voulait « devenir l'avant-garde de la révolution des travailleurs ». Certaines de ces organisations étaient nettement anarchisantes. – Le « Kuomintang » menacé, en 1924, fit appel aux paysans et son appel fut entendu. Mais, dès lors, il dut se situer dans les incessants conflits armés entre propriétaires fonciers et organisations paysannes. Des troupes cantonaises envoyées contre les propriétaires, passèrent plusieurs fois de leur côté. Il arriva même que la garde du corps de Sun-Yat-Sen passât aux propriétaires fonciers. Le « Kuomintang » brisa ces résistances et c'est même une des raisons pour lesquelles il réussit à garder le pouvoir. Fin 1925, les asso-

ciations paysannes du Kouang-Toung, affermies par leurs victoires, embrassaient déjà 200.000 membres. Le « Kuomintang » décréta que le fermage des terres ne pourrait dépasser la moitié des récoltes et serait réparti ainsi : 25 % au propriétaire, 12,5 % au fisc, 12,5 % de ristourne faite par le gouvernement au cultivateur. Nous ignorons si cette mesure a été appliquée et dans quelle mesure. Mais il est certain que depuis le coup d'État du 20 mars 1926 (avènement au pouvoir, dans le « Kuomintang », de Tchang-Kaï-Shek et du centre-droite), la politique agraire du gouvernement sudiste a surtout cherché à contenir le mouvement paysan.

Quant au P.C. chinois, le camarade Tang-Pin-San exposait au VIIe Exécutif élargi de l'I.C. que l'une de ses principales erreurs avait été de ne point élaborer de programme agraire ; il constatait que le mouvement paysan s'était développé spontanément en dehors de l'influence du parti. « Nous devons, ajoutait-il, défendre les intérêts de la paysannerie ; mais nous devons aussi maintenir le front unique du mouvement national révolutionnaire ». Des communistes chinois craignant la rupture de ce front s'étaient montrés hostiles au mouvement agraire[2]. La résolution du VIIe Exécutif élargi de l'I.C. sur la situation en Chine, condamna cette erreur et souligna le rôle décisif des paysans dans la révolution.

Les luttes de la classe ouvrière

Le camarade S. Daline, qui connaît bien la Chine, à Canton, a publié, dans la « Pravda » de Moscou, deux articles exceptionnellement intéressants sur la politique ouvrière du gouvernement du « Kuomintang »[3].

On sait, qu'en fin 1926, le cabinet de Londres tenta d'instaurer une politique de rapprochement avec le gouvernement de Canton. Celui-ci répondit par la levée du blocus de Hong-Kong. Mais la réalité du boycott des bâtiments anglais était assurée par des piquets d'ouvriers syndiqués. Les Syndicats cantonais que M. Eugène Chen,

ministre des Affaires étrangères, s'était abstenu de consulter, maintinrent un boycott continué victorieusement depuis seize mois. Interviewé, M. Eugène Chen déclara aux journalistes que le gouvernement saurait bien se faire obéir des ouvriers. Le gouverneur britannique de Hong-Kong se déclara, de son côté, disposé à seconder l'affermissement de l'ordre à Canton et... fit fouiller par des douaniers anglais, dans le port de la capitale nationaliste-révolutionnaire, un bateau portant le pavillon des Soviets. Le courrier diplomatique de l'U.R.S.S. fut molesté. Il fallut que le prolétariat cantonais descendît dans les rues pour que M. Eugène Chen se rétractât et pour que les espoirs des Britanniques fussent déçus, une fois encore. « Au moment où nous nous trouvâmes à Canton, écrit S. Daline, le pouvoir y appartenait à la rue révolutionnaire... Le C.C. du « Kuomintang » et le gouvernement étaient devenus des sortes de commissions d'arbitrage ».

Elles avaient fort à faire, ces commissions d'arbitrage bien tiraillées en leur propre sein ! Des manifestations — toutes menaçantes ! — patronales, ouvrières, commerçantes, et des délégations de paysans pauvres et de propriétaires fonciers l'assiégeaient de revendications impérieusement contradictoires.

Au moment de commencer la grande offensive du Nord, qui devait aboutir à la prise de Shanghaï, le C.C. du « Kuomintang » lança un appel à la paix sociale pour la victoire ; l'autorité militaire interdit les grèves et les réunions ouvrières. Le prolétariat cantonais soutint l'effort militaire mais continua ses luttes de salaires. Non sans succès : une menace patronale de lock-out à l'arsenal de Canton fut brisée par l'annonce de la grève générale. — Les ouvriers cantonais sont pour la plupart organisés (plus de 200.000 syndiqués ; ce sont, en majorité, des ouvriers de métier et non d'industrie). Leurs salaires n'ont guère augmenté depuis 1917, bien que le coût de la vie ait subi une forte hausse. La journée de travail varie entre 11 et 15 heures. Et il faut des luttes incessantes pour maintenir ces misérables conditions d'existence. Les ouvriers ont été amenés à constituer des équipes armées

(les « piquets »), afin de protéger les grévistes et les organisations contre les agressions des bandes formées par les patrons ; afin aussi de ne pas être à la merci d'un coup de force. On a tenté à diverses reprises de les désarmer. Le 6 août 1926, le commandant en chef de l'armée sudiste ordonnait le désarmement des ouvriers ; en décembre 1926, après les premières grandes victoires de l'armée nationaliste révolutionnaire, dans la région du Yang-tsé-Kiang, l'on entreprenait de désarmer les organisations prolétariennes de Canton (sans d'ailleurs y réussir ni pousser les choses à fond). Le gouvernement instituait l'arbitrage obligatoire dans les conflits entre le capital et le travail. Il s'avéra tout de suite que cet arbitrage ne serait obligatoire que pour les travailleurs. Une loi du 5 janvier 1927 limita le droit de grève et interdit, en divers cas, l'usage des piquets de grève[4]. Tandis que le gouvernement exerçait ces pressions sur la classe ouvrière, le patronat formait et armait, à Canton, une confédération de syndicats jaunes. Concluons avec la revue russe de l'I.S.R. : « Les masses ouvrières ont à soutenir sur le territoire du gouvernement nationaliste, des luttes acharnées pour l'amélioration de leur situation économique. »[5]

Or, ce sont ces masses qui ont donné à la révolution chinoise ses plus grandes victoires. Les grandes grèves de Hankéou et de Shanghaï, closes par des massacres ; le boycott de Hong-Kong pendant seize mois ; les victoires du « Kuomintang » sur la réaction ; la prise de la concession anglaise de Hankéou (elle fut envahie par les syndicats) ; la prise de Shanghaï, voilà les traits les plus saillants de leur action.

... Quelle fut, dans ces circonstances, la politique du P.C. chinois ? Rien n'a été publié à ce sujet. Mais la disproportion des effectifs entre les syndicats (1.500.000 membres) et le parti (15.000) est impressionnante[6].

La victoire prolétarienne et le guet-apens de Shanghaï

Shanghaï tomba le 21-22 mars au pouvoir des Rouges.

Voici comment . L'armée sudiste approchait. Les troupes nordistes du Chantouang occupaient la ville. La journée du 21 avait été paisible. A 11 heures du soir, un coup de canon retentit, signal mystérieux. Ce fut instantanément la grève générale. Les prolétaires déposant leurs outils, sortirent leurs fusils. L'insurrection commença, comme il sied, par l'assaut des postes de police. La ville chinoise se couvrit de barricades. Le général Pi-Chou-Tcheng bombarda les quartiers ouvriers. Le feu détruisit, d'après le « China Courrier », près de 1.500 maisons. Mais, dans la matinée du 22, les insurgés donnaient l'assaut à la gare où se tenait le train blindé du général et que défendaient, en outre, des blancs-russes. Blancs-russes et nordistes écrasés durent chercher, le soir, après vingt-quatre heures de lutte, un refuge dans les concessions étrangères[7]. L'armée nationale du général Tchang-Kaï-Chek pouvait entrer dans la ville.

Elle y entra et son premier soin fut de tenter de désarmer les véritables libérateurs de Shanghaï !

La prise de Shanghaï ne pouvait manquer d'intensifier la lutte des classes au sein de la révolution chinoise et les dissensions internes du « Kuomintang ». Hankéou et Shanghaï, puissantes cités ouvrières, s'ajoutant à Canton, l'hégémonie du prolétariat dans la Chine du Sud allait devenir un fait. Il fallait mâter ce prolétariat qui, par l'occupation de la concession britannique de Hankéou et par le soulèvement de Shanghaï venait de remporter deux éclatantes victoires. La bourgeoisie, la droite du « Kuomintang », comprit que son sort se décidait. Le « Times » et le « Temps » lui répétaient à satiété leurs formules de salut : compromis, entente de la droite modérée du « Kuomintang » avec Tchang-Tso-Lin ; « mais, se demandaient-ils, alarmés, Tchang-Kaï-Tchek viendra-t-il à bout des extrémistes ? » Le grondement des canons anglo-américains déchaînés à Nankin soulignèrent efficacement la portée des conseils de la presse impérialiste. Situation classique : intervalle entre deux dictatures : ou celle de la droite, un brave général en tête, ou celle de la gauche, le prolétariat en avant. On louvoyait. Les révo-

lutionnaires et le P.C. Chinois, soucieux de l'unité du mouvement national anti-impérialiste, espérant sans doute aussi que la bourgeoisie « n'oserait pas », se laissèrent jouer. Une conférence du « Kuomintang » tenue à Hankéou décida le retour du leader de la gauche Ouan Tin-Ouei, sympathique aux communistes – dans quelle mesure ? – exilé depuis le coup de force de Canton, du 20 mars 1926, qui donna le pouvoir à la droite. Un nouveau gouvernement fut formé, comprenant deux droitiers, quatre centristes et deux communistes (Tang-Pin-San, ministre de l'Agriculture, et Sou-Tchan-Ging, ministre du Travail) ; Tchang-Kai-Chek, modeste, déclarait solennellement se confiner dans ses fonctions militaires : Ouan-Tin-Oueï à peine rentré d'exil signait (5 avril), au nom du « Kuomintang », avec le secrétaire du parti communiste Tchen-Tou-Hsou, un très beau manifeste commun où il était dit que « les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas à l'étape de la transition du capitalisme au socialisme », et constaté, avec une satisfaction candide, que « les autorités militaires de Shanghaï déclaraient se soumettre aux autorités centrales. »[8] Tchang-Kaï-Chek remplaçait dans l'entre-temps sans bruit les troupes douteuses par des troupes sûres, négociait avec les agents étrangers, laissait ou faisait surveiller le consulat de l'U.R.S.S., achevait en un mot, les préparatifs de son mauvais coup...

Il se passait, du reste, des choses assez singulières qui eussent dû servir d'avertissement. Une tentative de dissolution des syndicats était faite à Hankéou le 30 mars (émeute, 8 ouvriers tués). Les journaux annonçaient de nombreuses exécutions d'« émeutiers », à Shanghaï. On procédait à Hankéou à l'exécution de plusieurs militants ouvriers accusés d'avoir participé à l'invasion de la concession anglaise... Quelles têtes coupait à Shanghaï le bourreau de Tchang-Kaï-Chek ? Nous n'en savons rien. L'« Echo de Paris » parlait de « vermine communiste » massacrée. Des journaux annonçaient 300 exécutions. Des « échauffourées » entre « extrémistes » et « modérés » s'étant produites dans la nuit du 4 au 5 avril, l'état

de siège était institué à Shanghaï (le 5). L'état de siège dans une capitale du monde ouvrier est toujours une vilaine chose et des plus significatives. Il fut à peine remarqué dans la presse ouvrière.

Le chef de l'armée du « Kuomintang » avait, du reste, un aspect assez suspect, étant un des auteurs principaux du coup de force perpétré à Canton, le 20 mars 1926, qui aboutit à la création d'une direction de droite dans le parti de Sun-Yat-Sen, à l'exil de Ouan-Tin-Ouei, à une semi-dictature militaire. Un camarade russe, des mieux éclairés sur les affaires chinoises, L. Heller, pouvait dire tout récemment : « Les communistes chinois qui ne cessèrent d'affirmer que Tchang-Kaï-Chek ne différait en rien, malgré son radicalisme verbal, des droitiers du « Kuomintang », avaient bien raison »[9].

Quoi qu'il en soit, le désarmement et la saignée infligés au prolétariat de Shanghaï constituent une lourde défaite qui n'apparaît nullement comme ayant été inévitable. Il était possible de la prévoir et peut-être de l'empêcher. Les prolétaires révolutionnaires de Shanghaï se sont laissés mener au guet-apens par la bourgeoisie libérale et militaire qui forme la droite du « Kuomintang ». L'I.C. ne manquera pas de rechercher les erreurs commises et de tirer la leçon de ces faits.

Le Parti communiste chinois et le Kuomintang

Le prolétariat et son parti se sont montrés au sein de la révolution chinoise soucieux au plus haut point du maintien de l'unité du mouvement national-révolutionnaire – unité qui le rendait invincible –. La bourgeoisie et sa galonnaille n'ont pas hésité à briser cette unité à coups de mitrailleuses et de coupe-têtes... Il n'y a pas eu lieu d'en être surpris : c'est le contraire qui eût été surprenant. « Les intérêts égoïstes de classe ont pris le dessus chez les capitalistes chinois ; à la lutte pour la liberté de leur pays, ils préfèrent le marchandage puis l'alliance avec les impérialistes », écrivait l'« Humanité »

du 16 avril. Parbleu ! Les communistes ne devraient jamais oublier que les capitalistes n'obéissent, n'obéiront jamais, ne peuvent obéir qu'à leurs intérêts de classe ; en attendre, en faveur de la révolution nationale, on ne sait quelle générosité, c'est verser dans les dangereuses illusions du socialisme utopique cultivées par l'opportunisme et si souvent réfutées par Lénine.

L'éditorial du numéro 11 de l'« Internationale Communiste » nous apprend comment le Parti communiste chinois envisageait la question de l'unité du mouvement national révolutionnaire dès la session de juin 1926 de son Comité central. Le C.C. du P.C.C. prenait, en effet, à cette session d'importantes décisions concernant les rapports du Parti communiste avec le « Kuomintang » :

« 1. Passer de la politique de l'affiliation à celle des cartels ;

2. Avoir nettement sa propre politique communiste ;

3. S'efforcer de donner pour base au « Kuomintang » la petite bourgeoisie des villes ;

4. Considérer le « Kuomintang » comme devant être un parti centralisé mais un parti formé de clubs locaux. »

L'éditorial du numéro 11 de l'I.C. considère ces décisions comme erronées et contraires à celle du VII[e] Exécutif élargi de l'I.C. qui maintint l'adhésion du P.C. au « Kuomintang ». Il ne m'appartient pas d'entrer dans le fond de ce débat qui me semble être dominé par deux vérités premières : 1° au sein ou en dehors d'un « Kuomintang », le Parti communiste ne peut jamais cesser d'être lui-même et de suivre sa propre politique prolétarienne ; 2° cette question est en réalité bien plus celle du rapport réel des forces que d'une affiliation formelle au parti de Sun-Yat-Sen. Le prolétariat est assez puissant et actif dans la révolution nationale pour que son parti puisse – en sachant s'y prendre – devenir le vrai parti dirigeant du mouvement national, qu'il use de la méthode des cartels avec le « Kuomintang » ou qu'il s'affilie à ce dernier, sans rien abdiquer de ses principes.

Il est vrai que voyant très bien le danger, la bourgeoisie s'efforçait d'y parer en imposant aux communistes l'unité

« monolithe » du « Kuomintang » sur la doctrine en réalité purement libérale-bourgeoise[10] de Sun-Yat-Sen (nationalisme, démocratie, socialisme, – le mot socialisme compris à peu près comme le comprennent nos radicaux-socialistes bien intentionnés à l'égard du pauvre peuple). C'était nier au marxisme le droit même à l'existence. Mais la question se réduisait – et se réduit encore – en réalité à des interprétations qui ne peuvent être fondées que sur le rapport réel des forces. Sans doute, le grand Sun fut-il l'idéologue de la bourgeoisie avancée et des classes moyennes révolutionnaires ; sans doute son wilsonisme militant n'avait-il rien de commun avec le communisme ; mais ses dernières pensées furent un hommage à la révolution russe, la dernière recommandation qu'il adressa à ses disciples fut celle de collaborer avec le communisme international et la République des Soviets. Dès lors, les thèses de la compatibilité et de l'incompatibilité du Sun-Yat-Sénisme et du communisme sont également soutenables au gré des intérêts de classe qu'il s'agit de défendre. Et le certain c'est qu'un parti communiste ne peut ni ne doit jamais, sous peine de perdre sa raison d'être – et ses effectifs – admettre dans son action quotidienne la substitution à son programme du parti représentant d'autres classes. Mais on ne saurait mieux dire que Lénine dans son projet de thèses sur les questions coloniale et nationale présenté au IIe Congrès de l'I.C. (1920), et qui servit de base à la résolution adoptée : « L'Internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements nationaux démocratiques-bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes non seulement d'une façon nominale soient, dans tous les pays arriérés, groupés et éduqués dans la conscience de leur propre mission qui est de combattre les mouvements démocratiques bourgeois au sein même de la nation : l'Internationale Communiste doit conclure des alliances provisoires avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais non point se fondre avec elle, et maintenir inconditionnellement l'indépendance du mouvement prolétarien fût-ce

le plus embryonnaire. » Ceci posé en principe, c'est-à-dire la rectitude de la politique de classe du P.C.C. assurée, le choix entre l'affiliation au « Kuomintang » ou le bloc avec ce dernier n'a plus, me semble-t-il, qu'une importance tactique et formelle. – Sous un autre angle le « Kuomintang » nous apparaît, plus encore que comme un parti proprement dit, comme l'appareil gouvernemental de la révolution nationale ; et il va de soi, dès lors, que le parti du prolétariat doit s'efforcer d'avoir la main sur quelques-uns tout au moins des leviers de cet appareil ; mais ces résultats-là, les communistes le savent bien, ne s'obtiennent pas par des transactions diplomatiques. Ils ne peuvent être que les fruits d'une politique prolétarienne ferme et clairvoyante, de l'appel constant aux masses, de l'organisation et de l'activité de celles-ci.

Vers la dictature démocratique des ouvriers et des paysans

L'empereur Nicolas II ne se doutait pas, le 22 janvier 1905, quand il faisait mitrailler devant les fenêtres du Palais d'Hiver les prolétaires venus en cortège déposer une supplique aux pieds du « petit père », qu'il paraphait à la fois son propre arrêt de mort, celui de la dynastie et celui de son régime. La bourgeoisie chinoise pouvait très bien – l'avenir le montrera – avoir commis, en tirant dans le dos des prolétaires de Shanghaï, une imprudence analogue. Les hauts faits de Tchang-Kai-Shek démontrent aux prolétaires chinois qu'ils n'ont à compter que sur eux-mêmes. S'ils avaient encore des illusions sur la bourgeoisie libérale, les voici fusillées. La leçon sera comprise, on n'en peut douter. Le prolétariat chinois a fait preuve dans les luttes actuelles d'une étonnante maturité révolutionnaire. – Sait-on que les ouvriers lock-outés d'une manufacture japonaise de Hankéou décidaient, il y a quelques semaines de remettre eux-mêmes la manufacture en activité ?[11]. Nous avons vu qu'il a pour alliées les masses paysannes dont l'activité a parfois été surprenante. Les exploits

des Piques-rouges, ces Jacques de là-bas qui exproprient par endroits les riches et battent souvent les armées régulières de la contre-révolution, montrent la puissance de la révolution agraire. Une grande partie de la petite bourgeoisie, attachée par ses intérêts au prolétariat et à la paysannerie, doit les suivre. Dans le « Kuomintang » même, la trahison de la bourgeoisie – qu'il ne sera pas facile de justifier par la doctrine de Sun-Yat-Sen –, le compromis avec la contre-révolution nordiste, le compromis avec les impérialismes étrangers et le déclenchement de la guerre des classes à l'intérieur, peuvent très bien provoquer une épuration, un redressement propice à l'hégémonie du prolétariat. La bourgeoisie chinoise complice des impérialistes étrangers s'emploie avec une aveugle persévérance à enseigner aux travailleurs les lois implacables de la guerre des classes. Elle récoltera ce qu'elle sème.

Désormais le mouvement national révolutionnaire est scindé. Peut-être même y aura-t-il deux « Kuomintang », comme il y a en ce moment deux gouvernements sudistes. La lutte des classes recouvre ses droits. Désormais, l'intransigeance doctrinale du P.C., l'armement des ouvriers – dont on a eu tort, me semble-t-il, de ne point faire jusqu'à présent un des mots d'ordre essentiels de l'action prolétarienne (c'eût été s'inspirer sagement des directives données par Lénine dès la chute de l'autocratie russe, en mars 1917[12] – et des paysans, l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, l'hégémonie du P.C. dans le « Kuomintang » révolutionnaire, l'extension de la révolution agraire, l'appel aux masses, le contrôle des masses sur le gouvernement révolutionnaire, la création des organisations de masses permettant ce contrôle sont les seuls chemins de l'avenir et ces chemins mènent de la révolution démocratique bourgeoise, à la révolution socialiste.

Certes, une victoire temporaire de la bourgeoisie alliée aux impérialistes étrangers, assez désireux, semble-t-il, de sauver leur situation en Chine par une politique de concessions au nationalisme réactionnaire n'est pas exclue. Il faut tenir compte de la possibilité du développement d'un mouvement inspiré du fascisme qui recruterait ses

troupes parmi les classes moyennes et, muni de fusils britanniques, fournirait à la bourgeoisie chinoise – numériquement assez faible, mais s'appuyant sur le moyen négoce très riche, ramifié, nombreux – des troupes de choc, une véritable armée de classe. Si les masses ouvrières et paysannes qui viennent à la révolution avec d'immenses espoirs étaient déçues, si elles voyaient les fruits de leurs efforts leur échapper, si elles se sentaient mal guidées par les uns et trahies par les autres, un mouvement de reflux suivrait et la contre-révolution l'emporterait. C'est là le plus grand danger.

Quoi qu'il en soit, la situation économique et sociale de la Chine ne permet pas d'escompter, même en cas de victoire de la bourgeoisie, une stabilisation réellement durable. La bourgeoisie chinoise ne peut résoudre ni le problème agraire ni la « question ouvrière »[13]. Et la révolution chinoise n'est pas, dans sa phase actuelle, à la merci d'un pronunciamento. Elle exige des solutions autrement amples et radicales que celles du sabre. Tchang-Kai-Shek durera quelques semaines ou quelques mois. Le courant l'emportera. Les nécessités économiques, les antécédents historiques, l'élan profond qui jette en avant vers des révoltes conquérantes, des centaines de millions d'exploités, tout nous porte à croire que le soulèvement des travailleurs chinois n'en est qu'à ses débuts... Les « condottière » de la contre-révolution nous apparaîtront peut-être demain comme ayant été les artisans involontaires de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

Cet article est paru dans Clarté, *n° 9 du 15 mai 1927.*

NOTES

1. M. Alsky, *Canton vainc*, Edition de l'Académie communiste, Moscou, 1927.

2. Compte rendu du VIIe *Exécutif* élargi de l'I.C.

3. *Pravda* du 3 mars (Canton), et *Pravda* du 3 avril (Canton ouvrier).

4. Voir l'éditorial du numéro 11 de l'*Internationale Communiste*.

5. A. Markov. Lettre de Chine, dans *le Mouvement Ouvrier International* Moscou, numéro 13, du 31 mars 1917.

6. Il fut dit, au VIIe *Exécutif* élargi de l'I.C. que le P.C.C. comptait environ 13.000 membres. J'ai relevé depuis dans la presse le chiffre de 15.000. Boukharine vient (*Pravda* du 20 avril) d'écrire 30.000.

7. Kan-Wei. Lettre à la *Pravda* de Moscou du 15 avril 1927.

8. *Correspondance Internationale*, numéro 41 du 13 avril 1927.

9. *Troud*. Moscou, numéro du 18 avril 1927, Rapport au Bureau de l'I.S.R.

10. Lénine la définissait en ces termes dès 1912. Voir aussi S. Daline : *Dans les rangs de la révolution chinoise* (Moscou 1926). Daline eut, en 1922, de nombreux entretiens avec Sun-Yat-Sen.

11. Ne faut-il pas rapprocher ce fait mentionné dans une correspondance au *Troud* de Moscou, des télégrammes qui ont annoncé l'exécution, à Hankéou, des extrémistes qui avaient attenté aux biens des Japonais ?

12. Voir les *Lettres de loin*, de N. Lénine, écrites en mars 1917. – Une décision du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., en date du 3 mars 1927, apprécie la situation à peu près en ces termes.

13. Force m'est dans cet article de procéder par affirmations. Qu'il me soit permis de renvoyer ici le lecteur aux intéressantes analyses de la révolution chinoise, formulées par K. Radek et Boukharine. Espérons qu'elles seront traduites en français.

LA LUTTE DES CLASSES DANS LA RÉVOLUTION CHINOISE

II

fin juillet 1927

Le devoir communiste

La révolution chinoise est le fait historique le plus grand de l'heure présente. Il ne s'est rien passé d'aussi grave dans le monde depuis « la grande » guerre – première tentative de suicide de la société capitaliste – et l'Octobre russe, première victoire décisive du prolétariat international. La stabilisation relative du capitalisme, son développement ultérieur ou son déclin, le salut de l'U.R.S.S., la condition et l'action du prolétariat international dépendent dans une très large mesure des combats livrés sur les rives du Yang-Tsé-Kiang par les syndiqués de Hankéou et par les « Piques rouges ». Aussi les révolutionnaires se doivent-ils de réfléchir aux événements de Chine. Nous voici de nouveau à l'école de la révolution. Les situations, les faits, les tactiques, les idées qui déterminent les choses de là-bas, – devraient – de même que les controverses passionnées qu'elles suscitent en Chine même et dans l'U.R.S.S. – être l'objet d'études approfondies. *Clarté* a fait, en l'occurence, selon ses forces, tout son devoir[1]. Mais comment ne pas déplorer le manque d'initiative intellectuelle de la presse révolutionnaire en général ? La presse communiste et sympathisante s'est bornée à publier quelques études économiques et les traductions d'un certain nombre de travaux, importantes, du reste, des militants russes. On est en droit d'en demander davantage à notre mouvement, à notre parti. La révolution chi-

noise impose à tous les marxistes-révolutionnaires un effort studieux de compréhension et de recherche. Il s'agit, certes, d'événements d'une complexité prodigieuse, en voie de développement dans un univers social sur lequel l'information sérieuse nous a fait à peu près complètement défaut. Que savons-nous du P.C. chinois ? de son attitude vis-à-vis du problème agraire et de la question ouvrière ? Que savons-nous du Kuomintang ? Quelle est sa structure ? Dans quelle mesure ses organismes dirigeants traduisent-ils les aspirations des masses ? Que savons-nous de la magnifique insurrection de Shanghaï (mai 1927), dont on peut bien dire, sans la moindre exagération, qu'elle fut, dans cet ordre d'idées, le plus haut fait d'arme prolétarien depuis l'insurrection russe d'octobre (sans oublier la belle bataille de Hambourg, en 1923) ? Que savons-nous enfin des controverses suscitées par la révolution chinoise ? Que savons-nous de tout cela ? Peu de choses. Trop peu. Nous devons réagir, camarades. L'Internationale Communiste a besoin de l'activité, de l'initiative, de l'intelligence de tous ses militants. Elle a besoin d'une information internationale et d'un travail d'élaboration théorique large et sérieux, qui ne peuvent être que les résultats des efforts combinés des marxistes-révolutionnaires de tous les pays. Des tâtonnements, des erreurs, des déviations mêmes, sont inévitables : nous n'avons pas à les craindre. Parti d'action, parti en marche, nous n'avons à craindre que l'ignorance, la passivité, l'inaction, les routines.

Sans intelligence des problèmes internationaux, pas d'éducation communiste. Sans travail assidu, critique, autocritique, sans initiative de la masse même des militants, pas d'intelligence réelle, féconde, des problèmes internationaux.

Connaître et comprendre la révolution chinoise afin de combattre à ses côtés.

Le « cours normal » des révolutions bourgeoises

On a beaucoup insisté sur le caractère de la révolution chinoise définie anti-impérialiste, bourgeoise démocratique. Le joug des impérialistes étrangers entrave le développement capitaliste de la Chine. Les survivances de la féodalité (Boukharine) où le régime de la propriété foncière et de l'usure (Radek) déterminent, nécessitent la révolution agraire. Soulignons un troisième facteur non moins décisif : la lutte des classes pousse le prolétariat déjà nombreux et concentré en plusieurs grands centres, à une action qui ne peut être que nettement révolutionnaire[2].

La révolution nationale résulte ainsi des efforts convergents de la bourgeoisie, des classes moyennes, des paysans, des prolétaires. Il serait néanmoins d'un simplisme enfantin d'en déduire que ces quatre forces distinctes, antagonistes, peuvent atteindre, par une action *commune*, un résultat *commun* et marquer ainsi une étape du mouvement, avant de passer à la suivante : celle où s'affronteraient, ennemis désormais, les prolétaires et les paysans pauvres d'un côté, la bourgeoisie de l'autre (les classes moyennes, moins homogènes, étant comme de coutume sollicitées en des sens contraires). Chaque classe ne peut que poursuivre dans l'action actuelle, bien plus convergente en réalité que commune, ses propres fins. Il n'est pas douteux que les mots « révolution chinoise » n'aient pour chaque classe une signification différente. Le commerçant cantonais, l'industriel de Hankéou, les traduisent par « Indépendance nationale, ordre, propriété, respect des lois ». L'intellectuel ajoute naturellement : « démocratie, réformes, liberté, socialisme, idéal... ». Le paysan et l'ouvrier sont brefs : « la terre ! » – « les trois 8, l'usine ! ». Ces idées très nettes chez les représentants des classes dirigeantes, sont passablement confuses chez les travailleurs ; mais exprimant la nécessité même, elles s'imposent. Le jeu compliqué de toutes les révolutions bour-

geoises commence dès lors avec une certaine division du travail dont les travailleurs font tous les frais. On voit la bourgeoisie leur prodiguer les promesses, tandis que les intellectuels affirment – avec la plus grande sincérité – l'idéalisme du moment, forgent les mythes utiles (patrie, indépendance nationale, liberté, droit du peuple), et que les paysans et les ouvriers fournissent la force motrice réelle, le matériel humain, chair à canon, poings, piques, sang, indispensables à la victoire.

L'histoire s'est répétée un grand nombre de fois. Le peuple dresse les barricades. Le peuple se bat. Le peuple tue, le peuple est tué. Le « peuple », qui est-ce ? L'homme des faubourgs, l'artisan, l'ouvrier, le paysan (les historiens français disent : « le peuple » ; les Anglais, plus nets, écrivent volontiers *the mob, la populace...*). Quand le peuple a fait sa besogne, tiré les marrons du feu, la bourgeoisie survient, avec son cortège d'orateurs, de légistes, de financiers, de généraux, organise le pouvoir, codifie la révolution et très généralement, pour assurer l'ordre nouveau, mitraille ou déporte les prolétaires dupés qui se rebiffent...

Tel fut un peu partout, depuis la révolution française de 1789-99, en 1830, en 1848, et jusqu'en 1917 en Russie (période de mars-octobre), jusqu'en 1918 en Europe Centrale, *le cours normal des révolutions bourgeoises.* L'un des problèmes posés par la révolution chinoise s'exprime en ces termes : *l'histoire ne doit pas se répéter ainsi sur les rives du Pacifique, à l'époque de la révolution prolétarienne.* Or le coup de Cavaignac et de Kornilov a déjà pu être perpétré avec succès à Shanghaï.

La lutte des classes et « l'Union sacrée » contre l'impérialisme

Dès 1899, Plékhanov disait : « La révolution russe vaincra en tant que révolution ouvrière ou ne vaincra pas.» Le mérite des marxistes-révolutionnaires russes fut d'affir-

mer, dès alors, avec clairvoyance dans un pays agricole où les survivances féodales étaient puissantes, à un moment où le prolétariat russe ne faisait que naître à la vie politique, l'hégémonie du prolétariat dans l'inéluctable révolution. L'hégémonie du prolétariat est-elle plus problématique dans la révolution chinoise, à notre époque après l'octobre rouge ?

La Chine compte près de 5.000.000 d'ouvriers d'industrie ou de métier[3] (120.000 cheminots, 420.000 mineurs, 300.000 ouvriers du textile, 200.000 métallurgistes). Les centres ouvriers tels que Shanghaï, Hankéou, les mines de Haïnan sont pour le prolétariat de fortes positions stratégiques. *Toutes les grandes dates récentes de la révolution chinoise sont celles de l'action ouvrière.* Le boycott de Hong-Kong maintenu pendant seize mois est l'œuvre des travailleurs de Canton (la bourgeoisie cantonaise, aidée du gouvernement national l'a levé). Les grandes grèves de Shanghaï en 1925 marquent l'essor de la révolution. La prise de la concession anglaise de Hankéou par les prolétaires est la plus grande victoire de la « campagne du nord ». Suit l'admirable prouesse que fut la prise de Shanghaï par l'insurrection ouvrière. – De leur côté, les paysans pauvres ont rempli leur tâche. Le gouvernement de Canton n'a vécu que grâce à leur appui. Le succès de la « campagne du nord » qui devait porter les troupes cantonaises jusqu'au Yang-Tsé-Kiang n'a été possible que grâce à leur appui. On a donné ces détails : l'armée sudiste a traversé avec son artillerie des régions où les canons ont dû être portés et traînés par les hommes : si les paysans ne lui avaient fourni, au sens littéral du mot, la « force motrice », elle ne serait pas passée... Si, depuis les deux coups de force successifs de Tchang-Kai-Shek[4], la révolution chinoise est demeurée vivante, – en dépit de la décapitation du prolétariat de Shanghaï – c'est grâce à l'ampleur des « troubles agraires »...

A ces masses, les intellectuels ont fourni des agitateurs, des propagandistes, des cadres en un mot ; la bourgeoisie a fourni des politiques, des généraux, des officiers, Hou-Han-Min[5], Tchang-Kai-Shek, Feng-Yu-Siang, etc.

Supérieurement organisée, riche, cultivée, la bourgeoisie chinoise entend user de la force des masses pour obtenir l'indépendance nationale qui lui permettrait une collaboration fructueuse avec les impérialismes d'Europe et d'Amérique. Elle n'est pas anti-impérialiste, à vrai dire, mais elle veut vivre, et, pour l'heure les impérialistes l'en empêchent. L'appel au sentiment national lui sert à détourner les travailleurs de la lutte des classes. J'ai sous les yeux un discours de Sun-Yat-Sen aux ouvriers de Canton, prononcé le 1er mai 1924, document édifiant s'il en fut, sur l'attitude du libéralisme chinois envers les ouvriers. « Vous êtes, leur dit en somme le grand Sun, opprimés par les capitalistes étrangers et non point par les capitalistes chinois.» Il termine en invoquant l'exemple des ouvriers anglais... et russes[6]. Nous saisissons ici, sur le vif, l'énormité du mensonge nationaliste. Ainsi l'artisan, l'ouvrier, le paysan, qui nourrissent quelques millions de grands et moyens bourgeois célestes, ne sont opprimés que par les étrangers ! La réalité est toute autre. Voici des chiffres trop peu connus. Les capitalistes chinois sont possesseurs de 60 % de l'industrie houillère du pays, de 20 % de l'industrie métallurgique, de 67 % du textile, de 58 % des chemins de fer, de 26 % des transports fluviaux et maritimes, de 25 % de l'industrie sucrière, et de 70 % de la fabrication des allumettes. Les capitalistes russes, sous l'ancien régime, étaient-ils beaucoup plus riches ?[7]

L'union sacrée « contre les impérialistes» » peut très bien n'être dans ces conditions qu'un jeu de dupes. Non qu'il faille renoncer à soutenir la bourgeoisie contre ses opulentes rivales d'Europe et d'Amérique — au contraire — : la tâche des révolutionnaires chinois est justement de savoir concilier ce soutien devant l'ennemi commun avec la continuation énergique de la lutte des classes.

La révolution chinoise sera celle des ouvriers et des paysans ou ne vaincra pas

La bourgeoisie russe se trouva en 1917 dans l'impossi-

bilité d'achever sa propre révolution. Pour en finir avec les survivances féodales de l'ancien régime russe, beaucoup plus nettes, semble-t-il, que celles de la Chine, il fallait déposséder les propriétaires fonciers. Mais comment donner la terre aux propriétaires fonciers et refuser aux ouvriers des droits sur l'usine ? Comment consentir à un attentat aussi monstrueux au principe sacro-saint de la propriété privée ? Les propriétaires fonciers ne formaient, du reste, pas une classe sociale tout à fait distincte de celle des capitalistes proprement dits. En 1789-93, la bourgeoisie française déposséda la noblesse et le clergé, tout en proclamant l'intangibilité de la propriété (la sienne). La bourgeoisie russe de 1917 eut dû déposséder quelques-uns de ses membres les plus influents. Dès lors, la révolution bourgeoise ne pouvait être achevée en Russie que par le prolétariat et les paysans. Nous observons en Chine une situation analogue. Les campagnes souffrent inexprimablement du développement de l'usure, dont Radek a exposé le mécanisme : « La stagnation du capitalisme chinois, causée par l'impérialisme... empêche le capital commercial de se transformer en capital industriel et le dirige vers les campagnes en qualité de capital usurier. Ainsi se forme une classe nouvelle de propriétaires fonciers tout à fait étrangers à la féodalité. »[8] Les « piques rouges », insurgés contre les propriétaires fonciers, *loin de livrer combat aux côtés de la bourgeoisie, à une féodalité distincte de celle-ci* combattent en réalité une partie influente de cette bourgeoisie ; l'usure resserre en Chine les liens entre la propriété foncière, le commerce, la banque, l'industrie — et il nous paraît dès lors que la révolution agraire ne peut s'accomplir que *contre la bourgeoisie* même nationaliste...

Allié et guide naturel des masses paysannes innombrables, poussées à la révolution par un processus économique inexorable, le prolétariat chinois pourrait-il se contenter, pour son propre compte, de demi-mesures ? Il est relativement peu nombreux, dit-on. Sans doute : mais combien son allié est puissant ! combien sont fortes ses positions stratégiques dans les grands ports dominant

les fleuves nourriciers du pays ! Quelles preuves de maturité politique et d'énergie il a prodigué en ces dernières années ! et quel exemple, quel appui n'a-t-il pas en le prolétariat de l'U.R.S.S. ! Les propos des social-démocrates sur l'état arriéré, la faiblesse numérique, l'isolement, etc., du prolétariat chinois ne sont, à dix ans de distance, que la répétition mécanique des arguments fournis en 1917-18 par les opportunistes de tout acabit afin de démontrer l'impossibilité d'une révolution prolétarienne en Russie et de condamner la « folle aventure de Lénine ». Mais admettons un instant la victoire des paysans pauvres. La propriété privée des riches mise à mal dans les campagnes serait-elle respectée dans les centres industriels ? – eu égard au caractère bourgeois (en théorie pure) de la révolution agraire. Admettons la victoire de la révolution nationale anti-impérialiste. Les usines des impérialistes étrangers ne devraient-elles pas être expropriées – oh, avec indemnité ! qu'à cela ne tienne... – et les ouvriers ne devraient-ils pas exiger que la gestion de cette industrie d'État – d'un État même bourgeois – soit confiée à leurs organisations ? On voit que bien des choses dépendent de leur degré de conscience de classe et d'organisation. Concluons : *il ne peut plus y avoir à notre époque, dans les grands pays coloniaux économiquement développés (*Chine, Inde, Egypte*) de révolution bourgeoise au sens classique de ce mot.* La bourgeoisie n'y peut plus achever elle-même sa révolution ; les prolétaires et les paysans doivent, en faisant la révolution bourgeoise, poursuivre et atteindre leurs propres fins. *La révolution bourgeoise doit être dépassée ou demeurer inachevée.* La conception d'un développement par étapes selon laquelle, la révolution bourgeoise une fois victorieuse, l'unité nationale réalisée, l'ère prolétarienne et de la révolution agraire – d'aucuns disent même : de la « réforme agraire » – s'ouvrirait, cette conception ne relève que d'une casuistique fantaisiste.

Le danger

La bourgeoisie chinoise ne peut ni achever la révolution bourgeoise, ni assurer vraiment l'indépendance nationale. Est-ce à dire qu'elle ne puisse pas vaincre, en un certain sens terriblement réel ?

Non. Elle peut remporter, à la fois, dans une lutte menée sur deux fronts, l'un national, l'autre de classe, une victoire relative sur les impérialistes étrangers et une victoire beaucoup moins relative sur les travailleurs chinois. Prolétaires et paysans n'auraient versé leur sang que pour se donner de nouveaux maîtres *nationaux*. Ceux-ci d'ailleurs s'entendraient fort bien avec les capitalistes étrangers, leurs ennemis d'un jour, leurs frères de toujours. Ils se réserveraient seulement de spéculer – l'attirail de l'indépendance : diplomatie, armée et marine nationales, tarifs douaniers aidant –, sur les rivalités des groupements capitalistes. La Chine nouvelle ne serait guère plus difficile à coloniser que ne l'était la Russie des tsars qui ne signait pas de traités d'assujettissement, restait une grande puissance et n'en était pas moins, selon le mot de Lénine « une filiale de la firme impérialiste France-Angleterre ». L'importation de capitaux dans cette Chine nouvelle rapporterait gros ; mais on en partagerait les bénéfices avec la bourgeoisie chinoise. Celle-ci, usant à la fois des méthodes américaines et de celles de Stolypine[9], s'efforcerait de constituer une aristocratie ouvrière et une classe de gros paysans, afin de s'en faire un double rempart contre les masses laborieuses soumises à la pire exploitation, privées de tous droits et maintenues dans l'obéissance par un État aidé de formations fascistes.

Il va de soi que cette Chine nouvelle pactiserait contre l'U.R.S.S. avec les puissances impérialistes. Son indépendance relative accroîtrait quelque peu la concurrence capitaliste ; sa victoire sur les classes pauvres accroîtrait de beaucoup dans le monde capitaliste les forces de la réaction et le sentiment de la solidité du vieil ordre.

J'ai entendu un camarade exposer ce paradoxe, né de l'exagération naïve des contradictions économiques du

système capitaliste, que l'indépendance d'une Chine bourgeoise suffirait à porter un coup terrible aux impérialistes britanniques, américains, japonais. Le coup leur serait certes sensible ; ses conséquences futures seraient grandioses ; mais il ne serait pas terrible quant à présent. L'or est fluide. Les États-Unis conquièrent tout doucement, par une sorte d'infiltration financière, le Canada, les États-Unis jugulent tout doucement la vieille Europe, vidée de son sang, vidée de son or. La France, l'Angleterre, l'Allemagne surent naguère mettre sans esclandre la main sur la majeure partie de la vie économique de l'empire russe. L'avènement d'un pays colonial à l'indépendance nationale, par le triomphe d'une révolution bourgeoise (incomplète, répétons-le, du moment qu'elle ne serait que bourgeoise) ne ferait qu'y modifier les modalités de l'emprise impérialiste. A l'issue d'une telle révolution nationale, les ouvriers et les paysans seraient les seuls vaincus.
Voilà le danger.

Les fautes

Staline et Tang-Pin-San convenaient au VIIe Exécutif élargi de l'I.C. (novembre 1926) qu'une grande erreur avait été commise en Chine : les révolutionnaires chinois — certains communistes compris — avaient, dans leur crainte d'effaroucher la bourgeoisie nationaliste, hésité à soutenir le mouvement paysan. C'était sacrifier la révolution agraire, réalité formidable, au mythe dangereux de l'union sacrée contre les impérialismes étrangers. La résolution de l'Internationale corrigera cette erreur.

La même faute devait être répétée plus tard, sous un autre aspect. Par crainte d'une rupture avec la bourgeoisie nationaliste, rupture d'ailleurs reconnue inévitable, mais que l'on entendait *différer* le plus longtemps possible, la dictature militaire de Tchang-Kai-Shek fut tolérée[10]. A partir du coup d'État de Canton du 20 mars 1926 jusqu'à la tragédie de Shanghaï, la politique anti-ouvrière du gouvernement de Canton ne rencontra qu'une

résistance atténuée [11] ; Tchang-Kai-Shek put, tout en manœuvrant les révolutionnaires à l'aide de belles déclarations, préparer tranquillement l'assassinat du prolétariat de Shanghaï[12]. La vivante réalité de la lutte des classes se trouva sacrifiée une fois de plus au mythe de l'union sacrée anti-impérialiste.

L'erreur ne fut-elle pas de vouloir avant d'approfondir la révolution, élargir son territoire ? La gauche du Kuomintang semble avoir poursuivi – et poursuivre encore – *avant tout* la réalisation de *l'unité nationale* : les « réformes » sociales viendraient ensuite. Soucieux de l'unité nationale, le gouvernement de Wou-Han – deux ministres communistes – a renoncé, après une série de « gestes symboliques » à combattre Tchang-Kaï-Shek; Feng-Yu-Siang, nommé généralissime par ce gouvernement, s'est vite entendu avec le bourreau de Shanghaï. Trahison ? – Mais non ! Ces généraux ne trahissent que les illusions des révolutionnaires petits-bourgeois. Ils servent fort bien leur classe ; ils la trahiraient en servant la nôtre. La bourgeoisie qui coupe les têtes, n'a ni perdu la tête, ni sacrifié ses intérêts à l'union sacrée avec les travailleurs. Tchang-Kai-Shek affermi, la répression du mouvement paysan dans le Hounan a suivi ; puis le coup de Feng-Yu-Siang : beaucoup de besogne abattue en peu de temps... La préparation d'une offensive générale sur Pékin a justifié tous les atermoiements, toutes les intrigues.

Le Kuomintang de gauche (et le gouvernement de Wou-Han) louvoient entre la réaction et les masses laborieuses. Tantôt les apeure, l'imposante escadre impérialiste ancrée dans les eaux du Yang-Tsé, tantôt les intimide et les encourage, le Congrès du P.C. Mais qui profite de ces temporisations et de ces hésitations que l'on est tenté de comparer à celles du kérenskisme dans la révolution russe ? Il devient difficile au prolétariat affaibli par les saignées qu'on lui inflige, de canaliser le mouvement paysan. Pourquoi le flux des masses est-il toujours dans l'histoire, suivi de reflux ? C'est que les travailleurs voyant la stérilité immédiate de leurs efforts et de leurs sacrifices se lassent. D'où le caractère funeste – aux révolu-

tionnaires – des temporisations, des hésitations, des conciliations, des demi-mesures dans les périodes de guerre civile.

La prise de Pékin par les sudistes serait une grande chose. Mais d'une moindre importance que la prise de la terre par les paysans, qui seule assurerait la conquête durable de la Chine entière.

La manière de Lénine

J'ignore dans quelle mesure le P.C. chinois pouvait – et peut – influer sur les événements. Il formulait, dès le milieu de l'année passée, un mot d'ordre excellent : *le pouvoir aux masses !*[13] L'équivalent en somme du « pouvoir aux Soviets » des ouvriers russes : car les masses ne peuvent exercer le pouvoir que par l'organe d'une représentation directe des seuls travailleurs. Mais il n'apparaît pas que ce mot d'ordre ait reçu une application pratique. Avant l'heure de la prise du pouvoir total les organes du pouvoir des masses ont, dans une révolution, pour tâche de contrôler, surveiller, stimuler le gouvernement officiel, non sans défendre au besoin contre lui les classes laborieuses, non sans suppléer à ses défaillances inévitables. Qu'on relise l'histoire de la révolution russe de mars à octobre 1917[14]. Cette dualité des pouvoirs est la seule garantie réelle du développement prolétarien d'une révolution. En dehors de la dictature d'une classe, il ne peut, du reste, y avoir d'unité *réelle* du pouvoir dans une société divisée en classes antagonistes ; l'unité *relative* du pouvoir ne peut s'y réaliser qu'au détriment des classes les moins organisées, les moins influentes dans l'État, c'est-à-dire des classes pauvres.

Si le mot d'ordre du *pouvoir aux masses* avait trouvé des applications pratiques, peut-être le P.C. eût-il pu déterminer la gauche du Kuomintang à s'engager dans la voie de la transformation sociale, au lieu de poursuivre par des méthodes militaires la réalisation de l'unité nationale. Le dilemne était (et demeure) : appel aux masses

ou concours de généraux (l'appel aux masses n'exclut pas l'emploi des généraux ; mais l'emploi de certains généraux exclut l'appel aux masses). La voie la plus courte vers l'unité nationale et l'indépendance réelle de la Chine passe non par les états-majors de Tchang-Kai-Shek, de Feng-Yu-Siang, du Kuomintang – qu'il soit uni, de droite ou de gauche – mais par les campagnes insurgées et les humbles quartiers des garde-rouges ouvrières. Je songe aux directives impérieuses de Lénine, formulées dans les tout premiers jours de la révolution de mars 1917. Dès avant de quitter son logis d'émigré de Zurich, Lénine énonçait dans ses *Lettres de Loin*, les règles de « l'art de commencer une révolution »[15]. La première de ces règles, c'est l'armement du peuple, première manifestation décisive du pouvoir réel des masses.

La seconde, déjà formulée par Marx prescrit de briser l'ancienne machine bureaucratique de l'État (que le Kuomintang a partout maintenue en se bornant à faire entrer dans ses organisations quantité de fonctionnaires). Tout l'art de vaincre – sans les généraux ! car les prolétaires et les paysans doivent vaincre les généraux avant de les employer – se résume dans un mot de Lénine, dit en octobre 1917. Lénine passa la plus grande partie de la nuit qui suivit la victoire de l'insurrection de Pétrograd à rédiger le décret sur l'expropriation des propriétés foncières, promulgué dès le lendemain. Souriant et las, il montrait, le matin du 26 octobre aux camarades les feuillets couverts de sa large écriture : *« Que nous ayons seulement 24 heures*, disait-il, *pour promulguer ce décret et l'on pourra essayer ensuite de nous l'arracher ! »*. Le prolétariat victorieux dans la seule capitale de l'immense pays russe n'avait encore ni armée, ni appareil gouvernemental : mais ce décret d'expropriation lui ralliait instantanément cent millions de paysans. Du coup, l'insurrection ouvrière conquérait la sixième partie du globe – et l'invincibilité. Le jour où les vrais révolutionnaires chinois s'inspireront de cet exemple, leur cause sera gagnée.

P.S. — Les « faiblesses » de Wou-Han

Ces notes étaient déjà expédiées quand la poste m'apporta, dans le numéro de « la Pravda » de Moscou, du 30 juin, un important article de Boukharine, sur la phase actuelle de la révolution chinoise.

Alarmé de la faiblesse du gouvernement de Wou-Han, c'est-à-dire du Kuomintang de gauche, soutenu par les communistes, Boukharine est amené à envisager l'hypothèse de sa chute, sous les coups de la réaction. « D'où vient, écrit-il, la faiblesse du gouvernement de Wou-Han ? De ce qu'il n'a pas assez de troupes sûres. Son armée fond. La trahison de Feng-Yu-Siang lui ravit ses meilleures unités. Celles qui restent commandées par Tan-Shin-Shi, ne sont pas sûres non plus... La faiblesse de Wou-Han vient, en second lieu, de ce qu'il y a dans son camp même (au C.C. du Kuomintang et au gouvernement), des agents directs de Tchang-Kai-Shek et des politiciens hésitants, représentants typiques de la petite bourgeoisie, qui, aux heures de crise, suivent les libéraux... Si l'on se rappelle que les dirigeants communistes sont eux-mêmes tombés dans des errements opportunistes, on comprend aisément que l'extrême faiblesse et les discordances de la politique de Wou-Han, en pleine contradiction avec les aspirations grandissantes des masses, contribuent le plus à désarmer ce gouvernement...

« Si les directives de l'I.C. avaient été exécutées, si l'on n'avait pas entravé la révolution agraire, si l'armement des ouvriers et des paysans avait été poursuivi avec énergie, si l'on avait réuni les troupes sûres, si l'on avait eu devant les masses une politique nette, si l'on avait appliqué comme il le fallait la directive de démocratisation du Kuomintang, etc., etc., la situation ne serait pas si grave pour Wou-Han. Le désaccord, et dans une certaine mesure la contradiction *entre les sommets dirigeants du Kuomintang* et la masse *de ses membres, entre la direction et le* mouvement *effectif, constituent* la plus grande *faiblesse du gouvernement de Wou-Han »*. (Les mots soulignés le sont par Boukharine).

Ces quelques lignes viennent confirmer très à propos les thèses soutenues dans l'article qu'on vient de lire. D'où viennent en effet ces « faiblesses » du Kuomintang de gauche et de Wou-Han ? D'une méconnaissance systématique de la lutte de classes, qui est le propre des masses moyennes hésitantes et trop enclines, dans leurs hésitations, à pencher vers la bourgeoisie. On a craint d'en appeler aux masses, de les armer, de leur crier de prendre la terre, craint d'imiter l'exemple magnifique, donné par les bolchévistes en 1917-18. On a préféré miser sur les généraux et préparer avec eux la conquête de Pékin, non par les masses insurgées mais par des armées de mercenaires commandées par des réactionnaires. Quelle terrible série de si nous assène Boukharine ! Mais ne pourrait-on pas la résumer en un si unique : « Si la petite bourgeoisie n'avait pas été ce qu'elle est depuis toujours ».

Toutes ces erreurs, toutes ces faiblesses n'étaient point évitables, en effet, du moment que la petite bourgeoisie hésitante gardait l'hégémonie au sein du pouvoir, du Kuomintang, et, sans doute, de la révolution, freinée dès lors, menacée dans ses forces vives. Il n'y avait, il n'y a encore qu'un moyen de vaincre : l'appel constant aux masses, même contre les cadres et les sommets de la petite bourgeoisie, et l'hégémonie du prolétariat. Celle-ci est à conquérir, sans doute, et la première condition de cette conquête, c'est évidemment, pour les communistes, de se désolidariser hautement devant les travailleurs, de la politique équivoque et indécise des révolutionnaires petits-bourgeois, ou le discrédit en rejaillira sur eux.[16].

Cet article est paru dans Clarté,
n° 11 du 15 juillet 1927

NOTES

1. L'effort persévérant de *Clarté* atteste qu'il est possible, à des communistes français, de s'intéresser activement aux événements de Chine (je suis assez loin pour le constater avec quelque impartialité).

2. La condition misérable du prolétariat chinois rappelle de façon saisissante – mais en pis – celle du prolétariat anglais vers l'époque où l'étudiait Marx (*Le Capital* t. I). De remarquables études ont été publiées à ce sujet, en russe, sous la direction de K. Radek. Le patronat chinois soumis au dur régime de la concurrence étrangère n'est pas, dans la conjoncture actuelle, en mesure d'accorder des améliorations aux ouvriers ; le patronat étranger, installé en Chine, est plus disposé à un compromis avec la bourgeoisie chinoise – contre les ouvriers – qu'à prendre sur les bénéfices qui font la puissance des métropoles impérialistes, pour améliorer le sort du coolie. D'où l'impossibilité en ce moment d'un développement réformiste du mouvement ouvrier chinois. Même lorsqu'ils tiennent un langage réformiste, les prolétaires chinois sont amenés par la force des choses à des actions d'une portée révolutionnaire.

3. M. Baranovski à S. Chvartsalon, *Ce qu'il faut savoir sur la Chine*, Moscou 1927.

4. 20 mars 1926 et 12-15 avril 1927.

5. Hou-Han-Min, aujourd'hui à la tête du gouvernement réactionnaire de Nankin fit, il y a quelque temps, un voyage en Russie et en Europe, au cours duquel il prodigua des déclarations révolutionnaires.

6. *Correspondance Internationale*, 1er mai 1927. Tchang-Kai-Shek tenait dernièrement un langage analogue. Il est « dans la ligne ».

7. Quelques faits sur la dépendance économique de la Russie des tsars vis-à-vis des étrangers : « La somme des capitaux de fondation des banques commerciales russes s'élevait au 1er janvier 1914 à 585 millions de roubles, dont 434 millions de roubles appartenaient aux banques représentant des filiales de banques étrangères. » (N. Vanag, *le Capital financier en Russie*, Moscou, 1925). Par l'intermédiaire des grandes banques russes, les établissements financiers de l'étranger contrôlaient la métallurgie russe dans des proportions variant entre 60 et 88 %, etc. « A la veille de la guerre, le capital financier anglo-français dominait l'industrie capitaliste russe. » (Vanag).

8. K. Radek. Le deuxième anniversaire de la mort de Sun-Yat-Sen (*Izvestia*, n° 58). « Etrangers à la féodalité ». On a beaucoup discuté sur cette dernière affirmation. Elle me paraît hative. Ces usuriers oppriment durement le cultivateur, maintiennent leur pouvoir à l'aide de bandes armées appelées « mintouans », payent des généraux... Le possession d'un coffre-fort ne me paraît pas incompatible avec une sujétion économique et des mœurs féodales.

9. La réforme agraire de Stolypine commencée après la défaite de la révolution de 1905 tendait à créer dans les campagnes une forte classe de paysans riches attachés au régime. La guerre empêcha la réforme de se développer et de porter ses fruits.

10. Sur cette tolérance : le président du C.C. du P.C. allemand Thaelmann écrivait dans le numéro de la *Correspondance Internationale* du 16 avril : « L'année 1926 a suffi à la révolution chinoise pour battre l'aile droite bourgeoise dans le Kuomintang et dans sa direction..., celle-ci est actuellement aux mains de la gauche... Tchang-Kai-Shek doit se borner à la direction militaire. » L'indulgence envers la bourgeoisie nationaliste faussait bougrement la vue de notre camarade allemand, comme on s'en rend compte en lisant, dans le numéro de la *Correspondance Internationale* du 23 avril, l'article de Lian-Han-Sin où il est relaté que Tchang-Kai-Shek exerça à partir du 20 mars 1926, dans le Kuomintang, une « dictature absolue », élevant « ses parents et amis aux postes dirigeants et assumant lui-même six fonctions du parti... Bref, le Kuomintang allait à sa perte, menaçait de sombrer... Plus tardive, la trahison de Tchang-Kai-Shek aurait été beaucoup plus grave » (!!?) Mais alors qu'attendait-on ?

11. En novembre 1926, le P.C. chinois bien qu'affilié au Kuomintang, était encore *illégal* dans la plupart des provinces occupées par l'armée sudiste. Le fait est mentionné dans le rapport de Tang-Pin-San au VIIe Exécutif élargi de l'I.C. D'autre part, les généraux sudistes ne cessaient de réprimer, souvent à coups de fusil, le mouvement paysan et l'agitation ouvrière. La place me manque pour citer des faits.

12. On estime à ce jour à peu près à 2 000 les militants révolutionnaires exécutés dans les régions soumises au pouvoir de Tchang-Kai-Shek (presse russe).

13. Tang-Pin-San, *les Étapes de la révolution chinoise*, Moscou, 1927. Voir aussi le numéro 10 de *Clarté*.

14. Russie, mars-octobre 1917. Le gouvernement provisoire entend maintenir l'ancienne armée. Le Soviet (dirigé par les s.r. et les menchéviks), la démocratie. Le gouvernement provisoire prépare la fuite du tsar en Angleterre : le Soviet décrète l'arrestation de Nicolas II, le gouvernement provisoire réserve le principe monarchique, le Soviet exige la république. Plus tard, le gouvernement provisoire entend épurer la garnison de Pétrograd, le Soviet dirigé par Trotsky s'y oppose.

15 Victor-Serge, Lénine, mars 1917, *Correspondance Internationale*, mai 1925, et *Vie Ouvrière* juin-juillet 1926.

16. De tous récents événements : la « démission » du communiste Tang-Pin-San, ministre de l'agriculture du gouvernement de Wou-Han (9 juillet) ; la décision prise par l'I.C. de mettre le P.C. chinois en demeure de cesser son appui au gouvernement de Wou-Han et de dénoncer les chefs bourgeois de Kuomintang de « gauche » (11 juillet), confirment en tous points la justesse des conclusions de Victor-Serge (n.d.l.r.).

LA LUTTE DES CLASSES
DANS LA RÉVOLUTION CHINOISE

III

1er août 1927

Puissance de la révolution agraire : les Piques Rouges

On ne sait presque rien, en Occident, du facteur principal de la Révolution chinoise, le mouvement paysan. Déplorons tout d'abord que pas un ouvrage sérieux n'ait été publié sur ce sujet. Il en existe pourtant, dans l'U.R.S.S., et c'eût été faciliter de beaucoup aux travailleurs français l'intelligence des événements de Chine que de mettre, par exemple, à leur portée un petit livre comme la remarquable étude de A. Ivine[1] sur les « Piques Rouges » (Moscou, 1927).

« Depuis deux mille ans, écrit A. Ivine, l'histoire de la Chine repose sur la question agraire ». En deux mille ans, la Chine n'a pas connu moins de cinq grandes révolutions paysannes, toutes dirigées par de vastes associations secrètes de paysans pauvres contre les grands propriétaires fonciers, les usuriers, les féodaux, la bureaucratie de l'État ; toutes se sont terminées, après avoir provoqué des calamités sans nombre, par l'expropriation plus ou moins complète des classes riches ; après quoi le processus de concentration des biens et de paupérisation des petits cultivateurs a recommencé jusqu'à la prochaine jacquerie. L'histoire de la Chine offre ainsi le spectacle du tragique recommencement d'un processus économique qui n'a subi en vingt siècles, jusqu'à nos jours, que des modifications secondaires. Ivine énumère les révolutions agraires

des « Sourcils Rouges », au début du premier siècle de l'ère chrétienne, la grande jacquerie des « Turbans Jaunes » qui dura vingt ans à la fin du deuxième siècle ; le soulèvement de Houan-Tchao qui, après une période de troubles longue et confuse, renversa à la fin du IXe siècle la dynastie des Tan ; la révolution nationale qui, au XIVe siècle, renversa la dynastie mongole et qui fut aussi une révolution agraire dans laquelle la société du « Lotus blanc » eut un rôle important ; la révolte de Li-Tsy-Tcheng et Tchang-Hien-Tchoung qui, à la fin du XVIe siècle dépeupla la Chine. Dans l'histoire moderne, la révolte des Tai-Pings (1851-1865) amène, dans diverses provinces, la liquidation des grandes propriétés. Des indices précis semblent indiquer que nous sommes à l'aurore d'un mouvement paysan comparable aux plus vastes du passé. Recommencera-t-il le cycle des révolutions précédentes ? C'est le problème.

Ivine fait observer les faits suivants :

La concentration de la propriété foncière : dès 1918, d'après les statistiques officielles, 3.000.000 de familles riches possédaient plus de terres que 31.000.000 de familles pauvres ou moyennes ; 50 % environ des cultivateurs, dépourvus de terres, doivent en louer ; la fiscalité accable le paysan sur lequel pèsent toutes les charges des militarismes locaux ; la culture de l'opium lui est imposée ; les impôts sont prélevés des années à l'avance ; des contributions multiples s'y ajoutent ; la misère déclasse le paysan, en fait souvent un gueux affamé ; parfois un soldat mercenaire, plus fréquemment un bandit ou un insurgé ; enfin, au cours des dernières années, le mouvement puissant des Piques-Rouges a surgi, s'est affirmé, s'affirme encore chaque jour en des luttes innombrables.

Parmi les organisations paysannes plus ou moins secrètes de l'immense pays – « Ventres durs », « Grands Couteaux », « Eventails », « Piques Noires » – celle des « Piques Rouges » est la plus répandue, la plus caractéristique. Elle se rattache comme toutes les autres aux sociétés secrètes, mi-religieuses, qui firent les révolutions des siècles passés et surtout au « Lotus blanc » du XIVe

siècle. Elle se subdivise en deux « ordres », majeur et mineur, dont les membres se ceignent le front de rouge ou de jaune ; leur arme commune est la pique ornée d'une frange rouge. L'affilié fait le serment de vivre honnêtement et de combattre pour la bonne cause. L'étude des rites secrets le rend d'abord « presque invulnérable », puis tout à fait « invulnérable ». Les Piques Rouges organisés par dizaines et détachements assurent nuit et jour la garde des villages, se rassemblent, en cas de danger au son du gong comme nos jacques d'autrefois se rassemblaient au son du tocsin. Leur premier objet est de protéger les campagnes contre le banditisme et contre les armées déprédatrices. En réalité, ils imposent à la minorité des riches la loi de la majorité des pauvres. Les paysans riches affectent souvent de suivre le mouvement pour le dévier ou pour en bénéficier ; ils ceignent le turban et prennent la pique rouge. Des scissions suivies de luttes acharnées se produisent au sein même du mouvement, comme dans le Ho-Nan entre « grandes » et « petites piques », c'est-à-dire une fois de plus entre riches et pauvres. On jugera de la puissance de ce mouvement par les traits suivants :

En 1926, le seul district de Lo-Yang, dans la province de Ho-Nan, située au nord du Yang-tsé-Kiang[2] comptait environ 20.000 Piques-Rouges organisés ; il y en avait dans presque tous les villages. « Tout l'est du Ho-Nan sera bientôt rouge », écrivait un journaliste chinois. Les autorités locales ne pouvant lutter contre le mouvement, prenaient le parti de le légaliser. Le gouvernement national révolutionnaire de Canton ne connut l'importance de ce mouvement que lorsque les paysans infligèrent une écrasante défaite à la IIe « armée populaire » commandée par son allié You-Ouéi-Dzioun et appuyée par le Kuomintang. Cette armée, passée à la cause nationale, occupait au début de 1926 le Hou-Nan, ce qui permettait, on s'en souvient, à la 1ère« armée populaire » de Feng-Yung-Siang d'occuper Pékin et Tientsin. Par son indiscipline, ses déprédations, ses excès, la IIe armée se mit les paysans à dos. You-Ouéi-Dzioun, menacé par les « Piques Rouges », tenta de briser le mouvement avec le concours,

désormais nécessaire, des riches et des réactionnaires. « Une véritable guerre des paysans éclata dans un pays peuplé de plus de trente millions d'âmes » (Ivine). Le soulèvement commença à la mi-janvier (1926) ; les paysans prirent la ville de Y-li, menaçèrent Lo-Yang, détruisirent les voies ferrées, menacèrent Tchang-Téou (sur la voie Pékin-Hankéou), mais furent d'abord battus. On fusilla leurs chefs prisonniers. Ou-Péi-Fou, l'homme des Anglais dans la Chine centrale, saisit ce moment pour attaquer dans le Hou-Nan méridional l'armée populaire, harcelée à l'arrière par les Piques-Rouges. Battue par Ou-Péi-Fou, la IIe armée populaire fut littéralement achevée, écrasée par les paysans qui transformèrent sa retraite de Kai-Fong vers le Chan-si en une déroute sans nom. Les soldats évitèrent, dans leur fuite éperdue, les villages. Les Piques-Rouges ramassèrent une « quantité colossale d'armes, de fusils, de mitrailleuses, etc. ». L'armée de You-Ouéi-Dzioun, qui avait compté 60.000 hommes, fut anéantie (la retraite de Feng, de Tientsin et Pékin vers la Mongolie fut une des conséquences de ce désastre). Un missionnaire qui parcourut le Hou-Nan à cette époque, estima les forces des Piques-Rouges à plus de 100.000 hommes, et nota « qu'ils avaient appris à fabriquer eux-mêmes des fusils » tirant la balle Mauser. Ou-Péi-Fou occupa Kai-Fong et tenta de corrompre les chefs paysans ; plusieurs entrèrent même dans son armée. Mais il lui fut extrêmement difficile, en raison de la résistance des Piques-Rouges, de faire rentrer des impôts. Les paysans d'ailleurs se soulevaient bientôt contre lui, sous un chef jouissant d'une immense popularité, Liou-Po-Sioun, dont le programme tenait en peu de mots : abolition des impôts iniques, du militarisme, du banditisme et de la bureaucratie. Liou fut défait le 9 mai ; les paysans refusèrent de le livrer ; on leur brûla, en manière de représailles, une trentaine de villages. La lutte continue. Ces épisodes caractérisent assez la guerre des paysans du Hou-Nan dont nous n'avons rien su.

Le Chantoung méridional était, à peu près à la même époque, le théâtre du soulèvement paysan de la région

de Tai-Ngan (le massif montagneux au sud de Tsi-Nan), où 30.000 Piques infligèrent aux troupes régulières nordistes une série de revers et ne furent réduites qu'à la longue, par les négociations autant que par les armes. La guerre des paysans continue d'ailleurs dans le Chantoung avec un acharnement terrible. De petites armées de Piques Rouges tiennent la campagne, occupent les villes, sèment la terreur. Les Piques Blanches et les Piques Noires leur font une guerre d'extermination. On devine sans peine derrière ces appellations, des formations de classe. Beaucoup de paysans s'enrôlent afin de recevoir des armes, dans les troupes régulières, puis désertent.

La victoire des paysans du Hou-Nan

C'est aux paysans et aux ouvriers que le Kuomintang est redevable de ses victoires dans la campagne du Nord. Les ouvriers lui ont donné Shanghaï et Hankéou. Les paysans avaient frayé la voie à ses armées vers le Yang-Tsé-Kiang. Citons un fait. L'armée de Tchang-Kai-Shek marchant vers Hankéou, arriva devant la ville forte de Pin-Tsiang, au nord de Tchang-Cha (Hou-Nan), solidement tenue par les nordistes. Les abords en étaient minés. Des fortifications modernes complétaient le système de défense. Les organisations paysannes livrèrent cette citadelle à la VIIe armée sudiste, découragée par un assaut aussi coûteux qu'infructueux. Et l'avance rapide de l'armée sudiste continua grâce aux paysans qui jetèrent des ponts devant elle, transportèrent ses bagages et ses canons à dos d'hommes, renseignèrent l'État-major, harcelèrent l'ennemi[3]... Si cette vérité des victoires des armées sudistes avait été plus tôt connue (elle l'est à peine, en Russie même), n'eussions-nous pas mieux apprécié le rôle véritable des généraux ?

Que faisait le Kuomintang en présence de ce formidable mouvement paysan ? J'ai déjà[4] indiqué que le gouvernement de Canton avait, pour vivre, adopté en 1925 le parti de seconder le mouvement paysan dans le Kouang-

Toung, non sans devoir briser les résistances des militaires. Depuis mars 1926, il s'efforçait partout de modérer, canaliser, endiguer, légaliser, bureaucratiser le mouvement des « associations paysannes » ; obligé malgré quantité de conflits entre la bourgeoisie, les administrations, les généraux et les paysans, de tolérer dans l'ensemble l'activité de ceux-ci. Son programme agraire, d'une modération trop explicable, tient dans une résolution du IIe Congrès du Kuomintang (1924) qui préconise l'organisation des masses paysannes, la dissolution des bandes armées de la contre-révolution, l'autonomie des communes, la lutte contre l'usure, la fixation d'un loyer maximum des terres, la création de banques agricoles, la législation du travail. Ce programme approuve ce que l'on ne peut empêcher, modère les initiatives révolutionnaires dans le domaine économique et fait aux ruraux de mirifiques promesses (banques agricoles, législation du travail, enseignement obligatoire). Sa portée révolutionnaire ne paraît pas avoir été plus grande que celle, par exemple, du programme des libéraux constitutionnels-démocrates dans la révolution russe... Le lecteur va pouvoir s'en convaincre.

J'ai sous les yeux un document du plus grand intérêt sur le mouvement paysan dans le Hou-Nan. Il s'agit d'une lettre détaillée écrite de Tchan-Cha, le 18 février dernier, par l'étudiant communiste Mao Tsé-Toung, et publiée dans le numéro 20 de la revue russe « L' Orient révolutionnaire »[5]. Force m'est de la résumer très succintement. Clandestines jusqu'à l'arrivée des troupes sudistes, les associations paysannes du Hou-Nan sortirent de l'illégalité avec plus de 300.000 affiliés. En janvier dernier, elles en avaient 2.000.000, pour la plupart chefs de familles, étendant ainsi leur action réelle à dix millions d'âmes. La moitié environ des paysans du Hou-Nan était organisée. « Les paysans se mirent à l'œuvre et accomplirent en quatre mois, d'octobre 1926 à janvier, une révolution comme la campagne n'en avait encore jamais vu... Les coups des paysans portèrent surtout sur les tou-khao (administrateurs, tyranneaux locaux), sur la Gentry (bureaucratie commerçante, usuriers, etc.), sur les proprié-

taires fonciers et aussi sur les mœurs familiales et l'idéologie des campagnes... Tous ceux qui leur résistaient étaient anéantis... Il ne resta rien des privilèges séculaires de la féodalité foncière, ce fut comme si un vent furieux les eût balayés... Les associations paysannes assumèrent l'intégrité du pouvoir ». Elle administrèrent aussi la justice. Les riches offraient parfois de payer un droit d'entrée pour y être admis. La seule menace d'être inscrit sur les listes noires des associations paysannes les terrifiait.

La petite bourgeoisie des villes, apparentée à la gentry, cria naturellement, tout de suite, au scandale, à la terreur, etc. (On croit lire la presse russe de 1917, qui ne cessait de flétrir en termes analogues le bolchevisme). « Les paysans déclaraient : quiconque a des terres est un spoliateur. Pas de gentry qui ne soit criminel ». Ils mettaient à sac les habitations des riches. Ces « excès » remplissaient la ville d'indignation. « Ces excès, écrivait avec raison notre camarade chinois, ont une indéniable portée révolutionnaire. A la vérité, une courte période de terreur est indispensable dans chaque village ». Les dirigeants du Kuomintang qualifiaient les paysans révolutionnaires de « malfaiteurs ». Les gueux de la veille étaient, comme dans les Comités de Paysans pauvres (Kombedy) de la révolution russe, organisés en 1918, sur l'initiative de Lénine, en tête du mouvement. « Ceux que la gentry abreuvait d'outrages, ceux qui, la veille, n'osaient pas se montrer sur le seuil de la Société, ceux qui étaient entièrement privés du droit de parole, redressaient la tête et prenaient le pouvoir ». On reconnaît ici la minorité d'initiative de toutes les profondes révolutions[6]. « A Tchan-Cha les associations paysannes comptent 70 % de pauvres, 20 % de moyens et 10 % de paysans aisés... la masse énorme des pauvres est l'avant-garde active de la révolution ». (Il ne pouvait en être autrement ; il n'en fut jamais, nulle part, autrement). Les comités du Kuomintang multipliant les « fautes politiques » emprisonnaient, quand faire se pouvait, les meneurs paysans, etc.

J'ai lu bien des choses sur la révolution chinoise. Je n'ai trouvé nulle part de pensée communiste du meilleur

aloi que celle du jeune militant inconnu, Mao Tsé-Toung. Il a des formules frappées qui font irrésistiblement penser à celles de Lénine en 1917-18. Voici ses conclusions (et les miennes).

« La direction du mouvement révolutionnaire doit appartenir aux pauvres. Sans pauvres, pas de révolution. Se défier des pauvres, c'est se défier de la révolution, s'attaquer à eux, c'est s'attaquer à la révolution. Leurs mesures révolutionnaires ont été d'une justesse infaillible».

« Si l'achèvement de la révolution démocratique est représenté par le nombre dix, la part des villes et de l'armée devra être représentée par trois et celle des paysans qui ont fait la révolution dans les campagnes par sept ».

Si les dirigeants de la révolution chinoise s'étaient inspirés d'une conception aussi claire de la lutte de classe, toutes les victoires eussent été possibles. Hélas !

La manière classique d'escamoter une révolution populaire

Quelques grands faits ressortent à nos yeux avec la clarté de l'évidence.

La force immense de ces masses paysannes est le facteur essentiel le plus puissant du reste d'une révolution avant tout agraire, bourgeoise dans la mesure où elle combat la féodalité, anticapitaliste dans la mesure – non moins grande – où elle attente au principe de la propriété, s'attaque aux capitalistes usuriers ou propriétaires fonciers, soutient le prolétariat des villes.

Cette révolution ne pouvait être dirigée et éclairée que par le prolétariat des grands centres et son avant-garde communiste.

La moyenne bourgeoisie des villes et la bourgeoisie libérale nationaliste révolutionnaire, anti-impérialiste, etc.; bref les milieux dirigeants du Kuomintang et du gouvernement de Wou-Han (Hankéou) devaient infailliblement adopter devant cette révolution une attitude analogue à

celle de la moyenne bourgeoisie et des libéraux russes, en 1917, en présence du bolchevisme.

Tout ce qu'écrivait Lénine en 1917 contre les menchéviks et les s. r., la collaboration des classes dans la révolution, l'union sacrée, les hésitations de la petite bourgeoisie s'applique lumineusement — dans les grandes lignes — à la situation sociale en Chine. Lénine usait alors fréquemment de comparaisons entre la France de 1848 et la Russie de 1917 ; à plus forte raison est-il permis de comparer la Chine révolutionnaire de 1927 et la Russie de 1917. Si on ne l'a pas fait plus souvent, c'est qu'on a méconnu à la fois le caractère anti-impérialiste de la révolution russe et le caractère anti-capitaliste de la révolution chinoise. Toute la critique des fautes commises en Chine est par exemple en germe dans un article que Lénine écrivit le 16 juin 1927 : *De quelle classe viennent et viendront les Cavaignac.* Les chefs du Kuomintang, les menchéviks et les s. r. assuraient aux bolchéviks qu'ils seraient à leurs côtés « quand viendrait un vrai Cavaignac ». « Excellente promesse ! leur rétorquait Lénine. Regrettons seulement qu'elle manifeste l'incompréhension de la lutte de classe qui caractérise la petite bourgeoisie sentimentale et craintive. Un Cavaignac n'est pas le produit du hasard... Cavaignac représente une classe (la bourgeoisie contre-révolutionnaire) dont il fait la politique. Et c'est justement cette classe, cette politique que vous soutenez en ce moment... Vous donnez, vous qui avez en ce moment dans le pays l'évidente majorité, à cette classe et à sa politique la prépondérance dans le gouvernement ». « L'apparition de Cavaignac est certaine pourvu qu'il y ait une petite bourgeoisie hésitante, instable, craignant les développements de la révolution ». Ces trois pages prophétiques qui annonçaient Kornilov plusieurs mois à l'avance et Tchang-Kaï-Shek, et Tan-Shen-Shi et tant d'autres célestes sabreurs dix ans à l'avance sont à citer en entier. Notons encore le portrait des socialistes hésitants, aveuglés par l'union sacrée.

« Louis Blanc était à l'entendre aussi éloigné de Cavaignac que le ciel de la terre. La promesse de combattre

les contre-révolutionnaires bourgeois aux côtés des prolétaires, il la réitéra maintes fois. Aucun historien marxiste ne se permettra pourtant de douter que la débilité, l'instabilité, la crédulité des Louis Blanc envers la bourgeoisie n'aient suscité Cavaignac et assuré son succès... » ; le malheur de la révolution chinoise, c'est qu'il ne s'est trouvé personne à Wou-Han pour répéter ces vieilles vérités.

... Comme il eût fallu s'y attendre, la contre-révolution chinoise – les Cavaignac ! – après avoir « roulé » et décapité les prolétaires de Shanghai, porta par le coup de force de Tchan-Cha son second coup droit aux paysans du Hou-Nan. Et cette fois encore, les révolutionnaires se laissèrent jouer. Le coup de force de Tchan-Cha, de même que celui de Wou-Han, qui n'a fait que sceller au grand jour le passage de longtemps préparé du Kuomintang (organisme, chefs, cadres) et du gouvernement national à la contre-révolution, était le fruit d'un complot tramé au grand jour. Il n'y eut jamais entre Tchang-Kai-Shek et le gouvernement du Kuomintang – deux ministres communistes livrés en « otages » à la bourgeoisie – qu'une sorte d'une division du travail contre les ouvriers et les paysans. Trois faits le prouvent avec un sanglant éclat : 1° Le gouvernement de Wou-Han ne prit aucune mesure tendant à soutenir les masses, mais s'efforça exclusivement de freiner (voire de réprimer) le mouvement paysan ; 2° il nomma à grand fracas de déclarations redondantes, pour combattre Tchang-Kai-Shek, un général non moins réactionnaire que ce dernier, le bouddhiste Tan-Shen-Shi gros propriétaire foncier ; 3° il s'empressa d'ailleurs aussitôt de renoncer à combattre Tchang-Kai-Shek pour réaliser avec lui une sorte d'unité de front « contre les impérialistes et les nordistes » (!!!!), contre les travailleurs en réalité. Les « belles » déclarations de Sun-Fo[7], reproduites avec satisfaction par la presse soviétique n'eussent dû tromper personne. Le double jeu des chefs du Kuomintang réussit à donner si complètement le change à la majorité des communistes que le secrétaire général du P.C. du l'U.R.S.S., Staline approuva leur décision de ne point prendre d'offensive contre Tchang-Kai-

Shek, afin de concentrer leurs efforts contre les nordistes[8]. Les illusions que les malins petits-bourgeois contre-révolutionnaires de Wou-Han nous inspiraient étaient si profondes qu'au moment même où leur duplicité commençait a être reconnue de tout le monde en Russie, Doriot écrivait dans *l'Humanité* du 25 juin : « Le gouvernement de Kankéou, le Kuomintang débarrassé de son aile bourgeoise (!) et représentant les masses ouvrières (!!), paysannes (!!!), petites-bourgeoises... est capable de mener à bien cette grande tâche historique. » — « En commençant (!) la révolution agraire, il a regagné en qualité ce qu'il a perdu en quantité. » La réalité unaniment reconnue depuis, c'est que ce gouvernement s'opposait même par la répression à la révolution agraire... Mais à la conférence de Saint-Denis, le 26 juin (*Humanité* du 27, p. 4), Doriot disait encore : « Il faut soutenir le gouvernement de Hankéou pour qu'il arme les paysans... Les formules de défiance contre lui ne sont pas justes. » Doriot se trompait ; la défense contre le kérenskisme véreux réédité par les Ouan-Tin-Ouéi et les Sun-Fo avec le déplorable concours de deux ministres communistes s'imposait tellement que Boukharine, quelques jours plus tard, publiait dans la *Pravda* un amer réquisitoire contre les communistes chinois coupables de s'être laissés jouer par la bourgeoisie.

Le salut était dans la dualité des pouvoirs

Dès la mi-avril tout au moins un certain nombre de militants russes dénonçaient avec force, au sein des organes dirigeants du P.C. de l'U.R.S.S.[9] le caractère équivoque et contre-révolutionnaire du gouvernement de Wou-Han ; on sait qu'ils préconisaient l'appel aux masses, le redressement de la politique de classe du P.C. chinois, la formation de Soviets dans le pays. Staline leur répondit en se déclarant dans ses thèses du 21 avril adversaire de toute dualité de pouvoirs à Wou-Han et partant, des Soviets. L'expérience semble avoir fait ressortir que la dualité des pouvoirs était, comme en Russie en 1917,

le seul remède à une situation de plus en plus périlleuse pour le prolétariat. A cette époque – des organes du pouvoir de masses (appelés Soviets ou autrement, le nom importe guère, mais la chose) eussent pu se former, les chefs du Kuomintang n'ayant pas encore la force de rompre avec les communistes et de les réduire à l'illégalité. Ces organes eussent contrôlé, stimulé, talonné la démocratie révolutionnaire et le pouvoir officiel ; ils eussent déjoué les intrigues de la contre-révolution, les communistes eussent pu y préparer la prise du pouvoir... Sans doute eussent-ils hâté le conflit avec la réaction. Celle-ci, en tout cas, n'aurait pu choisir librement son heure et le prolétariat l'eût affrontée plus armé, mieux organisé. Maintenant il est trop tard : le mot d'ordre des Soviets en Chine, formulé le 26 juillet par la *Pravda* n'est plus qu'un mot d'ordre d'agitation, excellent du reste. Car les prolétaires révolutionnaires sont réduits à l'action clandestine et l'on ne constitue pas des soviets dans l'illégalité.

Fin mai, à la réunion de juin de l'Exécutif de l'I.C., Staline, au cours d'une violente réplique à Trotsky (publiée en russe) déclarait : « Le Kuomintang et le gouvernement de Wou-Han constituent le centre du mouvement révolutionnaire de la démocratie bourgeoise. » Dès alors l'erreur d'appréciation était flagrante : la démocratie révolutionnaire de Wou-Han faisait dès auparavant, par ses hésitations lamentables, par son effroi devant les paysans et les ouvriers, seuls porteurs authentiques de la révolution, le jeu des pires réactionnaires. Et il était facile de prévoir où ce jeu la mènerait.

Depuis la prise de la concession anglaise de Hankéou par une manifestation ouvrière, la prise de Shanghaï par une insurrection ouvrière et l'essor de la révolution paysanne dans le Hou-Nan, la bourgeoisie et la démocratie petite-bourgeoise ne pouvaient plus continuer la révolution et, à plus forte raison, participer à sa direction. Le temps de l'union sacrée contre les impérialistes était révolu. La révolution ne pouvait plus être conduite à la victoire que par la clairvoyance prolétarienne, c'est-à-

dire par une politique de lutte de classes qui eût dressé l'initiative et le « pouvoir des masses »[10] en face du gouvernement officiel, le parti communiste, parti de révolution sociale, en face de la bureaucratie du Kuomintang, les soldats, les paysans, les gardes-rouges, les Piques-Rouges contre les propriétaires fonciers, les ministres habiles, les généraux et les bourreaux. Ni à Shanghaï, ni à Tchang-Cha, ni à Wou-Han les travailleurs n'eussent pu dès lors être surpris et défaits comme ils l'ont été.

Claivoyance des masses

Etait-ce possible ou n'étions-nous pas encore arrivés, comme on l'a soutenu, à l'étape de l'action des masses ?

C'était possible. C'était nécessaire. Qu'on me permette de rappeler une fois de plus que toutes les grandes dates de la révolution chinoise sont celles de l'action des masses et non des armées, et non des généraux, et non du gouvernement et non du Kuomintang... Qu'on me permette de rappeler ces dates : 1. le boycott de Hong-Kong par les travailleurs cantonais (boycott que le gouvernement de Canton tenta de briser...) ; 2. les grandes grèves de Shaghaï (1925) ; 3. l'exploit de Hankéou (prise de la concession anglaise par les ouvriers) ; 4. l'admirable exploit que fut l'insurrection de Shanghaï en mars dernier ; 5. les luttes des paysans dans la Chine entière du Tchili au Kouan-Toung ; 6. la guerre des paysans du Ho-Nan ; 7. la victoire de la révolution paysanne dans le Hou-Nan. La démonstration est, je crois, assez forte.

Les masses agissaient, les masses se ruaient au combat, les masses voyaient clair. Voici que les articles de Doriot dans *l'Humanité* confirment sur ce point mes conclusions. Doriot entendait à Nanchang, dans une atmosphère de guerre civile, un soldat enthousiaste réclamer l'offensive contre les ennemis intérieurs de la révolution. Malheureusement, constate notre camarade, « les chefs des diverses organisations de gauche étaient loin de comprendre aussi clairement la situation dans l'armée» (*Humanité* 12 juillet).

A Nanchang, toujours, Doriot voit des forces populaires « infiniment supérieures à celles de la réaction » attendre passivement les ordres du « centre ». Une absurde discipline bureaucratique « paralysait l'initiative des masses populaires »[11]

J'ai déjà observé en Allemagne, en 1923, les méfaits de la bureaucratisation des organisations révolutionnaires en temps de guerre civile. Il faudra revenir quelque jour sur ce problème. Le Kuomintang n'a-t-il pas tenté de substituer à l'action des masses l'action de ses rouages bureaucratiques ? Cela me paraît certain. Quant aux organisations prolétariennes, le mal leur venait de la collaboration des classes. Lénine observait en Russie, en mai 1917, des faits analogues : la révolution russe était plus ardente dans les provinces que dans les centres. « La composition des soviets (dans les centres) est moins prolétarienne, écrivait-il ; les comités exécutifs sont plus soumis à l'influence des éléments petits-bourgeois et aussi – surtout dans les commissions – à la collaboration avec la bourgeoisie, entrave à l'initiative révolutionnaire des masses, facteur de bureaucratisation du mouvement..., obstacle à toutes les mesures révolutionnaires susceptibles de vexer les capitalistes »[12].

Les errements opportunistes des dirigeants du P.C. chinois ont fait l'objet, dans la *Pravda*, à partir du 10 juillet, d'une critique serrée, bien qu'un peu tardive. Je ne citerai pour les illustrer que cette phrase monumentale du secrétaire du P.C. chinois Tchen-Dou-Siou, dans son rapport au congrès du parti tenu en mai à Hankéou : « Il ne faut pas tomber dans les déviations d'extrême-gauche mais suivre une ligne centriste. Il faut aussi attendre pour la saisie des propriétés grandes et moyennes le développement ultérieur des actions militaires (!!!) La seule solution juste à ce moment, c'est que l'extension de la révolution doit passer avant son développement en profondeur »[13]. Comme si l'appel aux masses et l'expropriation des riches n'avaient pas été, dans toutes les révolutions sociales de l'histoire, la seule façon d'assurer la victoire des armes ! Il est affligeant de constater que personne

n'a relevé dans notre presse communiste, cette énormité (à peine plus forte du reste que le manifeste de Shanghaï publié au début d'avril sous la signature des deux secrétaires du Kuomintang et du P.C. chinois et dont je crois avoir été le seul à signaler, dans le numéro 9 de *Clarté*, le caractère... singulier), relevée dernièrement par Boukharine.

D'autres communistes, chinois, par contre, me semblent avoir vu clair[14]. Ainsi ceux qui, à Shanghaï, se refusaient à faire entrer les ouvriers dans l'armée sudiste : « ne donnons pas, disaient-ils, de la chair à canon à la bourgeoisie, formons plutôt des gardes ouvrières, les ouvriers ne veulent pas entrer dans l'armée. » L'armée de Tchang-Kai-Shek était évidemment un guet-apens ; les ouvriers n'avaient pas tort de s'en méfier. Tchen-Dou-Siou lui-même semble avoir été sollicité par des influences contraires. « Nous ne voulons pas, disait-il le 23 mars, que les ouvriers entrent dans le Kuomintang parce qu'ils y tomberont sous l'influence de la droite. » Quand dans le Tsian-Si le gouvernement national nomma plusieurs communistes à des fonctions administratives, le C.C. du parti écrivit : « Ces camarades se détacheront des masses dont notre parti perdra la confiance ; qu'ils choisissent donc entre leurs postes et le parti »[15]. La situation des communistes, membres d'un parti nationaliste dirigé par des éléments bourgeois et fondé sur une idéologie bourgeoise, membres d'un cabinet de coalition où ils étaient en minorité, fonctionnaires du gouvernement de Wou-Han, soldats de Tchang-Kai-Shek, était, on en conviendra, assez fausse pour faire naître bien des divisions politiques. Tels étaient les fruits amers de la politique d'union sacrée.

Mais que fallait-il faire ?

Quelques conclusions s'imposent à moi. Les voici :

Ne pas subordonner le communisme au Sun-Yat-Sé-

nisme, le P.C. au Kuomintang (leur cartel sans subordination de l'un à l'autre eût été autrement fécond). Appliquer en ce sens la directive de Lénine et du IIe Congrès de l'I.C. : « Sauvegarder l'indépendance du parti du prolétariat, ce parti fût-il à l'état embryonnaire. » – Soutenir à fond, partout, le mouvement paysan et non le freiner, le modérer comme on l'a parfois tenté. Armer les ouvriers et les artisans pauvres des villes au lieu de sacrifier leur armement aux « susceptibilités » intelligentes de la bourgeoisie nationaliste « révolutionnaire ». – Mettre les travailleurs en garde contre les généraux et non les laisser surprendre par des « trahisons prévues », et non se laisser manœuvrer par des Tchang-Kai-Shek, des Feng, des Tan-Shen-Shi, etc. – Soutenir la moyenne bourgeoisie « révolutionnaire » contre la réaction, soutenir Wou-Han contre Nankin, mais comme les bolchéviks « soutinrent » Kérensky contre Kornilov, sans cesser de le dénoncer et de le talonner devant les masses. Imiter l'exemple de Lénine qui fit sans relâche, sans relâche en 1917-18, appel à l'initiative des masses. Se bien mettre dans la tête qu'une révolution est l'œuvre des masses ; que l'appareil du parti prolétarien doit aider et diriger les masses, mais non les suppléer, non les entraver. – Constituer aussitôt que possible les organes du « pouvoir des masses », la dualité du pouvoir étant la seule garantie réelle du progrès organisé de la révolution et la seule préparation efficace de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans. S'inspirer des directives de Lénine, au IIe Congrès de l'I.C. sur la formation des Soviets dans les pays coloniaux « à la première possibilité. » – Faire passer l'expropriation des propriétaires fonciers avant la marche des armées sudistes sur Pékin, l'expropriation étant la véritable condition du succès des armes. Appeler les troupes à surveiller les généraux. – Assurer au mouvement communiste international une information abondante et précise sur la révolution chinoise ; instituer autour de ses luttes une autocritique fraternelle, incessante, large et vivante.

N'est-il pas évident qu'en de telles conditions, les

chances de victoire eussent été infiniment plus grandes et les défaites mêmes plus fécondes ?

Cet article est paru dans Clarté, *n° 12 du 15 août 1927.*

NOTES

1. Ce pseudonyme est celui d'un sinologue russe. Voir sur la question agraire en Chine, dans les numéros 10 et 11 de *Clarté*, l'étude de Marcel Fourrier.

2. Dans les pays considérés comme au pouvoir des militaristes du Nord.

3. A. Ivine. *Piques-Rouges « L'armée de Canton et les paysans »*.

4. *Clarté*, numéros 9 et 11.

5. Quel dommage que des documents d'une telle fraîcheur, d'une telle force, d'un si grand intérêt ne soient pas traduits en français !

6. Taine ne décrit pas autrement les jacobins en province. *(Origines de la France Contemporaine)*.

7. Sun-Fo, fils de Sun-Yat-Sen, un des leaders de *l'extrême-droite* du Kuomintang, fut un des inspirateurs de la... politique *de gauche* du gouvernement de Wou-Han (Hankéou) !!! – Simple rappel des faits. Mi-avril. Le gouvernement de Wou-Han place à la tête des armées Feng-Yun-Sian et Tan-Shen-Shi. Ce dernier annonce une offensive contre Nankin... et l'enterre sans bruit. – 8-10 juin. Tandis que le gouvernement de Wou-Han prépare son offensive sur Pékin (!) et néglige Tchang-Kai-Shek, un coup de force contre-révolutionnaire est accompli par ses coteries militaires, à Tchan-Cha, capitale du Hou-Nan. Le P.C. adresse un ultimatum plein de modération au C.C. du Kuomintang (c'était adjurer Kérenzky de changer de nature). – Mi-juin. Pourparlers amicaux entre Feng et Shek. « Trahison » de Feng. – 28 juin. Les *dirigeants des syndicats* de Hankéou décident, afin d'éviter des conflits avec l'armée (!!), le désarmement des organisations ouvrières. L'armée saccage aussitôt les locaux de plusieurs syndicats. – 4 juillet. Les organisations ouvrières de jeunes sont désarmées de même par les dirigeants opportunistes, qui dénoncent leur « dangereuse maladie infantile, le gauchisme » *(sic!)*. Le ministre communiste de l'agriculture, Tang-Pin-San démissionne... pour raison de santé. – 10 juillet.

Premier article de Boukharine dénonçant les erreurs opportunistes des communistes chinois. « Trahison » de Tan-Shen-Shi. – Mi-juillet. Les dirigeants du Kuomintang de gauche rompent avec les communistes. Coup d'État indolore de Wou-Han. – 15 juillet. Le P.C. chinois dénonce le caractère contre-révolutionnaire de la politique du gouvernement de Wou-Han et en décline toutes responsabilités... (Il est bien temps. Et que d'euphémismes !).

8. I. Staline. Réponse aux Étudiants de l'Université Sun-Yat-Sen, Moscou, 13 mai 1927 (*La révolution chinoise et les erreurs de l'opposition* brochure éditée par la Librairie de l'État). A la question : Pourquoi le gouvernement de Wou-Han combat-il Tchang-Tso-Lin au lieu de prendre l'offensive contre Tchang-Kai-Shek, Staline répond : « Vous en demandez trop au gouvernement de Wou-Han... Que Tchang-Kai-Shek se démène à Shanghaï avec les impérialistes... Il est plus raisonnable de se joindre d'abord à Fen-Yung-Siang, de s'affermir militairement, de développer la révolution agraire... ». Feng, hélas ! ne valait pas mieux que Shek, avec qui il négociait sans doute déjà. Et les gouvernements de Wou-Han ne faisaient que gagner du temps et chercher de bonnes raisons « stratégiques » pour ne pas combattre l'assassin du prolétariat de Shanghaï.

9. Radek, Trotsky, Zinoviev et les opposants du P.C. de l'U.R.S.S., parmi lesquels il faut mentionner un certain nombre de camarades, connaissant bien la Chine : Ioffé, Alsky, Daline, Vihensky-Sibiriakov. Leurs thèses n'ayant pas été publiées, le contenu approximatif ne nous en est connu que par les nombreuses réfutations dont elles ont fait l'objet.

10. « Pouvoir des masses ». J'ai indiqué dans mes articles précédents que ç'avait été, l'an dernier, un des mots d'ordre du P.C. chinois ; excellente traduction de « pouvoir des soviets ».

11. J'abrège un peu. Ce sont les termes propres dont use Doriot. *Humanité* du 14 juillet. Ces articles sont à relire et méditer.

12. Minute de thèses sur les Soviets 7-8 mai 1927. *Recueils Lénine*, t. IV, 1923.

13. *Correspondance Internationale* du 4 juin. Je corrige légèrement une traduction pénible.

14. Je rappellerai que le C.C. du P.C. chinois décidait, en juin 1926, de passer de l'affiliation au Kuomintang au Cartel avec ce dernier, et d'avoir sa politique de classe propre... Cette résolution fut, en son temps, blâmée dans l'éditorial du numéro 11 de la revue l'*Internationale Communiste*.

15. J'emprunte ces citations à un article de la *Pravda*, de Moscou, du 16 juillet, signé T. Mandalyan. L'auteur me paraît confondre

sous une même réprobation deux tendances différentes du P.C. chinois, l'une opportuniste, et l'autre qu'on pourrait qualifier de gauche. Il est possible qu'elles aient toutes les deux entravé, comme il l'affirme, pour des raisons d'ailleurs opposées, l'application des directives de l'I.C.

LA LUTTE DES CLASSES DANS LA RÉVOLUTION CHINOISE

IV

31 août 1927

Epilogue d'une expérience d'union sacrée

« La révolution chinoise, écrivais-je dans un article précédent sera celle des ouvriers et des paysans ou ne vaincra pas », car « il ne peut plus y avoir à notre époque dans les grands pays coloniaux économiquement développés (Chine, Inde, Egypte) de révolution bourgeoise au sens classique de ce mot ; la révolution bourgeoise doit y être dépassée ou demeurer inachevée ». Je ne m'attendais pas à voir les événements donner en si peu de temps, à des formules marxistes aussi générales, une confirmation aussi littérale. Le prolétariat chinois est, à cette heure, vaincu, et l'échec de la révolution (même bourgeoise) est un fait.

Dès le coup de force de Tchang-Kai-Shek (mi-avril), il apparaît que les succès militaires des sudistes sont finis. En tirant dans le dos des prolétaires de Shanghaï, la bourgeoisie chinoise s'est à peu près réduite à l'impuissance. Car la guerre est une suite de la politique ; la guerre nationale anti-impérialiste doit avoir pour point de départ une politique d'affranchissement des classes opprimées. On ne peut pas lui donner pour base, à l'intérieur, la réaction. Généraux et politiciens pourront, en vue de « prendre Pékin », tramer les intrigues les plus laborieuses. Shek a poignardé la révolution. Ses armées ne devaient leurs victoires qu'aux ouvriers et aux paysans. En conflit avec les travailleurs, elles ne pourront plus que garder peut-

être, à grand'peine, les positions conquises. Les sudistes ne peuvent pas marcher sur Pékin avec des troupes devenues réactionnaires aux yeux des populations pauvres, vouées à l'impopularité, et qui laisseraient derrière elles, un pays en fermentation, livré à la répression, aux soulèvements, aux actions clandestines.

Le gouvernement de Wou-Han (Hankéou) – deux ministres communistes – pourrait encore, il est vrai, sauver la situation, par l'appel aux masses, en réprimant la contre-révolution de Shanghaï. Possibilité purement théorique. Ce gouvernement est, en réalité, celui d'une petite bourgeoisie radicale, très influencée depuis toujours par la bourgeoisie, très désireuse d'un compromis avec les impérialistes étrangers, très hostile aux masses qu'elle n'a jamais cessé de brimer. Le coup de Shek lui paraît surtout prématuré ; une sorte de division du travail s'institue entre Wou-Han et Nankin. Ici on coupe les têtes des communistes ; là on se prépare à les couper. Prolétaires et paysans sont trop puissants, dans le Hou-Nan et les régions avoisinant Hankéou pour que l'on puisse rompre tout de suite avec eux. Tchang-Kai-Shek leur a vendu la mèche. Ne vont-ils pas se défendre, prendre l'offensive ? Les chefs du Kuomintang tremblent. Mais, les prolétaires n'ont pas de vrais chefs révolutionnaires, pas de cadres capables de les conduire à la guerre civile. Leur parti s'est fourvoyé. Jusqu'au dernier moment les dirigeants du parti communiste et des syndicats tergiversent. Les uns et les autres craignent par-dessus tout « les erreurs d'extrême-gauche », et de rompre avec la petite bourgeoisie, dont ils ne comprennent pas le rôle équivoque. Ils ont le fétichisme du Kuomintang qui n'est plus qu'un guet-apens.

Les radicaux de la « gauche » du Kuomintang, Ouan-tin-Ouéï, Sun-Fo, d'autres cèdent à la mi-août, à une multiple pression. Il y a les canons des flottes impérialistes ancrées dans le Yang-Tsé-Kiang ; la révolution paysanne qui monte dans les contrées voisines ; l'effervescence de la classe ouvrière et la nouvelle orientation exigée du parti communiste par la IIIe Internationale ; il y a enfin l'exemple impérieux de Nankin. Les « démocrates révo-

lutionnaires » de Wou-Han font peu à peu, en usant d'une technique que nous ferions bien de retenir, leur coup d'État. Ils déclenchent d'abord une campagne de presse contre le marxisme, non sans priver, naturellement, les communistes, leurs camarades de parti dans le Kuomintang, de tout droit de réponse... Grande « discussion » dans le K.M.T. (« discussion », cela veut dire que les dirigeants officiels parlent seuls...). Le caractère pernicieux du communisme est démontré à l'aide d'innombrables citations de Sun-Yat-Sen, de... Dostoievsky, de Bakounine et même de Lénine (contre le « gauchisme » !!!) Ecoutez un témoin[1] : Ouan-tin-Ouei et ses compères, « tout en maudissant les mauvais bergers prolétariens, proclament leur inébranlable fidélité aux masses ouvrières et paysannes... Les clameurs des radicaux couvrent le coup de force réactionnaire. Tandis que des meetings et des manifestations réclament à grands cris une campagne immédiate contre le traitre Tchang-Kai-Shek, les généraux font leur besogne en silence. Les troupes du général Ho-Tchei, fameuses pour avoir réprimé le mouvement paysan à Tchan-Cha, occupent sans bruit les locaux des organisations ouvrières. Les ouvriers, se gardant bien de répondre aux provocations, quittent non moins silencieusement la scène. Les locaux des syndicats se vident, les militants actifs passent à l'illégalité. Les leaders du Kuomintang hésitent jusqu'à la dernière minute ; ils redoutent la rupture (avec les communistes), mais ne sont plus que des pantins entre les mains des chefs militaires. La solution définitive (l'exclusion des communistes, formellement remise jusqu'à la conférence du Kuomintang) est déjà appliquée. Il a fait ces jours-ci une chaleur accablante ; l'atmosphère politique est plus accablante encore... ». On n'a pas de peine à le croire. La tactique d'union sacrée avec la bourgeoisie nationaliste aboutissait à cet étranglement. Et la réaction se démasque : les têtes des communistes d'autant plus faciles à traquer qu'ils étaient recensés, catalogués, numérotés, dans le parti politique de leurs ennemis, vont tomber par centaines. Mais ce qu'on a peine à se figurer, c'est le degré que doit atteindre, dans l'esprit

des masses, la confusion. Les pires réacteurs usent de la phraséologie la plus révolutionnaire ; Sun-Yat-Sen et Lénine hier nécessaires l'un à l'autre se révèlent aujourd'hui incompatibles ; hier ministres, les communistes sont aujourd'hui hors la loi ; ils proclament leur fidélité au Kuomintang et le Kuomintang les assassine... Affreuse bataille dans les ténèbres.

Le Parti communiste annonce enfin vers le 15 juillet, la démission de ses membres du gouvernement national et dénonce l'attitude contre-révolutionnaire des dirigeants du K.M.T. Quelques jours après les bourreaux font la lumière. Ho-Tchien fait exécuter une centaine de communistes et mitrailler une manifestation.

Epilogue de bien des fautes. Le manifeste du Comité Central du Kuomintang annonçant l'exclusion des communistes renferme ces lignes : « Après les événements de Hou-Nan, les communistes reconnurent eux-mêmes que l'action des paysans avait été erronée et prématurée ; ils consentirent même à ce qu'on la limitât. » Le fait est que, dans un document daté du 23 mai, le P.C. avait blâmé les « actions irréfléchies des paysans ». Mais une simple énumération de dates et de faits, révélant ce que fut toujours le gouvernement de Wou-Han (Hankéou) montrera combien la politique de soutien pratiquée à son égard par nos camarades chinois était profondément erronée :

13 mai. Le gouvernement de Wou-Han publie un édit sur la protection des temples bouddhiques (ces temples servant fréquemment de lieux de réunion aux organisations ouvrières. L'édit vise en réalité celles-ci). – 14 mai. Le gouvernement interdit toutes les confiscations et les réquisitions « arbitraires » des biens ; la justice ne doit être rendue que par les autorités régulières (cette mesure vise évidemment les paysans insurgés qui ne peuvent, certes, tenir compte des formes légales). – 17. Le gouvernement ordonne l'élargissement de deux industriels contre-révolutionnaires de Hanyan, arrêtés par le Comité local du Kuomintang et prescrit la restitution de leurs biens confisqués. – 19. Le C.C. du K.M.T. prescrit aux

ouvriers et aux patrons de collaborer dans l'intérêt de la nation et déclare que l'activité des syndicats doit être limitée. – 20. Le ministre communiste de l'Agriculture Tang-Pin-San, entre en fonctions. Même jour : Message du C.C. du K.M.T. aux membres du parti condamnant une fois de plus les attentats à la propriété. – 21. Coup de force réactionnaire de Tchan-Cha. (Une coterie militaire disposant de 1.500 baïonnettes à peine, prend le pouvoir dans la capitale de Hou-Nan, vaste province où triomphe la révolution paysanne. Les fortes organisations des masses laborieuses bureaucratisées et tenues en laisse par le Kuomintang n'offrent presque pas de résistance. Le Parti communiste « somme » le K.M.T. d'intervenir avec énergie. Le K.M.T. s'essaie à « aplanir le conflit » en « réorganisant » les organisations populaires de Chan-Cha). – 23. Le général Tan-Yen-Shi se déclare partisan de la collaboration avec les communistes. – 24. Le gouvernement déclare inviolables les propriétés des officiers des armées nationales (c'est transformer ces armées en refuges légaux de propriétaires fonciers). – 26. Le ministre communiste de l'Agriculture dénonce dans un manifeste les « maladies infantiles de gauche » (sic) du mouvement paysan qu'il invite à la modération. – 30. Le ministre communiste du Travail entre en fonctions[2]. – 1er juin. Le C.C. du Kuomintang restreint l'activité des services politiques de l'armée (mesure visant la propagande communiste).

Les gouvernants de Han-Kéou avaient, on le voit, en dépit de leurs perpétuelles hésitations une ligne de conduite qui consistait à freiner la révolution agraire et le mouvement ouvrier. Etait-il possible de les contraindre à adopter une attitude révolutionnaire ? Peut-être ; mais par la force. Et il aurait fallu tout d'abord n'en être point dupe.

Echec de la révolution nationale

La comédie est finie, le drame suit son cours. Répression sauvage dans les campagnes. Arrestations, exécutions, assassinats dans les villes. Les communistes hors la loi, les

syndicats dissous, des formations fascistes maîtresses de la rue. Le gouvernement d'un grand parti national qui affectait encore à la mi-juillet de représenter la révolution anti-impérialiste ne représente plus que la contre-révolution bourgeoise alliée naturelle des impérialistes... Les prolétaires et les paysans sont vaincus ; la révolution nationale (bourgeoise) aussi.

Il n'est plus question de réaliser l'unité de la Chine. Les armées des mercenaires ne peuvent rien, en effet, sans le concours des ruraux et les Piques-Rouges ne manqueraient pas de traiter les auteurs de massacres du Hou-Nan comme ils ont traité l'an dernier, dans le Ho-Nan la « IIème armée populaire » et Ou-Pei-Fou. Le travail forcé ne rendra pas dans les arsenaux ; le travail forcé sur les voies ferrées n'améliorera pas les communications. La disette sévit à Hankéou ; les campagnes incendiées ravitaillent mal. La petite-bourgeoisie des villes paraît triompher dans cette débâcle avec la démission de Tchang-Kai-Shek, dont la politique trop rectiligne, trop nette, trop tôt démasquée n'est pas défendable aux yeux des intellectuels radicaux et à plus forte raison des masses hésitantes[3]. Mais entrée dans les voies de la contre-révolution, ne pouvant plus compter sur les forces populaires, elle ne pourra trouver d'autre solution à ses difficultés que celle — classique — du bonapartisme[4] (pour s'inféoder du reste après quelques pénibles délais à la grande bourgeoisie). Nous voici, pour l'heure, revenus, sous une forme légèrement modifiée à la guerre des Toukiouns, c'est-à-dire des généraux gouvernant en autocrates les provinces courbées sous leurs sabres : Feng-Yu-Siang au nord du Yang-tsé, Li-Tchou-Jen successeurs de Shek à Shanghaï, Tan-Yen-Shi dans la région de Wou-Han, Ho-Tché à Hankéou, Li-Ti-Sin à Canton. J'en passe. La « haute politique » se ramène aux intrigues, ententes, mésententes de cette haute galonnaille. Retour à l'anarchie militaire.

Le dollar, la livre sterling et le yen nippon recouvrent du coup de beaux champs d'action. Si même les politiciens réconciliés de Wou-Han et Nankin réussissaient à conférer un semblant d'unité à ce ramassis de généraux,

comment s'imposeraient-ils désormais au respect des impérialistes étrangers ? L'Angleterre abandonnait, l'an dernier, sa concession de Hankéou aux masses populaires. Elle vient de traiter les autorités nationales de Shanghaï avec le plus brutal mépris (incident du 17-18 août ; un avion anglais tombé en territoire chinois ayant été retenu pendant quelques heures, le général Duncan occupe un nœud de voie ferrée, adresse un ultimatum aux Chinois et obtient satisfaction complète...).

Bilan : une armée insurgée s'achemine vers le Kouan-Toung. Des bombes éclatent à Canton. Les excès de la terreur blanche ont été tels à Shanghaï qu'ils ont discrédité Shek aux yeux mêmes de ses amis politiques. A la veille de démissionner (le 13 août), Tchang-Kaï-Shek déplorait dans son organe officiel le « Ho-Min », le grand nombre des exécutions sommaires commises par ses généraux qui, disait-il textuellement « ne semblent pas se rendre compte du sérieux des condamnations capitales » (!!)

« Tous les verdicts de mort, ordonnait-il, doivent être dorénavant soumis à l'état-major avant (!!) d'être exécutés. » Sur la situation à Hankéou où le correspondant de la « *Pravda* » demeuré sur place, A. Ivine donne les détails suivants : Toutes les organisations ouvrières sont dissoutes. On détruit dans les librairies et les bibliothèques les livres entachés de communisme. « La peur des troubles que la répression et l'intolérable crise économique et financière pourraient provoquer, oblige le gouvernement à recourir aux rigueurs de l'état de siège. La baisse catastrophique du papier monnaie, la disette, le désarmement par la force de certaines troupes cantonnées à proximité de la ville et, pour comble, l'épidémie de choléra, ont pour conséquence la fuite panique des habitants... Les stocks de riz se sont épuisés avant-hier. Des attroupements ont été dispersés par la force... Le compromis avec les généraux de Nankin doit avoir pour effet la levée du blocus de Hankéou. » (17 août, « Pravda » du 18).

Autres aspects de la situation. Le « North-China Courrier » écrit (13 ou 14 août) : « A Outchang, les commu-

nistes sont arrêtés et exécutés en masse. Nombreux sont les étudiants et même les commerçants arrêtés. On les décapite, on fusille, séance tenante. » Des commissions d'épuration du Kuomintang opèrent partout ; de nouveaux syndicats placés sous le contrôle de la police et de la « section ouvrière » du K.M.T. sont formés...

« Les groupements ouvriers et paysans du Hou-Nan sont complètement détruits. Ceux des chefs qui n'ont pu prendre la fuite ont été tués, enterrés vifs, brûlés dans l'huile bouillante ou mutilés. » (Joui-Fou-San, « China Weekly Review », août).

Constatons une fois de plus qu'une révolution manquée coûte plus cher aux travailleurs qu'une révolution victorieuse...

Cette Chine divisée et ensanglantée tombe à la merci de l'étranger. A-t-elle des perspectives d'affermissement ?

La question agraire n'est pas susceptible d'une solution par le coupe-tête. L'extrême morcellement de la propriété et l'extrême misère de la masse des ruraux rendent difficile une réforme agraire qui tenterait, comme celle de Stolypine dans la Russie de 1906-7 de constituer une classe de paysans riches, intéressée au maintien de l'ordre. Il faudrait, pour l'essayer, un État fort et centralisé que le Kuomintang, pris entre la haine des masses laborieuses et l'hostilité des impérialistes ne réussira pas à constituer de si tôt. J'ai montré précédemment (« *Clarté* » n° 9) pourquoi il n'y a pas de place en Chine, pour une solution réformiste de la question ouvrière.

Le soulèvement de Nanchang

Le soulèvement de Nanchang marquera-t-il un nouveau point de départ du mouvement révolutionnaire ? Ce n'est pas impossible. Il révèle en tout cas combien étaient fortes les positions des communistes, combien eussent été grandes les possibilités d'une action fondée sur la lutte de classe (on se souvient que Tchang-Kaï-Shek dut, avant le coup de Shanghaï, procéder à un regroupement de

troupes : il en avait de douteuses. On sait qu'il dut, son coup fait, désarmer des divisions entières). A Nanchang, dans le Kiangsi, à 300 km environ au sud de Wou-Han, deux armées, fortes au total de près de 20.000 hommes, la 23ᵉ commandée par Ho-Loun et la 24ᵉ commandée par Yé-Tin apprenant à la fin de juillet, le triomphe de la contre-révolution à Wou-Han, se soulevaient. Les communistes y accouraient de toutes parts. Des rivalités de généraux semblent avoir empêché le Kuomintang de prendre contre ces rebelles une prompte offensive. Aux dernières nouvelles, les troupes révolutionnaires, à la tête desquelles se trouverait un Comité dont feraient partie plusieurs communistes connus (mentionnons les ministres démissionnaires Tang-Pin-San et Shou-Tché-Ghin) se rapprocheraient après une habile retraite, des frontières du Kouang-Toung. Leur dessein semble être de menacer Canton. Réussiront-elles à s'en emparer pour en faire la capitale rouge ? Dans le Hou-Nan, le Tsian-Si, le Houpé, le Kouang-Toung, le mouvement paysan n'est ni vaincu, ni susceptible de l'être de façon définitive. Les cheminots de la voie de Kiou-Kiang (sur le Yang-Tsé) – Nanchang ont facilité le mouvement des insurgés. Les journaux russes annoncent l'entrée de ces derniers à Ting-Tchéou, dans le Fo-Kien. Ils auraient ainsi franchi environ la moitié du chemin entre Wou-Han et Canton.

Nous n'avons guère d'informations sur cette armée révolutionnaire qui, par une manœuvre heureuse secondée des paysans, vient d'échapper à une tentative d'encerclement. Son sort dépend, me semble-t-il en tous cas, de sa politique plus encore que de sa stratégie. Si elle s'annonce dans les campagnes effervescentes de la Chine du Sud, comme l'armée de la révolution ouvrière et paysanne, si, en d'autres termes, elle écrit sur ses drapeaux : « expropriation des propriétaires fonciers, des usuriers, des notables », si elle appelle les masses à l'action et les pauvres à la dictature, si elle aide à la constitution de soviets paysans, si elle place ses généraux sous le contrôle des Comités de soldats, si faisant une guerre sociale, elle renonce aux combinaisons de personnes et à la phraséologie tradi-

tionnelle du Kuomintang, il est a priori possible, fort possible, qu'elle puisse donner au mouvement révolutionnaire un nouveau point de départ. Si, par contre, elle hésite à s'engager dans cette voie, les prodiges de valeur de quelques milliers de révolutionnaires résolus à vendre chèrement leur peau, n'empêcheront pas le soulèvement de Nanchang de n'être qu'un épisode sans lendemain.

Les causes : Kuomintang et Parti communiste

Essayons, pour dégager les enseignements de cette défaite, de remonter à ses causes.

Le Kuomintang a conduit la révolution à cette impasse. Le Dr. Sun-Yat-Sen fondait vers 1900 le Kuomintang, parti radical révolutionnaire qui se recruta surtout parmi les intellectuels attachés à la bourgeoisie commerçante du littoral du Pacifique. Le Parti exerça un rôle dirigeant dans la révolution de 1911 qui renversa la dynastie mandchoue, établit la république, porta un moment Sun-Yat-Sen à la première magistrature de l'État, mais n'ayant pas appelé à l'activité de grandes masses populaires fut bientôt étranglée par un dictateur militaire. Celui-ci, Yuan-Ché-Kai se fit élire président de la république (1912), puis proclamer empereur (1915) et finit par se suicider en 1916 devant une nouvelle révolution montante. La Chine se démembra en grands fiefs militaires. L'ère des Toukiouns, c'est-à-dire des généraux gouverneurs, s'ouvrit par une série de guerres intestines. Sun-Yat-Sen et d'anciens exilés du Kuomintang fondaient cependant à Canton un gouvernement républicain (1916). Le Kuomintang se réorganisa en 1922, pour se rapprocher des masses laborieuses. Sun, révolutionnaire bourgeois, féru d'idées américaines (démocratie, industrie, commerce et collaboration de classes), qui avait réprimé sans ménagements dans sa république le mouvement ouvrier, éprouve d'autant plus la nécessité d'une nouvelle orientation sociale que son impopularité parmi les travailleurs lui avait fait perdre un moment le

pouvoir. Ses rencontres avec l'ambassadeur des Soviets, Ioffé, achèvent de le convertir à un « cours nouveau ». Le Kuomintang va désormais soutenir les paysans contre les féodaux et les propriétaires fonciers, tolérer le mouvement ouvrier, tenter même de l'encadrer, se rapprocher des communistes, s'orienter non plus vers les États-Unis, mais vers la République des Soviets. C'est le point de départ d'une ère nouvelle dans l'histoire de ce parti. Au fond, l'idéologie de Sun ne varie pourtant pas. Elle tient toujours dans ses trois principes du libéralisme bourgeois : nationalisme (indépendance nationale, démocratie (à l'américaine), socialisme (comme l'entendent de généreux radicaux-socialistes...) et conteste qu'il y ait place en Chine pour la lutte de classes. Idéologie convenant aussi bien à la grande bourgeoisie simplement libérale qu'à la petite bourgeoisie avancée. Chacun la nuance à son gré.

Le Parti Communiste Chinois est fondé vers 1920 par des intellectuels venus pour la plupart du radicalisme ou de l'anarchisme comme Tchen-Dou-Siou, en passant par le Kuomintang. Il acquiert quelques dizaines de militants dans les milieux ouvriers de Shanghaï, à Pékin, à Canton. Il tient son premier congrès à Shanghaï en 1921. Il adhère – non sans luttes intestines – l'année suivante au Kuomintang, afin de tenter de se rapprocher des masses petites-bourgeoises anti-impérialistes et de tenter la conquête du K.M.T. à l'intérieur. Le programme du P.C. chinois adopté à son IIIe congrès (1923) est d'ailleurs d'une extrême modération[5] : anti-impérialisme, démocratie, législation ouvrière, réforme agraire. Ce parti n'est encore, semble-t-il, dans l'ensemble qu'une gauche du K.M.T. Il compte un millier de membres en 1925, à son IVe congrès. Sa situation est alors extrêmement difficile. Il soutient le mouvement ouvrier mais il ne peut le soutenir à fond ; il influence le gouvernement mais lui est suspect ; il appartient au parti gouvernant mais il frise souvent l'illégalité. Mauvaises conditions de développement ! L'année 1925 est celle de l'essor du mouvement prolétarien signalé, notamment à Shanghaï par des grèves magnifiques. Ne serait-ce pas pour le P.C. le moment de recouvrer son in-

dépendance complète et, se dégageant de tout radicalisme officiel de se mettre à la tête de la lutte de classes ? Mais il craint la rupture avec la petite-bourgeoisie « révolutionnaire » sans s'apercevoir qu'il sacrifie au K.M.T. son influence sur les travailleurs. Car il faut choisir entre l'alliance politique avec la moyenne et la petite-bourgeoisie et l'action prolétarienne. Je pense que l'erreur capitale du P.C. chinois date de 1925.

Ses concessions au Kuomintang amoindrissent sa popularité sans le rendre moins suspect aux yeux de la bourgeoisie terrifiée par les grèves et l'exemple russe. Tandis que les syndicats atteignent de 1921 à 1925 un million et demi de membres, le P.C. n'en a, vers novembre 1925 que 13 à 15.000[6]. En mars 1926 le premier coup de force de Tchang-Kai-Shek, ignoré de notre presse, exclut les communistes du gouvernement de Canton. Shek assume en réalité la dictature. Le 15 mai suivant le Kuomintang achève de museler et paralyser les communistes, par une résolution dont voici l'essentiel : « la critique de la doctrine de Sun-Yat-Sen est incompatible avec la qualité de membre du parti » ; les partis affiliés au Kuomintang remettent à ce dernier une liste détaillée de leurs membres (quel traquenard) ; un tiers seulement des membres de l'Exécutif du K.M.T. peuvent appartenir à ces partis (majorité « écrasante » et minorité « écrasée » s'il en fut). Les membres de l'Exécutif du K.M.T. appartenant à d'autres partis ne peuvent présider les Bureaux du K.M.T. ; les membres du K.M.T. ne peuvent, sans autorisation préalable créer d'organisations politiques (défense aux communistes de former des cercles ouvriers !).

Par une manœuvre d'une habileté consommée, les dirigeants du K.M.T. faisaient en même temps recevoir leur parti par l'Internationale Communiste en qualité de parti sympathisant (le K.M.T. n'en ayant pas été exclu, appartient encore à l'I.C. à l'heure où j'écris). Soulignons cette curieuse façon d'utiliser contre le prolétariat les armes forgées par le prolétariat. Déjà le K.M.T. avait dans son organisation intérieure copié l'organisation du P.C. russe, parti de dictature ouvrière. C'était évidemment vouloir

constituer sur le même modèle un parti de dictature bourgeois (car il ne peut y avoir de parti et à plus forte raison de dictature de plusieurs classes à la fois). Tchang-Kai-Shek disait « Imitons l'exemple de la révolution russe qui n'a vaincu que sous la direction d'un seul parti... la révolution chinoise fait partie de la révolution mondiale qui ne connaît qu'une direction : la IIIe Internationale. La révolution chinoise doit, elle aussi, avoir une direction unique, le K.M.T. » Cette théorie de l'unité de direction, appuyée sur l'affiliation à l'I.C. était tout entière, de même que celle du K.M.T. « monolithe », dirigée contre le P.C. implicitement accusé de vouloir diviser la révolution et lui infliger le système pernicieux des deux partis. Tchang-Kai-Shek achevait ce mémorable discours prononcé le 25 mai 1926 au Comité Central du K.M.T. en affirmant la nécessité de mettre un frein à la lutte des classes et de ne pas aliéner, dans les questions spécifiquement chinoises, l'indépendance du K.M.T. vis-à-vis de l'I C. C'était un chef d'œuvre de fourberie politique.

Le P.C. réagit sainement. Il décidait un mois plus tard de passer de l'affiliation au K.M.T., au cartel avec le K.M.T. et d'avoir désormais sa politique de classe indépendante. L'I.C. désapprouva cette attitude, où l'on vit une menace de rupture avec la petite-bourgeoisie révolutionnaire formant la gauche du K.M.T. (Il n'y a pas de gauche dans le K.M.T., disaient certains communistes chinois, auxquels les événements ont malheureusement donné raison)[7].

Le P.C. dut renoncer, pour la même raison, à avoir son organe quotidien et se contenter d'un hebdomadaire (un parti communiste sans presse quotidienne en temps de révolution !) Son influence décroissait à l'armée. Les communistes avaient contribué à y former des services politiques d'éducation, de propagande et de contrôle, conçus sur le modèle de ceux qui font la force morale de l'Armée Rouge.

On retourna contre eux cet admirable instrument forgé par le prolétariat en armes. « Nous dûmes, écrit un militant chinois, faire des concessions » (dans l'armée),

et il cite les titres des feuilles volantes et tracts répandus au cours d'une campagne contre Ou-Pei-Fou à seize millions d'exemplaires. Voici quelques-uns de ces titres : *A bas Ou-Pei-Fou ! A bas l'impérialisme ! Convoquons la Constituante ! A bas les traités d'inégalité !*[8] Pas un titre d'allure communiste ! Pas un mot sur les droits des travailleurs. Nos camarades avaient constitué le puissant appareil des services politiques de l'armée ; la bourgeoisie y versait son contenu et retournait la machine contre nous. – « On ne faisait aucune propagande socialiste à l'armée, parmi les masses de soldats, parce que cette propagande se fut heurtée à la résistance du commandement et parce que l'on considérait la propagande et l'action anti-impérialiste comme les seules nécessaires à ce moment... L'immense majorité des officiers appartenaient aux classes possédantes, principalement à la bourgeoisie agraire »[9].

A la lumière des faits

C'est sous ces inquiétants auspices que débuta la campagne du nord des armées sudistes. Tchang-Kai-Shek l'entreprit pour refaire son prestige. Des communistes eussent préféré régler d'abord, par la lutte, les questions vitales de la politique intérieure du gouvernement de Canton. Les armées sudistes, secondées par les travailleurs des villes et des campagnes, allèrent de victoire en victoire, atteignant d'abord Hankéou, puis Shanghaï. Mais tandis que les communistes se montraient soucieux, par dessus tout, de ne point porter atteinte à l'union sacrée contre les impérialistes, la bourgeoisie chinoise leur refusait la légalité dans les provinces, réprimait les troubles agraires, interdisait les grèves, instituait l'arbitrage obligatoire entre le capital et le travail, tentait de désarmer les « piquets » ouvriers, continuait la formation de syndicats jaunes.

A Shanghaï, sous la dictature sanglante du nordiste Sun-Tchuan-Fang, inféodé lui-même à Tchang-Tso-Lin, les syndicats s'organisaient, conquéraient la légalité dans

une cité parcourue le soir par des équipes de bourreaux qui décapitaient les agitateurs aux coins des rues, s'armaient clandestinement sous les canons des flottes impérialistes... Les grèves s'étendaient. Du 20 au 26 février, 500.000 travailleurs étaient en grève. Sun-Tchuan-Fang faisait exécuter 31 grévistes. La flotte nordiste sympathisait avec le peuple. L'action ouvrière se poursuivait irrésistiblement, malgré la présence de 36 vaisseaux de guerre et de 13.000 hommes de troupes impérialistes (dont 7.000 Britanniques). Mais quand, vers le 20 mars, quelques jours avant leur insurrection victorieuse, les syndicats de Shanghaï rédigent leur cahier de revendications en 22 articles, le Kuomintang leur enjoint d'en supprimer les revendications économiques (lisez, celles de la classe ouvrière), la grève devant être strictement « politique », nationale ! – Le gouvernement provincial de Canton venait de restreindre, par un édit (du 25 février), les droits des ouvriers et des syndicats. Ainsi : les masses ouvrières et paysannes se lèvent, se battent, donnent des victoires et des provinces aux généraux sudistes ; le Kuomintang s'acharnant à restreindre la révolution à ses objectifs nationaux, défend la bourgeoisie et résiste pied à pied aux masses. Il s'agit pour lui d'utiliser à ses fins les forces populaires. Puis, on verra.

L'armée nationale subissait à la même époque une profonde transformation. Les généraux de grands chemins, soucieux de fuir l'impopularité, s'y ralliaient l'un après l'autre, bien accueillis, quel que fût leur passé d'aventuriers. Leurs troupes « ralliées » furent promptement, parmi les sudistes, beaucoup plus nombreuses que les troupes cantonaises. Et les ouvriers demeuraient désarmés. Ils ne possédaient dans la Chine entière, que quelques milliers de fusils. (Ils tinrent pourtant, en mars, l'arsenal de Shanghaï...).

Il fallut tout au moins accorder aux masses populaires quelques semblants de satisfaction. Si les communistes s'étaient mis à leur tête, c'eût été trop grave. Les déclarations radicales se suivirent en série. Tchang-Kai-Shek les prodigua en toute occurence. Une conférence du K.M.T.,

réunie à Hankéou, les 13-14-15 mars, rappela le leader exilé de la gauche, Ouan-tin-Ouéi, et accorda aux communistes deux portefeuilles ministériels sur huit (la droite en obtenant deux aussi, le centre quatre : jolie coalition !) Le K.M.T. interdisait à la même heure à ses membres toute manifestation de désaccord avec la politique officielle du parti. Il serait superflu de rappeler ici les événements ultérieurs. Les deux ministres communistes n'entrèrent officiellement en fonctions que deux mois plus tard, à la fin de mai. J'ignore s'ils participèrent au pouvoir de mars en mai. Mais dans la période difficile qui comprend la préparation du coup d'État de Shanghaï, et ses suites immédiates, l'autorité du parti communiste couvrit le Kuomintang.

Cette dangereuse situation, si contraire à l'enseignement de Lénine et à l'expérience des révolutions russes, avait besoin d'une justification théorique. Elle nécessite la théorie, maintes fois exposée, du « bloc des quatre forces sociales » – « bourgeoisie industrielle, prolétariat, paysans et petite-bourgeoisie urbaine »[10] – représenté par le Kuomintang. On ajoutait : « la tendance de gauche du Kuomintang, parti communiste compris, compte 220.000 partisans, le centre et la droite se partagent les 30.000 restants. »[11] L'histoire connaît-elle un seul exemple de gouvernement réalisant « le bloc » des classes ennemies ? L'État est, par définition, pour tout marxiste, l'instrument d'une domination de classe (de la domination de certaines classes sur certaines autres). L'État bourgeois assure la domination des classes possédantes. Tous les États bourgeois prétendent, néanmoins – et l'on comprend à quel point ils y sont intéressés – représenter les idées de toutes les classes, être *au-dessus des classes*. A nous de n'être point dupes de ce vieux verbiage.

Quel État représentait, en réalité, le K.M.T. ? Tous les partis bourgeois, tous les pays, se flattent d'embrasser toutes les couches de la population ; et les partis réactionnaires contiennent souvent bon nombre de travailleurs. Nul n'ignore que la nature d'un parti dépend essentiellement de la composition sociale de ses milieux dirigeants.

Ceux du K.M.T. étaient formés de politiques bourgeois et petits-bourgeois ; on vient de voir dans quelles conditions y entrait une faible minorité de communistes, représentant les ouvriers et les paysans pauvres, bref, l'immense majorité des populations. Le Kuomintang maintenait partout les anciennes administrations, se bornant à imposer à de nombreux fonctionnaires une affiliation obligatoire. Ce parti, au sein duquel les organisations de base n'avaient guère voix au chapitre, était, en réalité, un appareil bureaucratique gouvernemental, dirigé par les droitiers. Il eût fallu, pour le conquérir par la base, en briser l'armature.

Cet article est paru dans Clarté,
n° 13 du 15 septembre 1927.

NOTES

1. D. Zasslavski, correspondant des *« Izvestia »* à Hankéou. Dépêche du 22 août.

2. Le même jour, 30 mai, la VIIIe session du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste siégeant à Moscou adoptait une résolution sur la question chinoise, dans laquelle il était notamment dit : « VI. Le C.E. de l'I.C. juge erroné le point de vue de ceux qui sous-estiment le gouvernement de Hankéou et nient sa réalité, son grand rôle révolutionnaire. Le gouvernement de Hankéou et les chefs du Kuomintang de gauche représentent, par leur composition de classe, non seulement des paysans, des ouvriers et des artisans, mais aussi une partie de la bourgeoisie moyenne ; c'est pourquoi ce gouvernement qui est celui de la gauche du Kuomintang n'est pas encore la dictature du prolétariat et des paysans, mais il est sur la route de cette dictature... » « (Il) mène effectivement une lutte révolutionnaire contre les impérialistes, les féodaux et aussi, maintenant, contre une importante partie de la bourgeoisie de son propre pays. » (*Cahiers du Bolchévisme*, numéro 75 du 25 juin 1927, p. 749).

3. « Tchang-Kai-Shek, écrivai-je dans le numéro 9 de *Clarté*, durera quelques semaines ou quelques mois ; le courant l'emportera. » L'homme du coup d'État de Shanghaï ne reviendra évidemment sur la scène que si la réaction réussit à s'affermir.

4. « Le bonapartisme est une forme de gouvernement qui naît des intentions contre-révolutionnaires de la bourgeoisie parmi les transformations et la révolution démocratiques », écrivait Lénine le 19 août 1917.

5. Cadre-t-il seulement avec les 21 conditions d'adhésion à l'I.C. arrêtées par le IIe Congrès de l'I.C. ?

6. Les effectifs du P.C. chinois atteignaient en mai dernier, lors de son Ve Congrès tenu à Hankéou, 58.000 membres. Mais il est

permis de se demander si une croissance aussi brusque, à une époque où, de l'aveu de Boukharine, la politique du parti était fortement entachée d'opportunisme, pouvait être considérée comme saine.

7. Résumons les diverses positions prises à cet égard par les communistes. La résolution du VIII[e] Exécutif de l'I.C. (Moscou, juin 1927), prescrit au P.C. de rester dans le K.M.T. pour le conquérir par la base, tout en poursuivant une action énergiquement révolutionnaire. L'opposition du P.C. de l'U.R.S.S. avait formulé quelque temps auparavant les conditions minimum de liberté d'action auxquelles l'affiliation au K.M.T. lui paraissait admissible pour le P.C. chinois. Elle réclama peu après la sortie du P.C. chinois du K.M.T. Boukharine, par contre, écrivait le 10 juillet dans la *Pravda* : « Même si le Comité Central du Kuomintang prononce l'exclusion des communistes (ce qui est presque certain), les communistes devront défendre leurs positions au sein du K.M.T. comme ils le font dans le Labour Party et les Trade-Unions anglaises. » Comment ne pas observer ici que le Labour-Party est un parti *ouvrier*, tandis que le K.M.T. est un parti *bourgeois* ; et que l'on ne coupe pas les têtes dans le parti de Ramsay Macdonald, ce qui est tout de même une chose... capitale.

8. *L'Orient Révolutionnaire*, n° 2, Moscou, 1927. L'article est signé de Li-Dzi-Kou.

9. A. Ivine, *Pravda*, 10 juillet 1927.

10. Martynov, *Pravda* du 10 avril.

11. Pierre Semard, *Humanité* du 12 avril 1927. Notre camarade écrivait aussi commentant les premières informations de la presse bourgeoise sur la répression du communisme par Tchang-Kai-Shek : « Même s'il y a une part de vérité dans ces informations, cela ne saurait mettre en péril le mouvement révolutionnaire... ».

LA LUTTE DES CLASSES DANS LA RÉVOLUTION CHINOISE

V

septembre - octobre 1927

« Certes, la révolution nous instruira, instruira les masses populaires. Mais la question se pose ainsi à un parti politique agissant : Saurons-nous instruire tant soit peu la révolution ? »

N. Lénine, préface à *Deux Dictatures*, juillet 1905.

Une armée révolutionnaire à Souatéou

Les troupes « rouges » des généraux Ho-Loun et Yé-Tin (ce dernier est communiste), dont nous avons signalé le soulèvement à Nanchang (1-2 août) et la marche victorieuse, grâce à l'appui des paysans, vers Canton avaient atteint le 26 septembre dernier et pris le port de Souatéou (Swatow), à 200 km à vol d'oiseau de la capitale de Kouantoung. Elles avaient franchi en deux mois près de 600 kilomètres à travers un pays montagneux, dépourvu de chemin de fer, où les routes sont mauvaises. Elles avaient défait toutes les forces envoyées à leur rencontre. Partout à leur passage les paysans les secondaient. Le correspondant de la *« Pravda »* à Shanghaï, Ivine, télégraphiait (27 septembre) les détails suivants sur la prise de Souatéou : Ce fut une répétition de celle de Shanghaï par

les sudistes. Une voie ferrée de 60 km relie Souatéou, port de 83.000 habitants, à Tchao-Tchéou dans l'intérieur. A l'approche des troupes révolutionnaires des bandes paysannes surgirent partout dans la contrée. Le 23 septembre, les troupes de Ho-Loun et Yé-Tin entraient à Tchao-Tchéou. Depuis le 21, Souatéou était aux mains des ouvriers et des paysans. Les autorités locales y formaient un corps de 600 coolies et les syndicats un détachement de 200 ouvriers pour faciliter l'avance de l'armée révolutionnaire qui entrait le 23 au soir dans une ville en fête, où l'accueillaient les partisans arborant les brassards rouges...

La prise de Souatéou n'aura été en elle-même qu'un épisode, dans une campagne fertile en péripéties. Les révolutionnaires ne se sont maintenus dans cette ville qu'une dizaine de jours. Les forces supérieures de la contre-révolution, plus ou moins soutenues par les Japonais qui avaient débarqué afin de « protéger leurs nationaux » ont obligé les troupes de Yé-Tin et Ho-Loun à évacuer Souatéou le 2 août. La bourgeoisie, c'est-à-dire sans doute le commerce local, les boycottait. Ce revers souligne à nos yeux la difficulté et la nécessité de donner, en ce moment, un territoire à la révolution, et pourtant ce territoire est indispensable pour approfondir et légaliser la révolution sociale sur le terrain conquis par les armes. Trop de dépêches nous ont, d'autre part, annoncé qu'un « ordre parfait » régnait dans la ville occupée par les « rouges ». N'était-ce pas dire qu'on y respectait la propriété et la bourgeoisie ? La guerre des classes ne se fait pas, surtout dans les pays arriérés, avec des manchettes de dentelles et un « ordre parfait » dans les cités prises. La preuve en est qu'on nous annonce déjà, dans la cité reprise par les troupes de l'ordre réactionnaire, des fusillades en masse. Ce n'est pas l'ordre parfait, assurément, mais c'est mieux du point de vue d'une classe sociale qui sait exploiter le succès de ses armes. Les petites armées révolutionnaires du Sud retomberaient-elles dans les errements qui ont amené la révolution chinoise à la crise actuelle ?

Si les petites armées révolutionnaires du Sud entrent

résolument dans cette voie, si elles crient aux paysans pauvres de prendre la terre, si elles aident les travailleurs à constituer leurs organes du pouvoir (soviets), à assumer la dictature et à donner, en satisfaisant les revendications des ouvriers et des paysans pauvres, un contenu social, net et profond à la lutte ; si enfin ces armées – dont la structure basée sur le mercenariat est encore analogue à celle de toutes les armées chinoises – se réorganisent pour devenir vraiment celles du peuple insurgé, il ne semble pas possible que la réaction aux prises avec un vaste pays en fermentation et affaiblie par l'anarchie militaire puisse les réduire. Mais si l'on recommence à Souatéou la funeste politique du Kuomintang « de gauche », si l'on ménage les possédants, si l'on craint les « excès » de la révolution paysanne, si l'on freine l'action des masses, si l'on ne transforme pas l'armée, la désagrégation des forces « rouges » ne sera qu'une question de temps. Le sort des communistes chinois des 23e et 24e armées est, dans une large mesure, entre leurs propres mains.

Quelles perspectives nous ouvriraient leurs succès ? La défaite infligée par la bourgeoisie au prolétariat chinois – et aux paysans pauvres – est sévère mais non définitive. L'échec de la révolution nationale, l'impossibilité d'apporter aux questions agraire et ouvrière des solutions réformistes, les calamités de l'anarchie militaire, les profondes divergences d'intérêts de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie proprement dite et de « l'ancien régime » semi-féodal représenté par les nordistes ne permettent pas d'envisager dans un avenir rapproché une « stabilisation » sociale comparable, par exemple à celle que la Russie connut au lendemain de la révolution vaincue de 1905. La contre-révolution chinoise n'a obtenu qu'une trêve, mais il est vrai de quelque durée. Les têtes coupées ne repoussent pas. Les cadres du mouvement ouvrier et paysan ont été décimés. Rien qu'à Tchan-Cha (Hou-Nan), d'après Lozovski, on a massacré plus de 1.000 révolutionnaires. A Shanghaï, Canton, Hankéou, le prolétariat est décapité. L'essor des masses est brisé. Il leur faudrait du temps pour se ressaisir, surmonter d'inévi-

tables crises de découragement, panser les blessures, former de nouveaux cadres, reconstituer dans l'illégalité les organisations détruites et en premier lieu le parti communiste. Des mois, des années ? Bien hardi qui s'essaierait à formuler de ces précisions. Pas de longues années en tous cas, nous venons de voir pourquoi. Dans ces conditions, la tâche des révolutionnaires du Sud peut se définir ainsi : conquérir un territoire à la révolution, gagner du temps, reconstituer les organisations prolétariennes, réorganiser l'armée.

J'ai trop peu parlé de l'armée dans mes articles précédents faute de place et de documentation. On a profondément méconnu, dans la révolution chinoise, cette loi historique à laquelle nous ne connaissons pas d'exceptions : *sans désagrégation de l'armée des classes dirigeantes pas de révolution victorieuse*. Le secrétaire général de l'I.S.R., Lozovski, récemment revenu de Chine, va nous dire ce qu'était l'armée sudiste exclusivement formée de mercenaires[1]. « L'armée est en Chine une entreprise fondée sur un calcul commercial ; son objet est de procurer des bénéfices aux généraux. Les grands chefs militaires n'oublient jamais, en prélevant les impôts, de se faire leur part. Le dictateur de Canton, Li-Ti-Sin a deux millions de dollars en banque et est actionnaire d'une foule d'entreprises commerciales et financières... Les officiers imitent leurs chefs et font, aux dépens de la population, des économies. Le corps des officiers se rattache, dans son ensemble, à la propriété foncière et au négoce... Il est malaisé de distinguer en Chine où finit le bandit, où commence le général... » — « L'armée chinoise c'est la contre-révolution organisée. » — « Il faut bien se mettre en tête que la révolution n'a pas réussi, en plusieurs années, à organiser l'armée sur des bases nouvelles, à y faire entrer assez d'ouvriers et de paysans révolutionnaires. » (La défiance des travailleurs chinois à l'égard de cette armée était, on en conviendra, assez légitime...). — « Les services politiques servaient plutôt les officiers que les soldats. » Et Lozovski de conclure après avoir décrit les généraux pillards — des sudistes — se disputant des pro-

vinces et perpétrant le coup de force réactionnaire de Tchan-Cha (21 mars dernier) dont les fils remontaient, dit-il, au Bureau politique du Kuomintang de gauche : « Ce système militaire s'est révélé assez souple et résistant pour tirer parti, à son profit, de la révolution. On ne peut déduire de ce fait qu'une chose : ou la révolution anéantira ce système militaire médiéval, ou ce système anéantira la révolution. »[2] Et c'est sur ces armées-là souvent qualifiées « armées rouges » que le prolétariat international a fondé de si grandes espérances ![3]. L'erreur était évidemment de considérer la bourgeoisie radicale comme la classe dirigeante de la révolution anti-impérialiste : dès lors son armée, quelle qu'elle fût, devenait sacrée. Il y avait bien, à Canton, une école militaire révolutionnaire – l'école de Wampou – mais elle ne forma en 22 mois que 1.700 jeunes officiers. L'armée cantonaise, la plus disciplinée, la meilleure n'excédait pas 70.000 hommes ; à la fin de la campagne du nord, lorsque les sudistes arrivèrent à Yang-tsé, plusieurs centaines de milliers de mercenaires, à la solde des généraux-bandits, s'étaient agglomérés à eux, les submergeant.

On ne peut pas battre les classes réactionnaires avec leurs propres armées. L'analyse marxiste du caractère social des armées nationales n'était point malaisée. Etendre grâce à ces armées foncièrement contre-révolutionnaires le territoire du Kuomintang, c'était sacrifier la vraie révolution, celle des masses, incompatible avec celle des généraux. Il fallait, pour ne pas s'en rendre compte, toutes les illusions funestes de l'union sacrée « contre les impérialistes étrangers. »

Si les révolutionnaires veulent tenir, réserver l'avenir – et ne point retomber dans les erreurs lamentables d'hier – leur premier souci doit être de réorganiser, en s'inspirant de l'exemple des Russes, leur armée, de façon à en faire vraiment, selon un mot heureux de Trotsky, « le bouclier et l'épée des opprimés ».

La manière de Lénine et... l'autre

Le moment semble venu de dresser le bilan des errements d'hier. Ils procèdent d'un ensemble d'idées qui ne peut malheureusement pas être discuté à fond dans ces colonnes, mais dont il faut marquer les points essentiels.

On a pensé que, dans un grand pays colonial, le nationalisme devait l'emporter sur la lutte de classes ; en d'autres termes que l'antagonisme des intérêts était plus grand entre la bourgeoisie indigène et les impérialistes qu'entre cette bourgeoisie et les classes pauvres. C'était perdre de vue le rôle primordial, essentiel de la lutte de classes dans l'histoire. C'était méconnaître à la fois le caractère social de la révolution nationale en Chine et, dans les comparaisons théoriques fréquentes, le caractère anti-impérialiste de la révolution prolétarienne en Russie.

L'idée très juste, affirmée à plusieurs reprises par Lénine, que le prolétariat en lutte ne doit pas négliger les alliances possibles et, dans les pays coloniaux, l'alliance de la petite-bourgeoisie nationaliste-révolutionnaire a dégénéré en une théorie simpliste de l'union sacrée contre les impérialistes étrangers, impliquant en fait, de la part du prolétariat, une sorte d'abdication politique. Les communistes ont craint de rompre, en temps de guerre, devant « l'ennemi commun », l'unité de front. La bourgeoisie dont l'expérience politique est autrement grande que la nôtre, n'a jamais hésité en temps de guerre ni à réprimer le mouvement prolétarien ni à accomplir les coups de force qu'elle croyait conformes à ses intérêts. « La bourgeoisie, écrivit Lénine en août 1917, n'a jamais craint de prendre le pouvoir par la guerre civile sous la menace même de l'ennemi extérieur. Le prolétariat révolutionnaire ne tiendra pas plus de compte de cet argument (la menace extérieure) des menteurs et des larbins de la bourgeoisie. »

On a considéré le Kuomintang comme réalisant un « bloc de quatre classes » – bourgeoisie, petite-bourgeoisie, paysannerie, prolétariat – c'est-à-dire un gouvernement situé au-dessus des classes sociales. C'était retourner

du marxisme au libéralisme. C'était oublier cette vérité marxiste élémentaire que le pouvoir politique repose, en définitive sur le pouvoir économique et que, dans une société divisée en classes, le gouvernement ne peut jamais représenter que les classes possédantes.

On a cherché à substituer à l'initiative des masses, qui ne peut manquer d'être accompagnée d'excès divers, l'action d'un appareil politique qui, dans les circonstances données ne pouvait manquer d'être bureaucratique.

On s'est inspiré d'une conception schématique des phases successives du mouvement (phase nationale d'abord, puis phase démocratique révolutionnaire, puis phase soviétique). C'était prétendre assigner des voies à la réalité au lieu de s'en rendre compte. Certes, les événements ne s'enchaînent jamais que par phases successives, eût dit M. de la Palisse. L'erreur était d'admettre qu'une phase « bourgeoise nationale » préparerait (au lieu de l'en empêcher), la phase paysanne et prolétarienne du mouvement. Il n'est pas, d'ailleurs, si simple de discerner dans les mêlées sociales les phases que l'historien ou le théoricien y découvrent plus tard à loisir.

Ces conceptions ne sont pas neuves dans l'ensemble. Lénine les réfuta inlassablement, en 1905 et en 1917, au cours des deux révolutions russes. On demeure saisi d'admiration en relisant, dans les circonstances présentes, certaines pages de son œuvre. Il écrivait tout au début de la révolution de 1905 :

« L'argument immédiat des ouvriers et de tous les citoyens, la préparation et l'organisation de forces révolutionnaires destinées à détruire les institutions gouvernementales, voilà le terrain pratique sur lequel doivent se réunir, pour une action commune, tous les révolutionnaires. Le prolétariat doit toujours suivre ses propres chemins... sans oublier son but suprême, qui est d'affranchir l'humanité de toute exploitation... mais nous ne devons pas oublier non plus l'importance d'une action générale au moment même de la révolution... Nous pouvons et devons demeurer indépendants des révolutionnaires bourgeois, — sauvegarder l'indépendance du prolétariat,

— mais nous devons marcher à leurs côtés pendant l'insurrection, à l'assaut du tsarisme, à l'assaut des bastilles, dans les résistances aux troupes... » (18 janvier 1905).

Et sur la nécessité de l'intransigeance, sur le danger de taire les désaccords entre le prolétariat et la bourgeoisir radicale :

« Les forces s'accumulent dans des organisations cohérentes, unies, fondées sur des principes déterminés, et non par l'agglomération de disparates. Pour réaliser en fait et non en paroles « l'unité dans le combat », il faut que nous sachions nettement, clairement et par expérience sur quoi et dans quelle mesure précise nous pouvons être unis... L'histoire n'offre que trop d'exemples des funestes conséquences de tentatives hâtives et prématurées d'une « unité dans le combat » rassemblant, dans les comités du peuple révolutionnaire, pour des frottements et d'amères désillusions réciproques, les éléments les plus disparates. Nous voyons dans l'indépendance du parti du prolétariat révolutionnaire, irréductiblement marxiste, le seul garant de la victoire du socialisme, et le chemin de la victoire le plus exempt de déviation. Aussi ne renoncerons-nous jamais, même dans les moments les plus graves de la révolution, à la complète indépendance du parti, à la complète indépendance de notre idéologie. S'il vous semble que cela exclut l'unité dans le combat, vous vous trompez. » (8 février 1905). La condition de cette unité — de ce front unique, dit-on aujourd'hui — Lénine la voyait dans l'action des masses.

Les menchéviks démontraient qu'il fallait « utiliser tous les éléments sans craindre qu'ils nous ravissent une part de la direction des événements. » (« Utiliser » le Kuomintang, les généraux, etc.). « Si, rétorquait Lénine, nos revendications sont acceptées par ceux que nous utilisons, ils ne nous ravissent aucune part de la direction, ils se soumettent au contraire à la nôtre. Si, par contre, ils nous ravissent réellement une part de la direction (et pas seulement de la direction technique, car c'est pur galimatias que séparer les aspects technique et politique de la révolution), c'est que nous ne les utilisons pas mais qu'ils nous

utilisent. » – « Un révolutionnaire, prêtre, général ou fonctionnaire d'hier, peut être un démocrate bourgeois, bourré de préjugés : les ouvriers qui le suivent sont utilisés par la bourgeoisie. »

Les menchéviks allaient disant : Surtout, n'effrayons pas la bourgeoisie ! Lénine résumait en ces termes la conception de leur théoricien le plus obstiné, Martinov[4] : « Si, pendant la révolution démocratique, le prolétariat agite aux yeux de la bourgeoisie le spectre de la révolution socialiste, il n'en résultera qu'une réaction affaiblissant les conquêtes démocratiques ». Les menchéviks, craignant de dépasser les buts de la révolution bourgeoise, repoussaient la participation du futur pouvoir révolutionnaire. Lénine soutenait que le prolétariat, appuyé des paysans pauvres et des couches inférieures de la petite-bourgeoisie des villes, pouvait seul, par la dictature démocratique bourgeoise des ouvriers et des paysans – bien différente de la dictature socialiste du prolétariat, – achever la révolution bourgeoise. « Toute situation révolutionnaire, écrivait-il le 27 mai 1905, assigne pour tâches au parti du prolétariat l'accomplissement conscient de l'insurrection, l'organisation de la révolution, la centralisation de toutes les forces révolutionnaires, une offensive militaire audacieuse, l'utilisation la plus énergique du pouvoir révolutionnaire. » « Le prolétariat jouera-t-il le rôle d'un auxiliaire de la bourgeoisie politiquement impuissant, quoique puissant par sa pression sur l'autocratie, ou sera-t-il le guide de la révolution populaire ? Voilà de quoi dépend l'issue de la révolution. Les représentants conscients de la bourgeoisie s'en rendent bien compte »[5]. En Chine aussi, ils s'en rendaient compte...

Action des masses, hégémonie du prolétariat, telles étaient les directives de Lénine pour une révolution bourgeoise, c'est-à-dire destinée à aboutir à une démocratie bourgeoise. Pas d'union sacrée là-dedans, ni d'impuissante collaboration ministérielle, ni de « bloc de quatre classes ».

Faute d'un parti communiste expérimenté, trempé, familiarisé avec l'histoire des révolutions d'Occident,

le prolétariat chinois est demeuré, en dépit de ses grandes qualités révolutionnaires, au-dessous de ses possibilités réelles. La bourgeoisie chinoise, par contre, a fait preuve, dans la lutte des classes, d'une habileté consommée. Elle a su s'inspirer de nos propres méthodes, imiter dans la structure du Kuomintang celle du P.C. russe, créer dans ses armées des services politiques copiés sur ceux de l'armée rouge, manœuvrer les masses, retourner ainsi contre nous nos propres armes et ne reculer devant rien lorsque ses intérêts se sont trouvés menacés.

Former le Parti Communiste Chinois

Il n'est, à présent, qu'une façon de préparer l'avenir : former le parti communiste chinois.

La culture millénaire de la Chine, d'une grande richesse intellectuelle, a façonné, dans un sens à peu près unique, les cerveaux de générations innombrables. Cette culture est celle d'une société fondée, en des conditions de stabilité historique très particulières, sur l'exploitation féodale, bourgeoise et bureaucratique du paysan, de l'artisan, de l'ouvrier. L'idéologie, l'éthique, la logique et la langue mêmes du Chinois sont les fruits d'un effort poursuivi pendant quatre mille ans par des classes possédantes sans cesse obligées de se défendre contre les exploités, en des luttes toujours recommencées entre ces trois termes : féodalité, absolutisme bureaucratique, révolution paysanne. A la longue, toute l'activité intellectuelle de la culture chinoise s'est adaptée à la défense des intérêts des classes privilégiées. Il ne pouvait en être autrement dans une Société divisée en classes, mais sans prolétariat important, le prolétariat seul étant en mesure, de par sa concentration, ses conditions d'existence assez uniformes, son homogénéité, la nécessité qui lui est imposée de soutenir des luttes organisées, de s'élever à des formes de conscience différentes de celles de ses maîtres et d'introduire ainsi de nouveaux éléments dans la conscience sociale. Ni les paysans ni les artisans ne sont créateurs de valeurs intel-

lectuelles révolutionnaires[6]. La Chine n'ayant pas connu, jusqu'à notre époque, le développement capitaliste (industriel), sa culture séculaire est, à coup sûr, l'une des plus éloignées de celles dont le marxisme est, dans l'ordre intellectuel, le fruit le plus mûr. Il faut tenir compte de ce fait pour apprécier les difficultés auxquelles se heurte en Chine la pénétration du marxisme. Les premiers idéologues du mouvement ouvrier ont été, là comme ailleurs, des intellectuels, mais beaucoup plus férus qu'ailleurs d'idéalisme. La condition du prolétariat est encore trop misérable pour qu'il puisse former lui-même des théoriciens, qui seraient vraiment ses intellectuels. (Le prolétariat chinois produit déjà à profusion des meneurs, des organisateurs, des militants, c'est beaucoup, ce n'est pas assez : il faut des chefs, c'est-à-dire des hommes possédant au plus haut degré la conscience de classe : le chef, c'est le meneur, le militant, l'organisateur armé d'une théorie juste). Le parti communiste chinois a été fondé par des intellectuels originaires des classes aisées ou riches[7], infiniment plus captifs de leur culture ancestrale qu'ils ne le croyaient sans doute eux-mêmes. L'anarchisme, le Sun-Yat-Sénisme, la doctrine idéaliste de Daï-Tchi-Tao, négatrice de la lutte des classes, les formes variées du nationalisme, sont des gangues spirituelles dont les révolutionnaires chinois ont à se dégager péniblement pour s'assimiler le matérialisme dialectique. Une claire conscience communiste est la condition d'existence du parti. Le communisme chinois doit naître d'une libération intellectuelle : rupture décidée avec le passé. A ce point de vue, les compromis idéologiques avec la doctrine de Sun-Yat-Sen lui ont certainement fait le plus grand tort[8].

On n'a pas oublié qu'en juillet dernier Boukharine, indigné des compromissions opportunistes des dirigeants du P.C. chinois, préconisait dans la « *Pravda* » la réunion d'une conférence extraordinaire du parti qui, pour liquider l'opportunisme, n'eût pas reculé devant des exclusions. Cette idée semble avoir été abandonnée, et c'est fort heureux. Au dernier Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S., Kroupskaïa demandait avec raison – mais en

vain – que l'on supprimât dans les thèses concernant la révolution chinoise, le passage du paragraphe 25 qui souligne les responsabilités du P.C. chinois. « Ce n'est pas, disait-elle, au moment où ce parti est traqué par la contre-révolution, qu'il convient d'évoquer ses responsabilités d'hier. » La question des responsables serait, d'ailleurs, à poser de façon beaucoup plus large.

L'épuration idéologique du P.C. chinois doit, en réalité, résulter davantage du redressement de l'action que de la critique théorique. Nous ignorons tout de l'activité actuelle de nos camarades de là-bas. Mais il nous semble que leurs mots d'ordre devraient être : défense intransigeante des intérêts de la classe ouvrière, expropriation des propriétaires fonciers et guerre des partisans dans les campagnes ; propagande des solutions socialistes à apporter à l'extrême morcellement des cultures, cause de misère ; propagande et, dans la région de Souatéou, formation des soviets ; union avec l'U.R.S.S. (cette union rendrait la Chine révolutionnaire réellement invincible) ; formation de véritables armées rouges ; vis-à-vis des couches inférieures de la petite-bourgeoisie, qu'il s'agit d'entraîner, analyse et critique serrée du Sun-Yat-Sénisme auquel opposer notre principe : *le prolétariat* (appuyé de ses alliés naturels) *seul libérateur de la nation*[9].

Inde et Chine
où en sommes-nous ?

Quelles seront les conséquences internationales de la défaite du prolétariat chinois ? La nervosité du gouvernement britannique à l'égard de l'U.R.S.S. a quelque peu diminué, ce qui montre seulement combien les conservateurs anglais sont sujets à la panique. Si la bourgeoisie chinoise réussissait à obtenir une certaine stabilisation sociale, l'encerclement de l'U.R.S.S. serait du coup achevé en Asie ; il faudrait s'attendre à voir Tchang-So-Lin, le Japon, l'Angleterre poser la question de la Mongolie, devenue, depuis la soviétisation définitive de la Sibérie, une

république populaire amie et alliée de l'U.R.S.S. La presse officieuse, anglaise et française, a déjà fait des allusions à ce problème. D'obscures tractations ont lieu entre le Turkestan chinois, limitrophe du Turkestan soviétique et Tchang-So-Lin. La « défaite du bolchevisme en Asie » ne manquerait pas de provoquer, au sein du prolétariat international, une vague de découragement comparable à celle qui suivit, en 1923, l'échec de la révolution allemande. (C'est alors que s'accentuèrent les dissensions intestines du P.C. russe). Mais nous sommes loin du compte ! Aucune stabilisation réelle, nous l'avons vu, n'apparaît possible dans la Chine actuelle. Des tendances dans le sens que nous venons d'indiquer se manifesteront cependant au cours de la présente accalmie, et il faudra les neutraliser par l'observation attentive des événements, par la bonne information, par l'appui du mouvement ouvrier, international aux révolutionnaires qui continuent là-bas, une action héroïque, nécessaire, sujette à des revers partiels mais invincible à la longue.

Le bilan de l'expérience chinoise serait à dresser du point de vue du communisme international. Un courant très fort s'est manifesté en faveur de la création dans d'autres pays coloniaux de grands partis nationalistes révolutionnaires analogues au Kuomintang. Le secrétaire général du P.C. de l'U.R.S.S., Staline, disait encore, le 13 mai dernier, aux étudiants de l'Université de Sun-Yat-Sen de Moscou : « ... J'avais en vue le K.M.T., considéré comme un type de l'Orient, surtout des pays tels que la Chine et l'Inde, – considéré, dis-je, comme le type d'un parti révolutionnaire tenu de s'appuyer au bloc des ouvriers et de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes. Je disais nettement (en mai 1925)[10], que les communistes devaient passer dans ces pays de la politique du front national unique à celle du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite-bourgeoisie. »

L'*« Humanité »* publiait à la même époque un feuilleton, consacré au mouvement révolutionnaire des Indes anglaises, exposant la même thèse. Qu'allaient devenir, dans ces conditions, les directives – si sages – du IIe

Congrès de l'I.C., adoptées sur la proposition de Lénine, et précisant la nécessité de « sauvegarder l'indépendance du parti communiste, fût-il à l'état embryonnaire » ? Alarmé par « la popularité acquise aux Indes, à la suite des succès du Kuomintang, par l'idée d'un parti populaire », un camarade hindou posait timidement, à la veille de la faillite du Kuomintang, ces insidieuses questions : « La réalisation de cette idée ne mènerait-elle pas à l'hégémonie de la petite-bourgeoisie – et non du prolétariat – dans le mouvement national révolutionnaire hindou ? Ne vaudrait-il pas mieux dire à tous ceux qui veulent organiser un parti populaire : Organisez-vous dans le parti communiste et affermissez-le, car c'est le seul parti capable de diriger le mouvement national ? »[11] Il suffit, pour se figurer le nationalisme menteur et anti-prolétarien – tout à fait du type du Kuomintang – dont ces tendances fâcheuses pouvaient faciliter l'essor, de lire, dans le beau livre d'Arthur Hollitscher, *A travers l'Asie effervescente*[12], les entretiens de cet écrivain avec les leaders du mouvement national hindou : ce n'est qu'équivoques, phrases mielleuses, négations voilées de la lutte de classes. Mais l'expérience du Kuomintang est si concluante que Boukharine pouvait dire, le 11 août, aux militants de Léninegrad : « Je pense qu'on ne doit pas appliquer forcément dans les autres pays coloniaux toute la tactique employée en Chine. Nous étudions dans l'I.C. la question de l'Inde... La bourgeoisie de ce pays est beaucoup plus attachée aux impérialistes anglais contre lesquels il est douteux qu'elle agisse réellement. On ne peut pas transposer mécaniquement aux Indes l'expérience de la Chine..: » Nous voilà en partie rassurés.

Il faudrait, de façon générale, faire le point, porter un jugement éclairé et motivé sur les chemins parcourus. Les expériences politiques de cette ampleur appartiennent au patrimoine de notre parti international. Or trop d'aspects y restent obscurs. Où en sommes-nous ? La directive de l'I.C. aux communistes chinois : demeurer à tout prix dans le Kuomintang, même contre la volonté de son Comité Central, – est-elle encore en vigueur ? ou est-elle

abrogée ? Le Kuomintang appartient-il encore à titre de parti sympathisant, à l'Internationale Communiste (il n'en a pas été exclu, que je sache !) Est-il permis de fonder encore des espoirs sur on ne sait quel mythique Kuomintang « de gauche » ? L'*Humanité* du 31 août reproduisait longuement, sans leur donner le moindre commentaire communiste, les déclarations de la veuve de Sun-Yat-Sen, Sun-Tsi-Lin, réfugiée à Moscou. Animée des meilleures intentions, sincèrement attachée à la cause révolutionnaire, la veuve du grand Sun n'en déforme pas moins l'histoire : Sun qui nia toujours la lutte de classes devient dans ce message éloquent mais peu convainquant l'apôtre d'une révolution populaire ; lui, qui ne parla jamais que de réforme agraire, nous est présenté comme ayant « prêché une révolution agraire ».

« Tous les membres du Kuomintang dignes de ce nom voudront, j'en suis sûre, persévérer dans la voie révolutionnaire », achève Mme Sen. C'est d'un beau sentiment ; mais où sont ces membres du Kuomintang idéal... s'ils ne sont pas dans les prisons du Kuomintang réel, majoritaire, officiel, maître légal d'un immense territoire ? Les illusions d'une noble femme ne doivent pas nous faire perdre de vue les réalités sociales. Enfin, la révolution chinoise a suscité dans les milieux dirigeants de l'I.C. et du P.C. de l'U.R.S.S. de très vives discussions dont on sait seulement que des intelligences révolutionnaires de premier ordre ont prodigué des avertissements sans cesse repoussés, et soutenu avec obstination des thèses invariablement condamnées. Ne devrait-on pas confronter maintenant de sang-froid les opinions adverses d'hier, pour le plus grand profit de l'Internationale et du jeune parti chinois, le bilan d'une bataille d'idées qui mit aux prises les meilleurs d'entre les communistes du monde ? L'histoire a prononcé. Il serait désormais possible de vérifier les idées par les actes et les faits. Et l'on verrait mieux combien le marxisme-révolutionnaire sort grandi de cette formidable épreuve.

Cet article est paru dans Clarté, *n° 14 du 15 octobre 1927.*

NOTES

1. Lozovski a publié dans la *Pravda* (septembre), une très intéressante série d'articles (*Révolution et contre-révolution en Chine*). Sa documentation et ses conclusions mêmes confirment sur bien des points les vues exprimées dans ces études. Ses derniers mots sont : « Ou soumission complète à l'impérialisme et restauration complète, ou révolution ouvrière et paysanne). Ce que nous avons toujours dit.

2. Lozovski, *Pravda* du 8 septembre.

3. Les plus grandes erreurs ont été commises à ce point de vue par la presse communiste française dans l'appréciation du rôle de l'armée nationaliste. Dans l'*Humanité* du 16 avril, après la fameuse « trahison » de Tchang-Kai-Shek, Péri écrivait en première page un article où il exprimait l'espoir que la révolution continuerait et vaincrait *grâce à l'armée rouge* : « Les soldats de Shek ne sont pas des mercenaires ; ils sont les frères des 800.000 ouvriers qui leur ont ouvert les portes de Shanghaï. Leur chef passe à l'ennemi à l'heure où les Duncan, les Williams, les Bazire arment les canons de leurs cuirassés. Les soldats rouges ne suivront pas leur chef indigne... Tout leur commande de réserver à leur général le châtiment que méritent les traitres contre-révolutionnaires, etc. » Evidemment le manque de documentation était à la base d'une telle erreur. Mais, parlant le 17 juin, au Cirque de Paris, devant 15.000 ouvriers parisiens, Doriot, de retour de Chine, « affirmait sa conviction dans la victoire définitive,dans les armées de Hankéou ». – « Je dis notre armée (!), parce que c'est une armée révolutionnaire (!) etc. » – « L'armée chinoise, dit Lozovski parlant des sudistes, c'était la contre-révolution organisée. »

4. Martinov adhéra en 1922 au P.C. russe. Il écrivait dans la *Pravda* le 10 avril dernier, *trois jours avant* le coup de force de Tchang-Kai-Shek à Shanghaï, que l'attitude de défiance envers le gouvernement de Wou-Han et Shek, alors préconisée par Radek, « amènerait l'union de la petite-bourgeoisie industrielle contre les ou-

vriers et les paysans. » Fort heureusement, concluait-il, « le P.C. chinois est, à en juger par les dernières nouvelles, dans la bonne voie. » !

5. Préface à *Deux tactiques*, juin 1905.

6. Bien qu'il sache conférer une signification révolutionnaire aux idées traditionnelles, le peuple des communes du Moyen-Age retourna souvent le christianisme contre le haut-clergé, allié naturel des féodaux.

7. Le rôle des intellectuels n'a pas été moins considérable dans la formation du parti bolchévik, à ses débuts. Voir Lénine, *Que faire ?*

8. Voici à ce sujet un fait d'une triste éloquence. Le secrétaire général du P.C. Chinois, Tchen-Dou-Siou publiait, le 4 juillet 1926 une lettre ouverte à Tchang-Kai-Shek qui, quatre mois auparavant, avait commis un coup d'État réactionnaire. Nous y trouvons ces lignes : « Les trois principes de Sun constituent la foi commune du K.M.T. qui est un parti de collaboration de toutes les classes et non le parti d'une seule classe. Aussi faut-il reconnaître à chaque classe représentée dans le K.M.T., le droit d'avoir, outre la foi commune, sa propre foi... On ne peut pas défendre à l'ouvrier, membre du K.M.T., de croire, après les trois principes, au communisme, de même que le commerçant ou l'industriel croit au capitalisme... Le parti communiste ne reconnaît pas d'autre chef que Sun-Yat-Sen (!!!)... » La fin de cette lettre est tout bonnement énorme. Qu'on en juge : Shek se plaignait que des communistes le discréditassent. Discréditer le général qui, depuis le 20 mars (on est en juillet), s'est montré, dictateur, un révolutionnaire irréprochable (sic !), le discréditer en temps de guerre, devant l'ennemi (suit l'énumération : Anglais, Japonais, Tchang-So-Lin, etc.) c'est, déclare Tchen, tomber dans le complot contre-révolutionnaire : « Et, écrit le secrétaire du P.C. chinois au Gallifet chinois encore à demi masqué, si des membres du P.C. chinois sont mêlés à des complots contre-révolutionnaires (!!), *tu dois les fusiller* (!!!) sans la moindre gêne (!!!!). »

9. En 1923, pendant la guerre économique de la Ruhr, les communistes allemands affirmèrent à bon droit ce principe.

10. I. Staline, *les Questions du Léninisme*. Sur les tâches politiques de l'Université des peuples de l'Orient (ouvrage traduit en français).

11. Savdar, *le Mouvement révolutionnaire aux Indes et les événements de Chine*, dans le numéro 2 de l'*Orient révolutionnaire*.

12. Publié à Berlin, Fischer Verlag. Certaines pages de ce livre devraient absolument être traduites en français.

CANTON

décembre 1927

La Chine a trois foyers révolutionnaires naturels. Deux au Nord, la grande cité industrielle et commerçante de Hankéou, sur le Yang-Tsé, au cœur du pays, sur la voie ferrée Pékin-Canton, et le grand port moderne de Shanghaï, à l'embouchure du Yang-Tsé (600.000 prolétaires). Un au Sud : le vieux port de Canton, d'une importance industrielle et commerçante beaucoup moins grande, mais peuplé d'ouvriers et d'artisans pauvres, prolétarisés, parmi lesquels d'anciennes traditions révolutionnaires, entretenues depuis 1900 par les luttes de Sun-Yat-Sen, demeurent vivaces. L'emprise des impérialistes a été moins effective sur la Chine méridionale que sur la Chine septentrionale, le Kouang-Toung adossé à de vastes contrées montagneuses d'une pénétration difficile, offrant moins d'intérêt, aux yeux des capitalistes étrangers, que les fertiles vallées du Yang-Tsé et du Houang-Ho. D'autre part, le joug mandchou s'est moins fait sentir à cette province éloignée de l'Empire à laquelle le commerce avec l'Indo-Chine, Formose, les Philippines, la Malaisie assurait de larges possibilités de développement. Les empereurs de Pékin ne se souciaient du Kouang-Toung que pour le rançonner et règlementer parfois son trafic au profit des ports septentrionaux. Les Anglais s'emparèrent en 1840-42 de la forte position commerciale de Hong-Kong, à l'embouchure du HsiKiang même, cent cinquante kilomètres en aval de Canton : ils se mettaient ainsi à même de diminuer et de contrôler tout le trafic du Kouang-

Toung. Les traditions révolutionnaires de Canton vis-à-vis de Pékin et les impérialistes étrangers s'expliquent aussi par de claires raisons économiques.

Le prolétariat chinois perdit coup sur coup, en 1927, à la suite d'erreurs funestes, les fortes positions de Shanghaï et de Hankéou qu'il avait magnifiquement conquises, à la tête du mouvement national. Le coup de force, préparé au grand jour et qu'il eût fallu prévoir, de Tchang-Kai-Shek, lui ravit Shanghaï en avril. En août, le coup de barre à droite du Kuomintang « de gauche » sur lequel on avait fondé d'inpardonnable espérances, lui ravit Hankéou. Le coup de force de Tchang-Cha, perpétré avec la complicité du gouvernement de Hankéou (auquel participaient les communistes), décapitait dans l'entre-temps la révolution paysanne du Hou-Nan. Après ces graves défaites, suivies comme dans toutes les guerres sociales du massacre des vaincus – car il ne s'agit pas pour la bourgeoisie de se contenter d'une victoire politique qui pourrait être éphémère mais d'infliger aux classes exploitées une saignée qui les mette pour longtemps hors de combat – la révolution chinoise gardait pourtant une position : Canton.

Sans doute, cette position était-elle aussi au pouvoir de la contre-révolution. Dès avril, un général agissant de concert avec Tchang-Kai-Shek s'en était emparé. Mais en dépit d'accès répétés de terreur blanche, la capitale de la Chine du Sud conservait le gros de ses forces révolutionnaires. Ne s'étant point engagées en de grandes batailles, elles n'avaient pu être décimées. Le général Tchang-Fa-Houéi réussit même, en spéculant sur les mots d'ordre d'apparence « révolutionnaire », à chasser le dictateur plus nettement réactionnaire Li-Ti-Sin. Tchang-Fa-Houéï alla jusqu'à faire des avances aux communistes, et l'un des orateurs du XVe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. (Lominadzé), se félicitait récemment à bon droit de la maturité politique dont fit preuve le Parti communiste chinois en ne se laissant pas prendre aux boniments démagogiques de ce sabreur... L'écrasement des travailleurs de Canton manquait au triomphe de la contre-révolution chinoise.

Le Kouang-Toung pouvait devenir, une fois de plus, le foyer, le point de départ d'un nouvel essor révolutionnaire. Et cette position vient d'être perdue dans des circonstances que nous allons examiner.

On se rappelle que des communistes ayant fui Wou-Han, où le Kuomintang dont ils étaient membres, se révélait un traquenard, où le gouvernement auquel ils participaient se révélait contre-révolutionnaire, où l'on préparait ouvertement, au nom des « intérêts supérieurs de la Révolution », leur assassinat, soulevaient, en août, deux divisions cantonnées à Nantchang et commandées par les généraux Yé-Tin et Ho-Loun. Cette petite armée, soutenue par la sympathie des populations pauvres, franchit en deux mois cinq à six cents kilomètres à travers un pays montagneux et s'empara, le 26 septembre, du port de Souatéou qu'elle ne réussit pas à garder plus de quelques jours. Et nous n'en eûmes plus de nouvelles (comment qualifier une aussi déplorable information ?) Deux mois passèrent. Et, le 10 ou le 11 décembre, Boukharine, parlant au XV[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., des travaux de la délégation du Parti à l'Exécutif de l'I.C., nous offrit enfin une brassée de bonnes nouvelles inattendues.

« ... Les Soviets paysans, dit-il, sont les maîtres de cinq districts du Kouang-Toung. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement paysan chinois, le pouvoir des Soviets s'est institué sur une base rurale et a déclaré aux propriétaires fonciers une véritable guerre d'extermination. Les têtes de trois à quatre cents propriétaires fonciers sont tombées... Sur ce territoire, qui a plusieurs millions d'habitants, les propriétaires fonciers sont physiquement anéantis... La situation est extrêmement tendue dans le Kouang-Toung et surtout autour de Canton. Divers indices permettent d'affirmer que des événements très sérieux murissent en Chine... Les débris de l'armée de Yé-Tin se sont maintenus dans le Kouang-Toung ; si des événements se déclenchent à Canton, ils pourront, au cas où l'action des ouvriers et des paysans serait couronnée de

succès, jouer le rôle d'une troupe de choc... » (*Pravda*, 13 déc.).

Les dépêches du même jour publiées dans le même numéro de la *Pravda*, annonçaient la prise de Canton par les ouvriers et les paysans, et la formation, dans cette ville, d'un gouvernement soviétique. Un télégramme de l'agence japonaise Tokho donnait les détails suivants. Des détachements ouvriers et paysans opérant de concert avec des troupes régulières, s'étaient emparés par surprise, le 11 décembre, des édifices publics. On signalait la présence dans la ville d'une armée ouvrière de 5.000 hommes. Les magasins étaient fermés. Les paysans tenaient les environs de la ville. La plupart des troupes de la garnison passaient aux rouges. Des affiches clamaient sur les murs : « A bas Li-Ti-Sin, Tchang-Kai-Shek, Tchan-Fa-Houéi et Ouan-Tin-Ouéi, ennemis des paysans et des ouvriers ! A bas le Kuomintang serviteur de la contre-révolution ! Le riz et la viande aux ouvriers ! La terre aux paysans ! Les ouvriers, les paysans et les troupes rouges seuls défendent les masses ! »

Les dépêches du 12 décembre annonçaient la formation d'un gouvernement soviétique du Kouang-Toung, présidé par un membre du C.C. du P.C. chinois, Sou-Tsiao-Tsien. Le général Yé-Tin commandait les troupes.

Le 15, un manifeste de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, commentant la signification mondiale de l'exploit des ouvriers cantonais, appelait les travailleurs de tous les pays au secours de la ville déjà cernée. Il était trop tard. Les communistes n'avaient pu tenir que 48 heures. Le 13 au soir, après des assauts prolongés, après de longues batailles de rues, la ville était prise par les troupes des généraux Tchan-Fa-Houéi et Li-Fou-Lin. Le feu de l'artillerie avait allumé plus de cinquante incendies. Les détachements ouvriers et paysans battaient en retraite laissant plus de 300 morts sur le carreau. (Les journaux japonais et américains parlèrent de 4.000 morts ; nous préférons nous en tenir aux télégrammes ultérieurs de l'agence soviétique Tass). Les exécutions sommaires commencèrent le jour même. Les pertes des insurgés vain-

cus sont toujours beaucoup plus élevées après la bataille que pendant la bataille. A ce jour (dépêche du 29 déc.), plus de 2.500 personnes ont été exécutées à Canton.

La répression fut effroyable. On alluma des torches vivantes. On promena les condamnés par les rues. Le Consulat de l'U.R.S.S. à Canton fut mis à sac, et son personnel assassiné ou arrêté. Le vice-consul Khassis a péri, ainsi qu'une vingtaine de Russes. Le corps consulaire des puissances est demeuré impassible : il approuve. L'insurrection de Canton a ravivé au sein de la contre-révolution chinoise les ressentiments envers l'U.R.S.S., dont les représentants sont naturellement accusés des pires méfaits. La rupture officielle[1] a suivi entre les gouvernements de la Chine du Sud et l'U.R.S.S. Les consulats soviétiques de Hankéou et Shanghaï ont été assaillis et leur personnel arrêté et maltraité avant d'être expulsé. Partout les corps consulaires ont laissé faire, encouragé ou facilité ces attentats.

Pour des idées claires : Soviets et Armée Rouge

Autant que de bonne information (qui lui fait tant défaut), le prolétariat a besoin d'idées claires, de théorie juste. Rien de plus dangereux en ce sens que l'usage de termes impropres susceptibles de dénaturer complètement les faits. Or, il a été parlé à plusieurs reprises, à propos des événements de Canton, de « l'Armée Rouge », commandée par Yé-Tin. N'oublions pas la signification sociale des mots ! L'« Armée Rouge » est née, en Russie, de la révolution prolétarienne : c'est une armée de classe, une armée prolétarienne ou paysanne et prolétarienne, mais, en ce dernier cas, formée de paysans pauvres et moyens encadrés, dirigés, inspirés par des prolétaires. Une armée ne devient pas rouge parce qu'elle arbore des drapeaux rouges, parce que ses chefs s'inscrivent au parti communiste, parce qu'elle obéit à un gouvernement révolutionnaire, même soviétique. Malheur aux ouvriers, malheur aux communistes qui se laisseraient prendre à de pareils

jeux de mots ! L'armée du général Yé-Tin, dont nous savons qu'elle est constituée comme toutes les armées chinoises, de mercenaires commandés par des officiers de carrière appartenant, par leurs origines tout au moins, aux classes dirigeantes, n'a pu se transformer au cours d'une campagne difficile, en une armée rouge authentique, c'est-à-dire formée d'ouvriers, d'artisans, de paysans, volontaires ou mobilisés par des autorités prolétariennes, encadrés de commissaires communistes contrôlant les officiers de carrière. C'était une armée révolutionnaire, ce n'était pas une armée rouge. Les détachements ouvriers de Canton pourraient être à bon droit appelés gardes-rouges, par assimilation à ceux de Russie qui préparèrent la fondation de l'Armée Rouge. Usons de mots précis. Armée, sous-entend organisation, centralisation, méthode, ampleur dans l'effort. Une cité insurgée improvise des gardes-rouges, pas une armée à coup sûr.

Les termes « gouvernement soviétique » appellent des observations analogues. Pas de gouvernement soviétique, évidemment, sans soviets. Y avait-il un Soviet, c'est-à-dire un conseil des travailleurs, à Canton, quand s'y forma le nouveau gouvernement rouge ? Non. Or, un gouvernement révolutionnaire qui n'est pas l'émanation des soviets, n'a pas le droit de s'intituler soviétique. Ce ne peut être qu'un Comité Révolutionnaire qui peut très bien, du reste, s'assigner pour tâche de créer des institutions soviétiques appelées à le remplacer (comme il arriva par exemple, en Sibérie après l'effondrement de Koltchak). L'emploi de termes impropres risque, en de telles circonstances, de jeter un certain discrédit sur l'idée même des soviets.

Marcel Cachin écrivait dans l'*Humanité* du 14 décembre : « La Révolution chinoise, une révolution exclusivement prolétarienne, cette fois, uniquement ouvrière et paysanne, est à nouveau déclenchée... » – « Tout un peuple, asservi et écrasé, marche vers une révolution soviétique à la manière russe. » – Plus encore que les termes impropres, craignons la confusion dans les idées, obstacle sérieux dans la conscience de classe. Conçoit-on

une révolution « exclusivement prolétarienne » dans un immense pays paysan, où le prolétariat ne constitue qu'une faible minorité des populations? Le Kouang-Toung a 37 millions d'habitants ; de ce nombre 200.000 ouvriers. Une révolution « exclusivement ouvrière et paysanne » ? Ou bien les mots « révolution exclusivement prolétarienne » veulent dire : une révolution socialiste faite par un prolétariat assez fort pour n'avoir pas même besoin de consentir d'importantes concessions à la petite-bourgeoisie (« exclusivement » soulignerait en ce cas l'exclusion de ces concessions), ou... ils ne veulent rien dire, et nous n'avons là qu'une idée fausse exprimée par une phrase qui sonne bien...

Quant à « une révolution soviétique à la manière russe », nous sommes encore plus loin du compte. La « manière russe » était, en un certain sens, possible en Chine, il y a un an : mais il eut fallu le comprendre. Aujourd'hui, il est trop tard. Qu'est-ce que la « manière russe », à moins de se moquer du sens des mots ? Les Soviets naissent en Russie avec la révolution même ; ils se développent parallèlement, concurremment plutôt, avec le pouvoir de la bourgeoisie et c'est même cet état de fait qu'on appelle la dualité des pouvoirs ; le parti bolchevik, parti de l'intransigeance prolétarienne y conquiert peu à peu une influence décisive et en chasse les premiers dirigeants opportunistes ; jamais ce parti n'aliène son indépendance, jamais il ne perd de vue que son devoir est, non d'appuyer les partis de la révolution bourgeoise, mais de faire prévaloir le prolétariat dans la révolution. Tandis que l'appui des masses fortifie les Soviets bolchéviks, tandis que les soulèvements paysans appuient l'action du prolétariat des villes et trouvent en elle une direction ferme et claivoyante, le gouvernement bourgeois est peu à peu réduit à l'impuissance. L'insurrection d'octobre est un dernier coup de balai. Voilà « la manière russe ». Il eût fallu, pour tenter de l'imiter, instituer des Soviets à Shanghaï et Hankéou au temps de la lune de miel des communistes avec le Kuomintang — quitte à troubler quelque peu les effusions fraternelles de l'époque,

qui nous ont coûté assez cher, – y combattre pied à pied l'opportunisme, y affermir, par la dualité des pouvoirs le contrôle et l'initiative des masses, y prévoir les « trahisons » des généraux et des politiciens bourgeois, prédestinés à tout « trahir », sauf, bien entendu, leur classe... Les camarades qui préconisèrent à temps cette façon de faire, furent, on ne l'a pas oublié, assez mal reçus. – La « manière russe » dont parle Cachin est aujourd'hui totalement impossible en Chine : jamais, en effet, la révolution russe de 1917 ne connut d'affres comparables à celles de la révolution chinoise. Jamais les prolétaires de Moscou, de Pétrograd et de Kharkov ne furent massacrés comme l'ont été leurs frères de Shanghaï, de Hankéou et de Canton...

Un fait d'armes de 48 heures...

Revenons aux événements de Canton. – Les révolutionnaires n'ont pas eu grand'peine à s'emparer de la ville, mais n'ont su, en dépit de leur héroïsme, la garder que 48 heures. Ces simples faits nous induisent à plusieurs réflexions.

Le succès des révolutionnaires montre bien combien leurs forces étaient grandes, combien leur organisation clandestine était sûre et ramifiée. Il atteste, en un mot, que la révolution chinoise avait gardé dans le Kouang-Toung des forces appréciables et de vastes possibilités. L'accablante défaite qui a suivi montre que le moment de l'offensive avait été mal choisi, que l'on n'avait pas tenu compte suffisamment des forces adverses, que le coup de force fut, en un mot, aventureusement prématuré.

Dans quelles circonstances des communistes peuvent-ils se trouver dans la nécessité d'engager une action insurrectionnelle manifestement prématurée ? Deux cas peuvent ici être envisagés : quand un mouvement spontané des masses déborde le parti, ce dernier, bien que jugeant l'heure mal choisie, peut n'avoir rien de mieux à faire que soutenir à fond les masses ; quand le parti se sent, à

la veille d'une attaque brusquée des classes ennemies, sur le point d'être mis hors la loi ou étranglé, il peut tenter de parer au danger par une action en quelque sorte préventive. Au fond, dans les deux cas, on n'a pas le choix. Dans le premier, lâcher les travailleurs ce serait se discréditer (et l'on n'échapperait pas aux conséquences de la défaite) ; dans le second, pourquoi attendre d'être étranglé ? Mais il semble bien que les communistes cantonais ne se sont trouvés ni dans l'un ni dans l'autre cas. Aucune information ne nous a parlé d'une action des masses avant le coup de force : la grève générale a suivi mais non précédé ou préparé la prise de Canton. Le succès même de l'insurrection élimine la seconde hypothèse ; les révolutionnaires n'étaient pas à la veille d'être surpris puisqu'ils ont surpris leurs ennemis, beaucoup plus forts qu'eux.

De puissantes raisons qu'il nous est impossible de pressentir à distance pouvaient certes militer en faveur d'une action aventurée. Mais quelles qu'eussent été les conséquences peut-être infiniment dangereuses de la temporisation ou de l'abstention, en les circonstances présentes, elles eussent sans doute été moins graves que celles d'une défaite qui décapite le prolétariat du Sud. Après les erreurs opportunistes de l'an passé, on a l'impression devant ces événements précipités, cette « soviétisation » hâtive, cette offensive qui semble bien ne pas avoir été mûrie, d'un coup de barre maladroitement donné à gauche, la direction du mouvement étant passée à des hommes qui ont plus de valeur – plus d'héroïsme ! – que de sang froid, plus de foi en eux-mêmes, en leur dévouement, en leur volonté que de formation marxiste, plus de clairvoyance en la magie des mots d'ordre que de réalisme prolétarien. On a l'impression d'une de ces « erreurs de gauche » dont Lénine et Trotsky firent si vigoureusement la critique au IIIe Congrès de l'I.C. à propos de l'insurrection allemande de mars 1921.

Les mots d'ordre du gouvernement « soviétique » de Canton semblent par contre avoir été très vagues. « La terre aux paysans », rien de plus juste. Mais « le riz et la viande aux ouvriers » ? Aucun gouvernement même

réactionnaire ne prétendra refuser le riz et la viande aux ouvriers. Ce mot d'ordre n'en est pas un. Le contrôle ouvrier de la production, la confiscation des stocks de vivres, la réquisition des habitations ne furent-ils pas annoncés, décidés ? Nous n'en savons rien. Ce vague dans les mots d'ordre, coïncidant avec le caractère déterminé de l'action militaire, confirme encore notre première impression[3].

... Certes, les questions sociales que la révolution n'a pas su résoudre, ne seront pas résolues par la réaction. Le coupe-coupe n'apportera pas de solution au problème agraire. En ce sens, la révolution chinoise n'est pas finie. Certes, ce grand peuple d'exploités peut verser son sang à flots, sans cesser pour cela d'être immortel. Et puisqu'il l'est, il vaincra. En ce sens très large la révolution chinoise est invincible. Mais ce ne sont là, après tout, que de médiocres consolations au moment où les hécatombes de Canton ravissent à la révolution chinoise sa dernière base d'opération. Les masses opprimées ne sont invincibles qu'à la longue. Les prolétaires d'Europe le savent qui ont assisté aux défaites des révolutions de Finlande, d'Allemagne, d'Italie, de Hongrie, de Bulgarie. Nous aurions tort, en ce sens, de nous dissimuler la gravité de la défaite de Canton.

Certes, le mouvement paysan ne s'éteindra pas dans l'immense pays ; ne dure-t-il pas déjà depuis de longues années ? Mais, communistes, nous savons qu'il ne peut vaincre qu'à la condition d'être soutenu par le prolétariat des villes, appelé à lui donner des cadres, des chefs, un appui décisif. Toutes ces raisons nous portent à croire que la Chine entre maintenant dans une période de confuse anarchie militaire, au cours de laquelle les prolétaires et les paysans ne pourront plus, avant un certain temps, engager de grandes actions : ils ne recouvreront leur capacité d'action qu'après avoir récupéré des forces.

La contre-révolution mettant cette accalmie à profit, réussira-t-elle à s'affermir ? C'est infiniment douteux. La défaite du prolétariat est aussi celle de la révolution nationale. C'est un arrêt dans le développement de la na-

tion, un pénible et sanglant inter-règne avant de nouvelles batailles sociales.

Il ne faut pas verser dans le fatalisme révolutionnaire de ceux qui vont affirmant que le prolétariat se relève nécessairement plus fort après chaque défaite. Il n'y aurait à ce compte qu'à totaliser les défaites pour emporter, à la fin, dans la lutte de classes, les victoires les plus éclatantes. Mais ces pauvres raisonnements « optimistes » (!?) ne méritent aucune réfutation. Une victoire de la bourgeoisie chinoise – une stabilisation capitaliste de la Chine – n'est pas impossible. Mais elle ne paraît pas possible en ce moment, aucune des fins de la révolution nationale bourgeoise n'ayant été atteinte. Si la bourgeoisie ne s'était retournée contre le prolétariat qu'après la conquête de l'indépendance nationale, après la liquidation de l'anarchie militaire et de la féodalité, après l'unification du pays, il en eût été tout autrement. Le tragique de la situation c'est qu'elle a craint, à juste titre, d'être emportée par la révolution ouvrière et paysanne en même tant que ses ennemis. Elle a pris conscience la première de cette vérité qu'il ne peut plus y avoir de notre temps, dans les pays coloniaux les plus avancés, de révolution bourgeoise au sens classique du mot.

Pour une théorie juste

La révolution chinoise a fait l'objet, au XVe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. de plusieurs interventions intéressantes dans la discussion du rapport de Boukharine sur l'Internationale Communiste. Déplorons que les grandes luttes de 1927 n'aient pas encore fait, dans l'I.C. l'objet d'un débat approfondi : elles en valaient la peine. Et prenons note de la documentation nouvelle qui nous est offerte. Deux discours surtout nous paraissent devoir retenir l'attention : celui de Khitarov (*Pravda* du 15 déc.) et celui de Lominadzé (*Pravda* du 14 déc.)[4] .

Le discours de Khitarov présente surtout un intérêt historique, mais de premier ordre. Ce camarade semble

avoir suivi de près les événements de Shanghaï et de Wou-Han. Il nous apprend que les dirigeants révolutionnaires de Shanghaï s'attendaient, en avril 1927, au coup de force de Tchang-Kai-Shek, mais se refusèrent à écouter les conseils de ceux qui proposaient de cacher les armes des ouvriers. Les illusions légalitaires eurent le dessus, on ne cacha pas les armes, elles furent prises...Khiratov nous apprend aussi que le gouvernement de Wou-Han comprenait de nombreux amis politiques de Shek. Khiratov nous donne des détails sur cette période de la révolution : C'est ainsi que le coup de force contre-révolutionnaire de Tchan-Cha[5] – prise par une coterie militaire du chef-lieu de la province de Hounan, dans laquelle la révolution paysanne battait son plein – fut perpétré par les officiers du généralissime de l'armée de Wou-Han (Tan-Shen-Shi) avec 1.700 hommes contre 20.000 paysans en armes. Les militaires ayant procédé à de nombreuses exécutions sommaires se trouvèrent à peu près cernés par les paysans qui devaient, le 31 mai, marcher sur la ville. Le Comité Communiste reçut sur ces entrefaites une lettre du secrétaire général du parti Tchen-Dou-Siou, disant : « Evitez le conflit (!!?) portez la question à Wou-Han. »

Voici ce qu'ajoute Khiratov : « Le Comité prescrivit aussitôt aux détachements paysans d'arrêter leur mouvement offensif. Deux détachements n'ayant pas reçu cet ordre marchèrent sur Tchan-Cha et y furent exterminés... La contre-révolution s'affermit ainsi sans la moindre peine dans une province qui était le centre du mouvement révolutionnaire en Chine et qui comptait 5 millions de paysans organisés... »

« Quelques jours après, le général Tchou-Péi-Dé fit son coup de force dans le Chian-Si. Ayant invité à un banquet tous les leaders du mouvement ouvrier et paysan, du Kuomintang de gauche et du P.C., il leur tint le petit discours suivant : « Je vous respecte infiniment, mes chers amis, mais vous me gênez : voici un bateau, voici de l'argent, filez ! » Les chefs exilés, il se mit à exterminer les paysans. Afin de « ne point verser le sang », il les faisait

enterrer vifs... On commençait à la même heure la destruction des unions paysannes du Houpé... »

Lominadzé s'est efforcé, dans son intervention, d'expliquer les phases passées et présentes de la révolution chinoise. A son avis, la défaite de 1927 provient de ce que l'essor du mouvement paysan ne coïncida pas avec celui du mouvement ouvrier. « Au moment des coups de force contre-révolutionnaires de Shanghaï et de Wou-Han, le mouvement paysan n'avait pas un caractère aussi révolutionnaire qu'à présent. » C'est profondément inexact. Dans le Hounan comme dans le Ho-Nan, la révolution paysanne se déchaînait au début de 1927 avec une extrême violence[6]. Ajoutons que dirigée comme nous le relate Khiratov, elle ne pouvait naturellement pas obtenir d'éclatants succès... La preuve que le mouvement paysan d'aujourd'hui est plus puissant, Lominadzé la voit dans le fait que des soviets se sont créés ça et là dans le Koun-Toung et que l'on exécute les propriétaires fonciers. Ignore-t-il que les paysans n'attendirent pas toujours par le passé d'avoir reçu les directives nécessaires pour se montrer impitoyables envres leurs oppresseurs ? Et s'ils ne formèrent pas de Soviets l'an dernier, n'est-ce pas qu'il leur fut recommandé de n'en point former, comme il leur fut prescrit de ne point régler son compte à la clique militaire de Tchan-Cha ?

Lominadzé a confiance dans les prolétaires chinois. « Je considère, dit-il, que les forces des prolétaires et des paysans chinois sont pleinement suffisantes pour donner à la révolution une victoire complète... Ces forces sont suffisantes pour renverser en Chine le joug des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie et des impérialistes étrangers. » Mais si ces forces sont suffisantes maintenant, après les défaites de Shanghaï, de Wou-Han et du Sud, pourquoi les estimait-on insuffisantes en 1927, lorsqu'elles étaient certainement plus grandes et plus enthousiastes qu'aujourd'hui, et lorsqu'on fondait toutes les espérances sur la coalition avec la bourgeoisie nationaliste révolutionnaire, le Kuomintang, les généraux ?

Lominadzé confirme incidemment les critiques de l'Opposition sur la composition des cadres du P.C. chinois formés, dit-il, « non d'ouvriers ou de paysans, mais d'intellectuels petits-bourgeois qui ont gardé tous leurs préjugés, toutes leurs hésitations... Même aujourd'hui les meilleures décisions du C.C. sont déformées par ceux qui les appliquent sur place ». Faisons observer que, même (nous dirions plus volontiers surtout) dans un pays colonial avancé les cadres du parti communiste ne doivent pas être formés, comme semble le supposer cet orateur, « d'ouvriers ou de paysans », mais d'ouvriers en très forte majorité. L'oublier c'est oublier une des vérités premières du marxisme révolutionnaire.

Après l'occupation momentanée du port de Souatéou par l'armée révolutionnaire de Yé-Tin et Ho-Loun, fait d'armes qui fut comme la répétition de celui de Canton, nous pouvions espérer que l'on ne recommencerait pas la funeste politique du Kuomintang « de gauche », que l'on ne ménagerait pas les possédants, que l'on ne freinerait ni la révolution paysanne ni l'action générale des masses, en un mot que l'on ferait tout pour ne pas amener une désagrégation des forces « rouges ». Mais que nous apprend Lominadzé au XV[e] Congrès ?

« Les erreurs que le P.C. chinois a hautement reconnues et critiquées à sa conférence[7] ont été répétées par les dirigeants communistes – des intellectuels – des armées de Yé-Tin et Ho-Loun. L'inexistence d'une liaison avec les masses paysannes, l'insuffisance du travail parmi les paysans, l'absence de mots d'ordre révolutionnaires ont fait que l'armée, faute d'être soutenue à temps par les paysans, a été défaite... La direction purement militaire des opérations a de même été impuissante... » Ces critiques ne concernent-elles que la période de Souatéou (fin septembre) ? Ne s'appliquent-elles pas aussi à l'exploit de Canton qui semble être celui des mêmes hommes, imbus du même esprit ? « Le parti chinois, dit encore Lominadzé, a décidé de ne former des soviets que lorsqu'il y a des garanties de victoire durable. » Nous préfèrerions dire au lieu de « garanties » (a-t-on jamais des garanties

dans la mêlée socialiste ?) des « chances sérieuses », mais l'idée est juste. « Il ne faut pas jouer avec l'insurrection », disait Marx, répété par Lénine en septembre 1917. Le IIe Congrès de l'I.C. l'a dit en des thèses spéciales qu'il fallut adopter pour empêcher les social-démocrates de gauche allemands et autrichiens de discréditer les Soviets par des expériences opportunistes. Mais nos camarades chinois se sont-ils bien inspirés de ces idées justes ? De façon générale, des Soviets peuvent et doivent se former dans les périodes d'essor du mouvement révolutionnaire ; ils eussent dû se créer lors de la prise de Shanghaï par l'insurrection ouvrière, essor indéniable, essor admirable. La révolution chinoise traverse-t-elle en ce moment une période d'essor ? On a plutôt l'impression d'une période de résistance éparse et désespérée en présence d'une contre-révolution anarchique. Quant à la propagande de l'idée des Soviets, elle est, elle était à faire en tout temps : les décisions du IIe Congrès de l'I.C. sont aussi précises à cet égard que les recommandations de Lénine.

Tous les orateurs du XVe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ont constaté que le Kuomintang est devenu une organisation contre-révolutionnaire. Personne n'a fait de réserves au bénéfice du « Kuomintang de gauche », mythe désormais aboli. Lominadzé est allé jusqu'à dire que, sectionné en quatre ou cinq tronçons, souvent épuré par des sabreurs « sans parti », le Kuomintang n'existe plus « en qualité de parti politique ». Sectionné ou non, au service de sabreurs sans principes ou les employant, le Kuomintang a une phraséologie, des doctrines, une histoire, des politiciens, des cadres ; sectionné ou non, il demeure ce qu'il fut toujours plus ou moins nettement : l'appareil de la dictature bourgeoise. C'est un « parti » dictatorial, ni plus ni moins que le parti de Mussolini, si monolithe celui-là, et qui ne ressemble pourtant en rien aux partis politiques de classe tels qu'on les doit définir. Un parti est, par définition, une association volontaire fondée sur la communauté des intérêts, des fins et des moyens. Ni le Fascio, ni le Kuomintang, ni le parti Kémaliste ne répondent à cette définition. N'engageons pas de débat

théorique sur ce sujet : constatons que de nouveaux partis sont nés qui ne sont plus en réalité que des appareils de dictature. Ne leur refusons pas les titres dont ils s'affublent eux-mêmes avec succès : ce serait jouer sur les mots.

Lominadzé va plus loin, si loin qu'on est surpris de le voir perdre de vue les plus élémentaires notions du marxisme, quand il dit : « La bourgeoisie chinoise n'a été qu'un avorton de l'histoire. Aussitôt passés à la contre-révolution, elle s'est effondrée, cessant d'être une force politique unique. Ses groupes détachés sont aux ordres des militaristes. (Une voix : Tu exagères !) Je n'éxagère nullement. Voyez le Kuomintang... » (Suit l'argumentation que nous rapportons plus haut). « Il n'y a plus de Kuomintang en tant que parti politique (Staline : Et que reste-t-il de la bourgeoisie ?) Il en reste des bourgeois épars (Rires). » Mieux encore que les expressions puériles de Marcel Cachin ces propos, qui étonnent dans la bouche d'un militant communiste jouissant de quelque autorité et parlant devant la plus haute instance du plus grand Parti de l'Internationale, révèlent la confusion idéologique créée par la défaite actuelle de la révolution chinoise. Il n'y aurait qu'un moyen d'y remédier : tirer au clair, au prix d'un examen sérieux, scientifique – et non polémique – des idées et des faits, les enseignements d'une année de luttes. Dire qu'il « ne reste de la bourgeoisie que des bourgeois épars », c'est oublier que la bourgeoisie ne se définit ni par sa conscience de classe, ni par son degré d'organisation politique : il y a une classe bourgeoise et il est absurde de parler de « bourgeois épars », dès qu'il y a des possesseurs de moyens de production (ou de capitaux) employant la main d'œuvre salariée. La bourgeoisie chinoise est d'ailleurs loin d'avoir fait la faillite politique qui lui est ainsi imputée. Il serait beaucoup plus juste de parler de celle de la petite-bourgeoisie nationaliste-révolutionnaire, dont la lutte de classes a soumis les illusions opportunistes à une rude épreuve. La bourgeoisie chinoise a très bien su mettre à profit pendant un certain temps l'énergie révolutionnaire du prolétariat ; elle a très bien su un peu plus tard, tordre

le cou aux prolétaires et paysans, ses alliés d'un moment contre les impérialistes étrangers. Elle a d'abord roulé les révolutionnaires authentiques, puis, dès qu'ils l'ont menacée, elle les a égorgés. Ce ne sont pas de médiocres succès dans la guerre de classes. Viendra-t-elle à bout, maintenant, de l'anarchie militaire et d'une crise économique de jour en jour plus grave ? Voilà le problème. Nous aurions tort, quel que doive être l'avenir le plus proche, et sans douter d'ailleurs de la victoire finale des travailleurs chinois, de nier la vigueur et l'habileté politique de classes ennemies qui viennent de nous infliger de si cruelles défaites.

Cet article est paru dans la Lutte de classes, *n° 1 de février-mars 1928.*

NOTES

1. Au lendemain des premières fusillades d'ouvriers de Shanghaï et du premier attentat commis contre le consulat soviétique de cette ville (avril-mai dernier), Boukharine croyait devoir préciser, dans une déclaration reproduite par la presse soviétique, que l'U.R.S.S. ne voyait pas de raison de rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement de Nankin. La complaisance de Shek envers les impérialistes n'était pourtant plus en doute. Il est aujourd'hui permis de se demander si l'U.R.S.S. n'eût pas mieux fait de rompre elle-même, dès alors, toutes relations avec le bourreau des prolétaires de Shanghaï. Ce geste eût été naturel.

2. Nous ne l'avons appris que par une déclaration incidente faite au XVe Congrès du Parti de l'U.R.S.S.

3. Voici, d'après l'*Humanité* du 6 février, les mots d'ordre politiques qui furent mis en avant par le P.C. chinois : *Libération immédiate des prisonniers politiques, armement du prolétariat, liberté de la presse, de réunion, droit de coalition, de grève, retour de leurs locaux aux syndicats révolutionnaires, dissolution des syndicats jaunes, secours aux chômeurs, augmentation de la solde des soldats de 12 à 20 dollars par mois, la terre aux paysans, contre tous les généraux réactionnaires, liaison avec l'Union Soviétique et le prolétariat mondial.* Voici les mots d'ordre d'action : *Du riz pour les ouvriers, la terre aux paysans, à bas la guerre militariste, tout le pouvoir aux soviets d'ouvriers, paysans et soldats.* Voici la liste des décrets qui furent pris en 48 heures :
1. Etablissement du pouvoir soviétique.
2. Organisation des forces armées de la révolution.
3. Répression et anéantissement de toutes les forces de la contre-révolution.
4. Loi de 8 heures. Aide aux chômeurs. Augmentation des salaires.
5. Nationalisation des entreprises et du sol. Répartition de la terre. Extermination des gros propriétaires. Légalisation des Soviets de village.

6. Confiscation des immeubles et logements de la bourgeoisie. Annulation des contrats de loyers.
7. Elévation de la solde des soldats, Comités de soldats révolutionnaires, volontariat.
8. Légalisation de la Fédération pan-chinoise des syndicats ouvriers.

4. Voir aussi la *Lettre de Shanghaï*.

5. Les 21-22 mai 1927.

6. Voir à ce sujet l'article de Victor-Serge dans le numéro 2 de *Clarté*.

7. Sur laquelle la presse n'a rien publié.

TABLE DES MATIERES

D'abord militant anarchiste, Kilbachich longtemps emprisonné en France rallie la Russie de 1917 où il devient Victor Serge. Dans ses mémoires, dans ses romans, dans ses essais historiques il décrit la vie de la IIIe Internationale. Il est un des premiers à lutter contre le stalinisme et pour cela déporté puis exilé. Il participe aux événements révolutionnaires de 1936 en France, puis en Espagne, enfin au Mexique où il meurt en 1947.

Au cours de la seconde révolution chinoise (la première étant celle qui avait été dirigée par Sun Yat-Sen en 1911), Victor Serge écrit ses articles suivant le déroulement des événements. Ils ont le mérite de faire état d'une information détaillée qu'on trouve rarement dans les textes théoriques du mouvement communiste. Ils restituent de façon vivante les circonstances particulières à la Chine mais illustrent de bien des façons les problèmes posés par la révolution socialiste dans ce que l'on appelle maintenant le tiers-monde. Ils jettent beaucoup de lumière sur ce qui s'est produit ensuite en Chine et constituent la meilleure initiation aux développements ultérieurs de la révolution chinoise. La richesse de leur information et la rectitude des perspectives leur donnent une valeur exceptionnelle.

Victor Serge écrit directement en français. Comme écrivain ou comme journaliste, son langage et son style ont le caractère vivant qu'on ne trouve pas souvent dans les textes politiques des révolutionnaires et qui tranche avec le dogmatisme des formules toutes faites. Ils font de lui un des auteurs majeurs de notre temps.

collection culture critique/6